

ANNO VII - N. 2

GIUGNO 1967

RIVISTA DI STORIA DELL' AGRICOLTURA

sotto gli auspici dell'Accademia

Economico-Agraria dei Georgofili



EDIZIONE DELL'ISTITUTO DI TECNICA E PROPAGANDA AGRARIA

SOMMARIO

Jerzy Topolski

- Les tendances de l'évolution agraire de l'Europe Centrale et Orientale au XVI^{me}-XVIII^{me} siècles.

Luigi Bellini

- Appunti per la storia della agricoltura umbra negli ultimi 100 anni.

Vito Fumagalli

- Note sui disboscamenti nella Pianura Padana in epoca carolingia.

FONTI E MEMORIE

Carmelo Trasselli

- Due antichi trattati d'agricoltura siciliani.

Letidio Ciaravellini

- Spiegazione di alcune parole marenmiane.

RASSEGNE

Gian Ludovico Masetti Zanmini

- Ville rustiche romane.

LIBRI E RIVISTE

NOTIZIARIO

Les tendances de l'évolution agraire de l'Europe Centrale et Orientale aux XVI^{me} - XVIII^{me} siècles

I

Parmi les problèmes présentant de l'importance pour connaître l'histoire économique de l'Europe moderne, celui des causes et de la genèse du régime de la corvée passe au premier plan. Il existe quelques théories qui dégagent un certain nombre de facteurs que l'on soupçonne d'avoir provoqué ce phénomène. Selon la théorie militaire, ce sont les changements dans l'organisation du service militaire à l'époque moderne qui, en libérant la noblesse du devoir militaire, lui donnèrent la possibilité d'organiser la production agraire. Selon la théorie climatique, les bases du développement des réserves à corvée dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale furent assurées par des conditions climatiques favorables à la production du blé. Il existe même une théorie ethnique, prônée par quelques historiens allemands qui, mettant en valeur le développement des réserves à corvée dans les pays slaves, affirment que ce fut le caractère ethnique des paysans slaves qui facilita l'introduction des corvées par les nobles. Toutes ces théories, ainsi que d'autres non mentionnées, ont suscité des critiques. On a montré que toute l'Europe avait subi les transformations du service militaire et que, cependant, le régime de corvée ne s'était développé que dans l'Europe Centrale et Orientale. On a indiqué des territoires dont le climat était favorable à la culture du blé et pourtant sans grandes exploitations nobles basées sur la corvée. On a battu en brèche la théorie ethnique en montrant, parmi d'autres arguments, des pays non-slaves ayant possédé le régime de la corvée: par ex. La Hongrie (1).

Un autre groupe de théories, dont il faut parler séparément, prend en considération le facteur du marché, intérieur

ou extérieur, favorable à la vente du blé. Jean Rutkowski, en prenant ces théories comme point de départ, apporte une explication qui domine à présent dans la science historique. Rutkowski remarqua notamment que le seul facteur marché n'aurait pu provoquer le développement du régime de la corvée; on peut trouver des territoires ayant eu la possibilité de s'assurer des marchés d'écoulement pour le blé et en même temps n'ayant pas subi le régime de la corvée: 1° un marché favorable à la vente de blé; 2° le servage des paysans dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale au début de l'époque moderne. Un marché favorable — affirmait Rutkowski — n'aurait pu à lui seul créer les réserves si la noblesse n'avait pu augmenter l'exploitation corvéable des paysans; d'autre part, cette augmentation n'aurait pas été possible si les paysans avaient été libres (2). La théorie de Rutkowski, bien que la plus convaincante, n'explique pas pourquoi la noblesse de l'Europe Centrale et Orientale se décida à transformer les possibilités de développement des grandes réserves corvéables en réalité économique.

Afin de répondre à cette question, il est indispensable de lier le processus du développement des réserves à corvée avec un autre processus plus vaste et qui englobait toute l'Europe: le processus de la naissance du capitalisme. Pour la question de la naissance du capitalisme, le problème qui doit être résolu consiste en général à déterminer le stimulant qui, en train d'apparaître déjà au cours des derniers siècles du Moyen Age, commença, dès le XVI^e siècle, à provoquer des processus cumulatifs de croissance économique. Le mécanisme de la transformation de l'économie-argent médiévale en économie capitaliste dans la plupart des pays d'Europe peut être décrit sous la forme générale suivante (3). Dans les derniers siècles du Moyen Age, pour diverses raisons, les revenus de la noblesse baissaient tandis que simultanément ses besoins augmentaient, de sorte qu'il était de plus en plus difficile de faire face aux exigences de la vie *more nobilium*. Attendu qu'en même temps augmentaient les revenus de la bourgeoisie, les disproportions entre les ressources économiques se trouvant à la base de l'existence de ce deux classes devenaient évidentes. La condition des paysans, leur situation économique,

s'amélioreraient elles aussi au Moyen Age. La noblesse qui prétendait garder le premier rôle dans l'Etat et la société commençait à perdre ses bases matérielles en tant que classe. Il est évident que seul l'activité économique de la noblesse pouvait changer radicalement sa situation. Les activités extra-économiques ne pouvaient représenter que des moyens provisoires. Ainsi, l'accroissement de l'activité économique de la noblesse observé dans toute l'Europe depuis la fin du Moyen Age, devint le stimulant accélérant les processus d'accumulation primitive et d'augmentation des investissements et, en conséquence, permettant de provoquer le passage au capitalisme. Bien que l'augmentation de l'activité économique de la noblesse englobât toute l'Europe, néanmoins les formes de cette activité furent différentes. Elles dépendaient en premier lieu des conditions naturelles du territoire donné, de sa position géographique, de son climat etc., de sa situation au point de vue de la main-d'oeuvre, liée au degré de disparition du servage à la fin du Moyen Age, ainsi que du caractère du marché. En conséquence des conditions différentes pour le développement du processus d'accumulation et d'investissement se créèrent dans les pays particuliers. Ce raisonnement aboutit à la conclusion que les transformations dans la vie rurale de l'Europe Centrale et Orientale, c'est-à-dire l'apparition du régime de la corvée, ne s'expliquent que comme forme spéciale du processus d'augmentation de l'activité économique de la noblesse qui constituait une tendance générale dans toute l'Europe dès la fin du Moyen Age. Les réserves des seigneurs polonais représentent, comme par ex. les enclosures anglais, diverses formes d'un même processus.

Cette explication donne, à notre avis, une plate-forme où toutes les théories considérées comme contradictoires ou erronées peuvent se rencontrer. La théorie militaire concerne donc l'une des causes de la baisse des revenus de la noblesse. Elle dévoile un facteur indirect du développement du régime de la corvée. Mais elle ne donne pas qu'une explication partielle de ce régime. La théorie climatique explique quelles conditions spécifiques doivent être remplies pour le développement d'une forme donnée de l'activité économique de la noblesse. De la même façon le facteur marché et le facteur de la situation

sociale des paysans déterminait telle ou telle forme de l'activité de la noblesse.

II

Les diverses formes de l'évolution agraire de l'Europe dans les temps modernes ont donc leur origine commune dans l'accroissement de l'activité économique de la noblesse et sont liées avec le processus de passage du féodalisme au capitalisme. Il est à souligner que les différences entre l'évolution agraire de l'Europe à l'ouest et à l'est de l'Elbe ne se manifestèrent que graduellement. Au XVI^e siècle, elles étaient moins prononcées que plus tard, au XVII^e et au XVIII^e siècles. Il faut modifier également les opinions assez fréquemment rencontrées selon lesquelles dans les pays situés à l'est de l'Elbe le régime de la corvée était complètement ou presque complètement formé déjà au XVI^e siècle. En outre il est nécessaire de prendre en considération certaines différences parmi les divers pays de l'Europe Centrale et Orientale.

Au Mecklembourg, on observe les mêmes formes d'activité de la noblesse qu'au Schleswig-Holstein et en Frise. C'est une région assez bien connue grâce aux études de F. Mager, J. Nichtweiss, H. Luck, G. Heiz (4). La noblesse mecklembourgeoise agrandit ses propres exploitations pour tirer des profits de l'exportation du blé sur les marchés de l'Europe Occidentale. Comme en Angleterre ou en France, l'expansion seigneuriale se dirige principalement vers les communaux et les terres abandonnées (spécialement après la guerre de Trente Ans). Des transformations semblables concernent la Poméranie Occidentale. Les grandes exploitations seigneuriales se multiplient au XVI^e et au XVII^e siècles. L'affaiblissement des villes, partiellement dû aux guerres commerciales, facilita l'expansion des féodaux et l'augmentation de la corvée (5).

Dans la Poméranie orientale (de Gdańsk) la même tendance à la concentration de la terre entre les mains de la noblesse apparaissait. Les sources concernant les domaines royaux nous renseignent sur les grandes exploitations qui étaient dirigées directement par des nobles et qui comptaient quelques dizaines de travailleurs libres (main-d'oeuvre salariée). Le problème de la main-d'oeuvre, comme dans toute l'Europe, était très grave. Dans la Poméranie orientale, où le degré d'ur-

banisation était plus élevé que dans les autres régions de la Pologne, les villes faisaient concurrence à la noblesse dans le domaine de la main-d'oeuvre. Dans ces conditions l'augmentation considérable de la corvée ne fut pas facile. Le paysan trouva un appui dans les villes (6).

Dans les autres régions de la Pologne, les réserves seigneuriales vers la fin du XV^{me} et au début du XVI^{me} siècles, moins grandes que par la suite, utilisaient une main-d'oeuvre salariée et la corvée, mais l'augmentation du travail forcé se dégage en tant que tendance principale. Le niveau du développement des réserves corvéables différait selon les régions. Dans la deuxième moitié du XVI^{me} siècle, le revenu provenant de l'exploitation propre du seigneur, c'est-à-dire de la réserve, atteignit 49,4% du revenu global en Poméranie orientale, 51,8% en Masovie, 36,8% en Grande Pologne et 48,1% dans toute la Pologne (7). Le reste provenait presque entièrement des redevances des paysans.

En Silésie, jusqu'à la moitié du XVI^{me} siècle, on observe encore des tendances contradictoires. L'exportation du blé ne joua aucun rôle en Silésie et l'élevage des moutons, l'exploitation des forêts et surtout la pisciculture constituèrent l'activité économique de la noblesse ayant pour but l'augmentation de ses revenus (8).

Les sources concernant la Bohême et la Moravie présentent une situation semblable. Selon les travaux de F. Matějek, A. Mika, J. Valka et d'autres, c'est la pisciculture et l'industrie alimentaire, spécialement la production de la bière, qui était la branche principale d'activité des seigneurs tchèques et moraves. Les réserves produisant le blé se développèrent plutôt après la bataille de la Montaigne Blanche (1620). On observe également une grande activité commerciale des fеоdaux sur le marché intérieur. Le marché extérieur ne joua presque aucun rôle pour le blé. Exceptionnellement la région de Litoměřice exportait du blé par l'Elbe (9).

En Hongrie, les exploitations basées sur la corvée se propagèrent dès la moitié du XVI^{me} siècle. Dans la première moitié du XVII^{me} siècle, les réserves occupaient environ de 15 à 30% de la surface totale des terres cultivables. La corvée moyenne était de 3 jours par semaine (10).

En Lithuanie, le développement du système des réserves fut stimulé par la grande réforme des manses, dite des *voloki*. Grâce à l'introduction du système des réserves à corvée et au passage à l'assolement triennal régulier, la réforme servit les intérêts des seigneurs féodaux. Elle transforma le système agraire de manière à augmenter le revenu des terres par l'intensification de l'exploitation de la population et par un certain progrès technique (11).

En Russie, ce fut le marché intérieur qui joua le rôle principal dans l'épanouissement du régime de la corvée. Le niveau du développement de ce régime ne fut pas le même dans tout le pays. Parmi les territoires où la corvée s'était (au XVI^e siècle) relativement épanouie on peut ranger les villes de Moscou, Rostov, Perejslav et Suzdal (12). Le régime de la corvée se développa plus vivement dans les territoires côtiers de la Baltique du Nord, Livonie, où le blé pouvait être exporté par Riga, Reval et autres ports (13). En Russie, le marché extérieur commence à jouer un rôle grandissant dès la moitié du XVII^e siècle.

En somme, on observe au XVI^e siècle dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale un processus de développement du régime de la corvée, mais le degré de ce développement et les formes de l'activité productrice de la noblesse ne furent pas les mêmes. Néanmoins, toutes les transformations ne furent pas favorables aux exploitations paysannes, ce qui entraîna des difficultés quant aux dimensions de la production globale de l'économie rurale. Au XVII^e siècle le système de la corvée se généralisa et cela eut comme conséquence une influence négative importante sur les conditions de vie de la paysannerie et sur la production agricole.

Au XVII^e siècle, l'Europe traverse toujours au point de vue global une période de croissance économique, bien que le dynamisme de l'économie ne soit pas aussi prononcé qu'au XVI^e siècle. Cependant apparaissent déjà des disproportions de plus en plus fortes dans le développement économique des territoires particuliers, disproportions liées à la situation précédente d'accumulation. Sur certains territoires, comme par ex. en Angleterre, la croissance économique était très forte,

sur d'autres plus faible, ou bien on voyait s'y dessiner une stagnation et de la régression.

Au nombre des pays en stagnation et en régression, on peut compter l'Espagne, le Portugal, les pays balkaniques, qui offrent des problèmes spéciaux du fait de la domination turque, la Hongrie, la Pologne. On peut observer également en Italie des processus de reféodalisation assez prononcés. L'activité économique de la noblesse, due au développement de l'économie de la réserve à corvée, comme dans la plupart des territoires de l'Europe Centrale et Orientale, ou à l'expansion coloniale, comme en Espagne ou au Portugal, freina dans ces pays l'initiative productrice des paysans et des bourgeois. Comme source d'investissement resta uniquement l'accumulation nobiliaire, relativement très faible, à cause de la consommation luxueuse *more nobilium*; l'accumulation dans les exploitations paysannes et l'industrie artisanale perdirent leur importance.

Parmi les pays de l'Europe Centrale, où l'influence du système agraire sur la situation de l'agriculture et de toute l'économie du pays fut profondément défavorable, on peut ranger la Pologne. Cela signifiait en même temps le retardement du développement du capitalisme dans ce pays.

III

Le problème de la régression économique en Pologne n'est pas nouveau bien qu'il ait fait l'objet de nouvelles recherches. Les travaux de bon nombre d'auteurs ont fourni des matériaux assez importants qui témoignent de la régression économique en Pologne depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'au XVIII^e siècle. Quant aux proportions de la régression économique je voudrais les déterminer, jusqu'à certain degré, sur les bases de mes recherches concernant les biens de l'archevêché de Gniezno. Ces domaines, qui comprenaient environ 420 villages et 13 villes, étaient disséminés dans presque toutes les régions de l'ancienne Pologne ethnique. Les matériaux les concernant donnent la possibilité d'observer le même territoire pendant trois siècles et, en conséquence, de tirer des conclusions plus ou moins représentatives étant donné la rareté des sources capables d'englober pour un territoire défini allant du XVI^e au XVIII^e siècle (14).

Prenons en considération les principaux indices de la production rurale. La base de la production agricole — la surface cultivée — a accusé certains changements reflétant les influences de différents facteurs. Au XVI^e siècle, nous observons un certain accroissement du territoire cultivé. Si l'on affectait à la superficie cultivée au commencement du XVI^e siècle l'indice 100, cet accroissement s'exprimerait pour le milieu du XVI^e siècle par l'indice 105, tandis que pour la fin du XVI^e siècle ce dernier atteindrait 110. Les conditions de plus en plus difficiles de l'économie paysanne causèrent déjà dans la première moitié du XVII^e siècle une certaine diminution du territoire cultivé dont l'indice comparé à ceux mentionnés ci-dessus, descendra à 98. Un décroissement très remarquable du territoire cultivé fut causé par les dévastations dues aux guerres du milieu du XVIII^e siècle. La guerre du commencement du XVIII^e siècle amena une nouvelle diminution. En Mazovie, on recommence à faire valoir les terres vers le milieu du XVIII^e siècle, en Grande Pologne un peu plus tôt. Cependant l'équivalent des terres cultivées au commencement du XVI^e siècle ne fut pas atteint jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Leur étendue s'exprime par le chiffre 89, et compte tenu des villages nouvellement établis, par le chiffre 94. Comparé avec l'état le plus élevé des terres cultivées de la fin du XVI^e siècle (sur la base de 100), la situation à la fin du XVII^e siècle s'exprimerait par 80 ou par 86 avec les villages nouvellement établis.

La production globale des blés démontrerait des tendances semblables. Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, la production globale céréalière augmente insensiblement. La première moitié du XVII^e siècle apporte déjà une certaine baisse de la production, peu importante encore et comparativement plus sensible chez les paysans que dans les réserves. Un relèvement graduel a lieu après les dévastations de la guerre du Nord. La production des réserves atteint presque le niveau de la fin du XVI^e et du commencement du XVII^e siècles; par contre, la production des exploitations paysannes est considérablement au-dessous du niveau de cette période. Les conditions économiques des paysans corvéables se reflètent dans le dernier quart du XVIII^e siècle atteint à peine 60-65%

de celle du XVI^e siècle et de la première moitié du XVII^e siècle. Ce chiffre peut paraître invraisemblablement bas. Il faut cependant prendre en considération la diminution graduelle du rendement de la terre. Au XVI^e siècle, le rendement des blés était relativement élevé. Le XV^e siècle et la première moitié du XVI^e siècle semblent les plus dynamiques du point de vue de l'accroissement du rendement des blés. Dans les années suivantes, le rendement ne démontre plus de tendances à l'accroissement. Pour le XVI^e siècle, nous acceptons pour le froment, le seigle, l'avoine et l'orge un indice de rendement de 5 grains pour 1 environ. Dans la première moitié du XVII^e siècle, le rendement des céréales diminue. On peut l'estimer à 4 grains pour 1 ensemencé. Les calculs pour la première moitié du XVIII^e siècle donnent des résultats similaires. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, bien que l'indice de 3 grains soit le plus répandu, on peut apercevoir une certaine tendance à la hausse et c'est pourquoi nous acceptons pour le dernier quart de siècle un indice de rendement de 3,5-4 grains environ.

La production des plantes potagères fut peu développée. La réserve seigneuriale, orientée vers la production des céréales pour l'exportation, prêtait de moins en moins d'intérêt à l'horticulture.

L'orientation unilatérale vers la production des blés, ainsi que les conditions défavorables au développement de l'économie paysanne, n'eurent pas d'influence avantageuse sur l'état de l'élevage. L'équilibre entre la production végétale et animale, indispensable pour un bon développement de l'économie rurale, fut visiblement ébranlé. Nous observons dans la première moitié du XVI^e siècle une situation prospère en ce qui concerne l'élevage. Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, par suite du développement des réserves à corvée, le nombre d'animaux diminue. L'élevage des bovins se maintient au niveau précédent mais, du fait de l'augmentation des charges de la corvée, les paysans élèvent moins de vaches et plus de boeufs, ce qui a une mauvaise influence sur les conditions matérielles de la vie de la population paysanne. Les guerres du XVII^e siècle causèrent une certaine diminution du nombre d'animaux élevés. Les guerres, toutefois, eurent leur réper-

cussion la plus visible et la plus durable sur l'élevage dans les fermes paysannes.

Si l'on affectait à l'état du bétail cornu, des chevaux et moutons du milieu du XVI^e siècle l'indice 100, celui-ci serait pour la fin du XVI^e siècle de 86, pour la première moitié du XVII^e siècle de 70, pour l'année 1685 de 58 et pour le dernier quart du XVIII^e siècle de 67. Pour les mêmes périodes, les chiffres du bétail cornu, des chevaux et des moutons par 100 ha sont les suivants. Au milieu du XVI^e siècle: dans la réserve 39, chez les paysans 55; année 1685: réserve 35, paysans 43; dernier quart du XVII^e siècle: réserve 51, paysans 47. L'influence négative exercée par le système des réserves à corvée sur la production des exploitations paysannes se manifeste ici dans toute sa force.

En général, l'étude des biens de l'archevêché de Gniezno démontre une diminution de la production globale dans différentes branches de l'économie rurale depuis le commencement du XVI^e jusqu'à la fin du XVIII^e siècles. Ce phénomène régressif se manifeste dans le domaine de l'élevage au moins depuis le milieu du XVI^e siècle, alors qu'il apparaît dans la production du blé depuis la fin du XVI^e et le commencement du XVII^e siècles. Les branches secondaires de l'économie rurale comme l'horticulture, la pêche et l'apiculture subirent en général le même sort que les autres branches de l'économie rurale. La période allant du milieu ou de la fin du XVI^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e siècle fut donc, dans l'économie agraire polonaise, à l'échelle générale, une période de régression et de stagnation, malgré le progrès économique de l'époque des Lumières. Dans les biens de l'archevêché de Gniezno, la production globale fut à la fin du XVIII^e siècle de 39% environ inférieure à celle de la fin du XVI^e siècle c'est-à-dire plus inférieure que la diminution de la surface cultivée chiffrée à 14%. La baisse de la production ne peut donc être expliquée que partiellement par la diminution de la surface cultivée. Le reste s'explique par la diminution constatée du rendement de la terre.

Mais la question s'impose: quelles furent les raisons plus profondes de cette situation? Qu'est-ce qui causa une diminution si considérable des possibilités de production des

exploitations paysannes et également une stagnation et même une baisse de la production dans les réserves entraînant à l'échelle générale depuis la fin du XVI^e jusqu'à la fin du XVIII^e siècles une diminution d'environ 1/4-1/3 des forces de l'agriculture.

On aurait pu souligner parmi les facteurs les dévastations dues aux guerres. Il apparaît cependant que ce facteur ne peut constituer à lui seul une explication des tendances rétrogrades, car ces tendances ont commencé à se manifester déjà avant les guerres. Le déclin a commencé au temps du plus haut développement des réserves à corvée. On pourrait donc supposer que ce fut justement le système des réserves à corvée qui suscita les tendances rétrogrades. Une étude comparative démontre toutefois que le recul économique ne se manifesta que dans un certain groupe de territoires à régime corvéable. Il s'agit là des territoires où les réserves à corvée exportaient du blé par la Baltique vers les pays d'Europe Occidentale en voie d'industrialisation. Tel fut le cas de la Pologne. La réserve seigneuriale liée au marché étranger ne dépendait pas autant des villes du pays que la réserve orientée vers le marché intérieur. Cette politique économique d'exportation ne contribua pas au développement des villes. On peut remarquer que là où les villes furent plus faibles le processus d'effondrement du servage ne put pas se produire et la classe paysanne n'eut pas la force de s'opposer aux exigences de la noblesse. Depuis le milieu du XVII^e siècle, en Pologne, les destructions de la guerre s'ajoutèrent aux facteurs de recul économique.

De cela, il résulte qu'il y eut deux groupes de facteurs causant la régression économique dans les territoires polonais liés avec le marché étranger: 1) le système des réserves corvéables à production céréalière destinée aux pays plus urbanisés; 2) les longues guerres apportant des pestes et des dévastations énormes qui désorganisaient la production. Le régime des réserves à corvée entravant l'initiative économique, et également, à un point considérable, de la bourgeoisie ne créait pas des conditions favorables au développement économique du pays. La Pologne se trouve dans le groupe des pays qui subirent une stagnation ou même une régression économique et, par là, un retardement du développement du capitalisme. En

général, l'accroissement de l'activité de la noblesse ne fut pas favorable en Pologne au développement du capitalisme bien que ce même facteur, mais dans des conditions diverses, créât les bases du capitalisme dans quelques autres pays, avant tout en Angleterre (15).

Jerzy Topolski

Université de Poznań

NOTES

(1) Cf. l'analyse de B. ZIENTARA. Z zagadnień spornych tzw. wtórnego poddaństwa w Europie środkowej (*Les problèmes du « second servage » en Europe*), Przegląd Historyczny, 1956, n° 1.

(2) La théorie de J. Rutkowski fut exposée dans quelques ouvrages, parmi lesquels: *La genèse du régime de la corvée dans l'Europe Centrale depuis la fin du Moyen Age*. La Pologne au VI^{me} Congr. Intern. des Sciences Historiques, Varsovie 1930.

(3) De façon plus détaillée: TOPOLSKI J., *Narodziny kapitalizmu w Europie XIV-XVII wieku (La naissance du capitalisme en Europe XIV^{me}-XVII^{me} siècles)*, Warszawa 1965.

(4) MAGER F., *Geschichte des Bauerntums im Lande Mecklenburg*, Berlin 1955; NICHTWEISS J., *Das Bauernlegen in Mecklenburg*, Berlin 1954; KELLENBENZ H., *German Aristocratic Entrepreneurship: Economic Activities of Holstein Nobility in the Sixteenth and Seventeenth Centuries, Exploration in Entrepreneurial History*, vol. VI, 1953-1954; HAGEDORN B., *Ostfrieslands Handel und Seeschifffahrt vom Ausgang des 16. Jahrhundert bis zum westfälischen Frieden (1580-1648)*, Berlin 1912.

(5) WACHOWIAK B., *Rozwój gospodarczy Pomorza Zachodniego od połowy XV do początku XVII wieku (Le développement économique de la Poméranie Occidentale du milieu du XV^{me} siècle jusqu'au début du XVII^{me} siècle)*, Studia i Materiały do Dziejów Wielkopolski i Pomorza, vol. 4, n° 1, Poznań 1958.

(6) Cf. MACZAK A., *Folwark panszczyzniany a wieś w Prusach Królewskich w XVI-XVII wieku (La réserve à corvée et le village en Prussie Royale au XVI^{me} et XVII^{me} siècles)*, Przegląd Historyczny, 1956, n° 2.

(7) RUTKOWSKI J., *Badania nad podziałem dochodów w Polsce w czasach nowożytnych (Etudes sur la répartition des revenus en Pologne aux temps modernes)*, Kraków 1938, p. 324. Cf. WYCZANSKI A., *Studia nad folwarkiem Pologne dans les années 1500-1580*, Warszawa 1960; MIELCZARSKI S., *Rynek szlachecki w Polsce w latach 1500-1580 (Etudes sur les réserves nobles en zbozowy na ziemiach polskich w drugiej połowie XVI i pierwszej połowie XVII wieku (Le marché céréalière en Pologne dans la seconde moitié du XVI^{me} et au commencement du XVIII^{me} siècles)*, Gdansk 1962.

(8) WÁLKA J., *Drugé nevoľnictvi a puvodni akumulace v 16. stololetí (Le deuxième servage et l'accumulation primitive au XVI^{me} siècle)*, Cs. Casopis historický, vol. VI, 1958; WÁLKA J., *Hospodarska politika feudalniho velkostatku (La politique économique des féodaux)*, Brno 1962; MIKA A., *Rozwój gospodarki dworskiej na ziemiach czeskich od XIV do XVII wieku (Le développement de l'exploitation noble en pays tchèque du XIV^{me} au XVII^{me} siècles)*; *Roczniki Dziejów Społecznych i Gospodarczych*, vol. XXII, Poznań 1961; SADOVA V., *Ekspert českého zboza do Německ a rozvoj produkci towa-*

rowej w Czechach w okresie przedbialogórskim (*L'exportation du blé tchèque vers l'Allemagne et le développement de la production pour le marché avant la bataille de la Montagne Blanche*), Roczniki Dziejów Społecznych i Gospodarczych, vol. XXII, Poznań 1961.

(10) Cf. les travaux de P.Z. Pach.

(11) J. Ochmański analyse l'état des recherches: *La grande réforme agraire en Lithuanie et en Ruthénie Blanche au XVI^e siècle*, Ergon II, Varsovie 1960.

(12) Cf. TICHOMIROV M.N., *Rossija v XVI stoletii (La Russie au XVI^e siècle)*, Moscou 1962.

(13) DOROSZENKO W.W., *Očerki agrarnoj istorii Latvii v. XVI veke (Contribution à l'histoire agraire de la Lettonie au XVI^e siècle)*, Riga 1960.

(14) Analyse détaillée: TOPOLSKI J., *Gospodarstwo wiejskie w dobrach arcybiskupstwa gnieźnieńskiego od XVI do XVII wieku (L'économie rurale dans les biens de l'archevêché de Gniezno du XVI^e jusqu'au XVII^e siècle)*, Poznań 1950. Compte-rendu en français dans: *Studia z dziejów gospodarstwa wiejskiego (Étude d'histoire rurale en Pologne)*, vol. 7. Warszawa 1965, p. 75-84.

(15) Cet article présente le texte de la conférence que j'eus l'honneur de donner le 13-4-1966 à la Faculté d'Economie et de Commerce de l'Université de Florence.

Appunti per la storia dell'agricoltura umbra negli ultimi 100 anni (*)

La popolazione agricola

18. — Dati sulla consistenza della popolazione agricola sono offerti, di solito, dai censimenti agricoli, effettuati soltanto nel 1931 e nel 1961; per quest'ultimo anno, però, non è stato fornito alcun dato in merito.

Si deve, perciò, ricorrere ai censimenti demografici, i quali forniscono il numero di attivi nel settore. Esiste, di solito, una più o meno rilevante differenza fra dati forniti da censimenti demografici e da censimenti economici, anche se effettuati alla stessa data; nel caso dell'agricoltura umbra è fondato ritenere che tale differenza sia trascurabile per il prevalere di forme di conduzione — diretto coltivatrice e mezzadria — in cui il lavoro viene svolto sul luogo di residenza e pressoché tutti coloro in età sopra dieci anni sono, di fatto, occupati (25).

Per questo i dati dei censimenti demografici possono, nel nostro caso, esprimere non solo gli attivi, ma anche gli occupati nell'attività agricola. Resta il problema delle diverse modalità e caratteristiche delle rilevazioni censuarie alle varie epoche; ma, per quel che riguarda la nostra ricerca, ciò non toglie significatività al confronto temporale delle situazioni; come è chiarito nella nota alla tav. n. 11.

La serie di dati fra il 1861 ed il 1961 documenta la costante prevalenza dell'attività agricola nella regione; gli attivi in questo settore, infatti, costituiscono sempre ben più della metà del totale, tranne nel 1961, allorché, per la prima volta, la percentuale scende, e nettamente, sotto il 50%, pur restando sempre più elevata rispetto a quella per l'industria e per le attività terziarie. Si può fin d'ora notare che una certa differenza di situazione esiste, come meglio si vedrà, fra le due provincie dell'Umbria, Perugia e Terni. In quest'ultima, infatti, la presenza di grandi complessi industriali nella zona Terni-Narni, accentua, rispetto alla situazione regionale, il peso degli attivi nel-

l'industria, riducendo (e nel 1961 superando) quello degli attivi in agricoltura.

L'andamento pressoché costantemente decrescente della percentuale di attivi in agricoltura si conforma ad una tendenza che anzi, in Umbria come in altre regioni mezzadrili, s'è venuta manifestando intensamente soltanto nell'ultimo decennio, sì che essa non sollecita particolari considerazioni.

Ciò che invece sembra meritevole di attenzione è l'incidenza che le donne hanno sul totale degli attivi. Anche in questo caso si ha un andamento in costante diminuzione, ma ai censimenti

Tav. 11 - POPOLAZIONE, PRESENTE O RESIDENTE, POPOLAZIONE ATTIVA, POPOLAZIONE ATTIVA IN AGRICOLTURA SECONDO I CENSIMENTI

Anni	Popolazione	Popolazione attiva		Attivi in agricoltura			Donne attive in agricoltura	
		n.	% su pop. totale	n.	% su pop. totale	% su pop. attiva	n.	% su attivi in agricolt.
1861	435.119	304.017	69,9	231.972	53,3	76,3	96.836	41,8
1881	485.046	297.082	61,2	193.144	39,8	65,0	63.527	32,9
1911	589.829	276.792	46,9	189.282	32,1	68,4	48.384	25,6
1931	694.069	289.023	41,6	182.844	26,3	63,3	32.677	17,9
1936	716.402	322.633	45,0	208.743	29,1	64,7	58.613	28,1
1951	803.918	342.548	42,6	192.761	24,0	56,3	38.734	20,1
1961	794.745	321.441	40,4	126.964	16,0	39,5	22.196	17,5

NOTA - Per tutti i censimenti tranne gli ultimi due la popolazione è la presente. La popolazione attiva risulta calcolata in modo diverso alle varie epoche. Nel 1861 essa comprendente tutti coloro che svolgono una attività, senza limiti di età. E' quasi certamente da attribuire a ciò l'alta incidenza di attivi in agricoltura, ove si pensi che qui è particolarmente diffusa l'utilizzazione dei bambini nel lavoro dei campi. Nel 1881 gli attivi comprendono tutti coloro da 9 anni in su in condizione professionale. Dal 1911 il limite minimo di età è di 10 anni. I diversi criteri utilizzati volta a volta influiscono sicuramente sulla consistenza della popolazione attiva e, perciò, il confronto quantitativo presenterebbe seri limiti di significatività, soprattutto per le rilevazioni di più antica data. Per quel che ci interessa l'analisi riguarderà i valori percentuali, per i quali i limiti suddetti possono ritenersi trascurabili.

più recenti si hanno percentuali così modeste da apparire non facilmente accettabili. Già nel '31 e poi nel '51 e nel '61 (il '36 fa in parte eccezione, perché per le disposizioni meno restrittive impartite si ebbe un più ampio riconoscimento dell'attività agricola femminile) il numero di donne attive in agricoltura era di 1/5, 1/6 del totale. E' ciò verosimile in una regione in cui la quasi totalità della popolazione agricola è costituita da coltivatori diretti e mezzadri, sì che tutta la famiglia è, di fatto, impegnata sul fondo? Alle donne, è vero, spetta la conduzione

della casa, ma basta ciò a giustificare una così forte sproporzione?

Il porsi di questi interrogativi ci ha indotto ad allargare, per questo aspetto, la nostra analisi oltre i confini dell'Umbria, alle provincie di Macerata, Pesaro-Urbino, Arezzo e Siena che per molti aspetti possono ritenersi assimilabili a quelle di Perugia e Terni, per l'occasione considerate separatamente. Nelle tavole n. 12 a 17 sono riportati i dati, per le provincie suddette, secondo lo schema della tavola n. 11 ed inoltre dati relativi alle famiglie di conduttori coltivatori in proprio e coloni parziari (mezzadri).

Il panorama che se ne ricava è quanto mai diversificato. Il livello più elevato, a ciascuna epoca, di addetti all'agricoltura spetta sempre a Macerata, il più basso a Terni; ugualmente si ha (con la sola eccezione del '61, allorché il valore più basso spetta a Perugia) per la percentuale di femmine attive in agricoltura sul totale degli attivi nel settore. I valori di Terni sono 1/2, 1/3 rispetto a quelli di Macerata. Per le altre provincie si hanno valori intermedi. Divergente è anche la dinamica temporale; soprattutto per quel che riguarda gli ultimi due censimenti. In tutte le sei provincie considerate si ha, infatti, che le percentuali aumentano dal '31 al '36 e diminuiscono dal '36 al '51; ma da qui al '61 per Terni, Macerata e Pesaro si ha aumento, per Perugia, Arezzo e Siena diminuzione. Possono aver giocato, a determinare questo andamento, fattori locali, ma l'accoppiamento di provincie che partivano da livelli così diversi non può, ci sembra, non far sorgere il dubbio che qualcosa non va nella rilevazione stessa.

Per meglio esaminare la situazione abbiamo provveduto a considerare soltanto i maschi e le femmine attivi in famiglie diretto-coltivatrici o mezzadrili, limitatamente ai quattro censimenti dal '31 in poi. Il livello delle percentuali di incidenza delle femmine sul totale degli attivi risulta, in tutti i casi, in aumento e si confermano sia la dinamica temporale che le differenze da provincia a provincia. Il modesto peso che, a parte Macerata, le femmine hanno nell'attività agricola risulta così confermato ed induce ad ulteriori considerazioni. Che, a nostro parere, conducono a dover riconoscere carenze di rilevazione. Le rilevazioni in agricoltura presentano, sotto ogni

Tav. 12 - POPOLAZIONE, ATTIVI (IN TOTALE E NELL'AGRICOLTURA), FAMIGLIE E ATTIVI CONDUTTORI COLTIVATORI IN PROPRIO E COLONI MEZZADRI AI CENSIMENTI 1931, 1936, 1951, 1961 - PROV. DI PERUGIA

Anni	Popolazione totale	Popolazione attiva		Attivi in agricoltura			F. attive in agr.		Conduttori-coltivatori in prop. e col. parz.				
		MF	% su pop. tot.	MF	% su pop. tot.	% su pop. att.	n.	% su pop. att. in agric.	Famiglie		Attivi		
									n.	compo- nenti	MF	F	% F/MF
1931	514.996	214.727	41,7	141.529	27,5	65,9	26.124	18,5	38.203	275.007	120.326	23.561	19,6
1936	525.985	239.006	45,4	163.167	31,0	68,3	46.227	28,3	36.716	270.948	129.322	40.510	31,3
1951	581.323	255.766	44,0	153.317	26,4	59,9	33.748	22,0	37.624	257.685	134.717	32.615	24,2
1961	570.149	226.814	39,8	98.688	17,3	43,5	16.591	16,8	33.159	183.775	87.796	16.132	18,4

Tav. 13 - POPOLAZIONE, ATTIVI (IN TOTALE E NELL'AGRICOLTURA), FAMIGLIE E ATTIVI CONDUTTORI COLTIVATORI IN PROPRIO E COLONI MEZZADRI AI CENSIMENTI 1931, 1936, 1951, 1961 - PROV. DI TERNI

Anni	Popolazione totale	Popolazione attiva		Attivi in agricoltura			F. attive in agr.		Conduttori-coltivatori in prop. e col. parz.				
		MF	% su pop. tot.	MF	% su pop. tot.	% su pop. att.	n.	% su pop. att. in agric.	Famiglie		Attivi		
									n.	compo- nenti	MF	F	% F/MF
1931	179.073	74.026	41,3	40.537	22,6	54,8	5.898	14,5	13.164	81.141	38.433	5.253	13,7
1936	190.417	86.779	45,6	46.556	24,4	53,6	12.661	27,2	12.399	79.031	37.425	10.917	29,2
1951	222.595	86.782	39,0	39.444	17,7	45,5	4.986	12,6	12.519	73.550	34.171	4.688	13,7
1961	224.596	84.020	37,4	28.276	12,6	33,7	5.605	19,8	10.059	50.430	24.984	4.463	17,9

aspetto, problemi quanto mai complessi ed a ciò non sfugge, certamente, quella qui in esame, anche se effettuata in sede di censimento demografico. E' il carattere proprio dell'attività agricola, specie di quella delle donne; la sua non continuità nell'arco di una stessa giornata, l'alternanza di periodi di attività intensa e di periodi di relativa sosta a complicare la situazione.

Del resto, la nozione stessa di attività prevalente — che, per le famiglie che qui interessano, costituisce per la donna, almeno fino al censimento 1951, alternativa fra l'essere considerata casalinga o coadiuvante — nel caso specifico acquista un significato diverso che negli altri settori di attività economica. Non si può non tener conto, ad esempio, che la giornata lavorativa di un coltivatore diretto o di un mezzadro si svolge lungo un arco di tempo che va ben al di là delle 8 ore dell'industria o dei servizi; e che ciò si riflette, necessariamente, sul giudizio di prevalenza o meno dell'uno o dell'altro aspetto. D'altra parte, almeno fino agli anni più recenti, i bassissimi livelli di meccanizzazione nelle zone mezzadrili; l'impossibilità, per la modestia dei redditi, delle famiglie diretto-coltivatrici e mezzadrili di ricorrere a salariati se non nelle situazioni eccezionali (mietitura e trebbiatura del grano, vendemmia) e, solitamente, con interscambio reciproco, hanno sempre lasciato larghissimo margine alla necessità che la donna fosse attiva non solo in casa, ma anche sulla terra. Vi sono alcune colture (quelle da rinnovo, quali: tabacco, peperone, pomodoro, bietola da zucchero) in cui l'impiego della donna è pressoché esclusivo. (Va, altresì, osservato che, in tempi più recenti, s'è andata sviluppando una attività artigianale — maglieria, confezioni, ecc. — svolta in casa a *part-time* con l'attività sulla terra e ciò amplia ulteriormente il discorso su questioni che in questa sede possiamo solo accennare).

Si tratta di cose largamente note ma ci è sembrato utile ricordarle perché da esse trae origine la convinzione che le percentuali di attività femminile riportate nelle tavole n. 12 a 17 sono da ritenersi, tranne, come s'è detto, per Macerata, nettamente inferiori al vero.

Tutto dipende dal modo come viene effettuata la rilevazione e dalle indicazioni che vengono impartite in proposito.

Tav. 14 - POPOLAZIONE, ATTIVI (IN TOTALE E NELL'AGRICOLTURA), FAMIGLIE E ATTIVI CONDUTTORI COLTIVATORI IN PROPRIO E COLONI MEZZADRI AI CENSIMENTI 1931, 1936, 1951, 1961 - PROV. DI AREZZO

Anni	Popolazione totale	Popolazione attiva		Attivi in agricoltura			F. attive in agr.		Conduttori-coltivatori in prop. e col. parz.				
		MF	% su pop. tot.	MF	% su pop. tot.	% su pop. att.	n.	% su pop. att. in agric.	Famiglie		Attivi		
									n.	compo- nenti	MF	F	% F/MF
1931	301.147	133.049	44,2	87.007	28,9	65,4	19.350	22,2	22.738	160.552	74.259	18.270	24,6
1936	306.281	144.080	47,0	95.843	31,3	66,5	27.758	29,0	22.436	157.548	80.812	25.831	32,0
1951	329.665	152.019	46,1	92.940	28,2	61,1	23.675	25,5	22.248	144.649	81.686	23.094	28,3
1961	308.904	130.071	42,1	51.030	16,5	39,2	9.018	17,7	17.455	90.975	44.439	8.765	19,7

Tav. 15 - POPOLAZIONE, ATTIVI (IN TOTALE E NELL'AGRICOLTURA), FAMIGLIE E ATTIVI CONDUTTORI COLTIVATORI IN PROPRIO E COLONI MEZZADRI AI CENSIMENTI 1931, 1936, 1951, 1961 - PROV. DI SIENA

Anni	Popolazione totale	Popolazione attiva		Attivi in agricoltura			F. attive in agr.		Conduttori-coltivatori in prop. e col. parz.				
		MF	% su pop. tot.	MF	% su pop. tot.	% su pop. att.	n.	% su pop. att. in agric.	Famiglie		Attivi		
									n.	compo- nenti	MF	F	% F/MF
1931	260.891	117.710	45,1	77.350	29,6	65,7	16.312	21,1	17.235	127.282	63.144	15.369	24,3
1936	263.888	126.571	48,0	83.889	31,8	66,3	23.122	27,6	17.309	128.706	69.029	21.626	31,3
1951	277.437	134.093	48,3	85.248	30,7	63,6	23.773	27,9	17.148	117.807	73.190	23.119	31,6
1961	270.062	115.642	42,8	49.621	18,4	42,9	10.303	20,8	14.072	79.130	41.671	9.955	23,9

Tav. 16 - POPOLAZIONE, ATTIVI (IN TOTALE E NELL'AGRICOLTURA), FAMIGLIE E ATTIVI CONDUTTORI COLTIVATORI IN PROPRIO E COLONI MEZZADRI AI CENSIMENTI 1931, 1936, 1951, 1961 - PROV. DI MACERATA

Anni	Popolazione totale	Popolazione attiva		Attivi in agricoltura			F. attive in agr.		Conduttori-coltivatori in prop. e col. parz.				
		MF	% su pop. tot.	MF	% su pop. tot.	% su pop. att.	n.	% su pop. att. in agric.	Famiglie		Attivi		
									n.	compo- nenti	MF	F	% F/MF
1931	277.696	137.264	49,4	98.323	35,4	71,6	38.271	38,9	24.479	162.141	87.674	34.867	39,8
1936	281.950	145.324	51,5	104.850	37,2	72,1	43.977	41,9	23.451	157.705	88.729	38.001	42,8
1951	300.972	152.865	50,8	103.603	34,4	67,8	38.893	37,5	24.388	150.971	97.154	37.966	39,1
1961	291.412	137.868	47,3	76.012	26,1	55,1	29.233	38,5	22.214	116.083	73.244	28.978	39,6

Tav. 17 - POPOLAZIONE, ATTIVI (IN TOTALE E NELL'AGRICOLTURA), FAMIGLIE E ATTIVI CONDUTTORI COLTIVATORI IN PROPRIO E COLONI MEZZADRI AI CENSIMENTI 1931, 1936, 1951, 1961 - PROV. DI PESARO - URBINO

Anni	Popolazione totale	Popolazione attiva		Attivi in agricoltura			F. attive in agr.		Conduttori-coltivatori in prop. e col. parz.				
		MF	% su pop. tot.	MF	% su pop. tot.	% su pop. att.	n.	% su pop. att. in agric.	Famiglie		Attivi		
									n.	compo- nenti	MF	F	% F/MF
1931	294.360	121.625	41,3	78.030	26,5	64,2	14.994	19,4	22.744	154.867	64.847	12.975	20,0
1936	304.663	135.846	44,6	91.570	30,1	67,4	27.028	29,5	22.103	153.996	73.550	23.287	31,7
1951	334.834	144.456	43,1	83.366	24,9	57,7	19.673	23,6	23.171	143.135	75.361	19.049	25,3
1961	314.741	131.818	41,9	55.302	17,6	41,9	15.269	27,6	19.173	96.659	51.075	14.843	29,1

Non si può non tener conto del fatto che, nelle zone rurali, la maggior parte dei fogli di famiglia viene compilata dal consegnatario dei fogli stessi, sì che se si danno istruzioni precise a tutti dovrebbe essere possibile giungere a risultati meno contrastanti e più attendibili. Istruzioni nello stesso senso dovrebbero essere date agli uffici comunali che presiedono alla revisione dei fogli di famiglia. Dette istruzioni dovrebbero basarsi sul presupposto che in ogni famiglia contadina, per lo più, è una sola la donna addetta alla casa (26). Ciò è particolarmente vero per gli anni più recenti in cui, per l'influenza determinata, anche nelle campagne, dai modelli di vita cittadina la donna diminuisce il tempo dedicato alla casa ed accentua quello dedicato al lavoro (agricolo o extra-agricolo).

Non si tratta di prefigurare a priori le singole situazioni familiari, ma soltanto di tener conto del costume e delle tradizioni per saper cogliere, con la massima uniformità di criteri, la realtà della situazione. Diversamente si giunge a risultati sconcertanti in assoluto e comparativamente (27).

La questione ha riflessi significativi sull'ammontare della popolazione attiva e, di conseguenza, sulla sua ripartizione secondo i settori di attività economica. Puramente a titolo esemplificativo abbiamo voluto tentare una valutazione delle variazioni che si avrebbero operando sui dati di Perugia per il 1951 e il 1961. Abbiamo così proceduto. Dal totale dei componenti le famiglie di coltivatori diretti o mezzadri abbiamo sottratto prima la popolazione sotto i 10 anni, valutata sulla base della percentuale di incidenza di essa nei comuni a prevalente popolazione agricola; poi, il numero di maschi attivi in famiglie di coltivatori diretti e mezzadri; ottenendo, così, il numero di donne sopra 10 anni in famiglie di quel tipo. Abbiamo poi sottratto il numero di casalinghe, valutando una media per famiglia di 1,25 ed ancora il 15% delle donne con più di 10 e appartenenti alla « altra popolazione non attiva » (in pratica, fra le contadine, soltanto le inabili). Così operando si è trovato che nel 1951 le donne attive anziché 32.615 sarebbero state 60.824, cioè il 37,3% contro il 24,2% e nel 1961 anziché 16.132 39.020, cioè il 35,4% contro il 18,4%.

Le percentuali di incidenza per singoli settori di attività

economica si sarebbero modificate nel senso indicato dal prospetto sottostante:

Settori di attività	1951		1961	
	% censuarie	% corrette	% censuarie	% corrette
Agricoltura	60,0	63,9	43,5	48,7
Industria	22,2	20,0	32,4	29,4
Servizi	17,8	16,1	24,1	21,9

Come si vede le modificazioni non sono di poco conto e si tenga presente che le nostre valutazioni sono state effettuate per difetto: cioè il numero di donne effettivamente attive è, quasi certamente, più elevato di quello da noi valutato.

Ci sembra che tutto questo confermi l'esigenza di una revisione dei criteri che hanno finora presieduto alla raccolta dei dati censuali per la popolazione femminile appartenente a famiglie di coltivatori diretti e di mezzadri; o, per lo meno, della loro concreta applicazione.

La consistenza del bestiame

19. — Pur nel diverso grado di attendibilità che le rilevazioni sul bestiame presentano, l'andamento che i dati della tavola n. 18 permettono di osservare è sostanzialmente rispondente. Da un lato, e fino al 1960, il costante incremento dei bovini, accompagnato da quello dei suini; dall'altro la costante diminuzione degli ovini e caprini (questi ultimi pressoché scomparsi) e degli equini, la cui utilizzazione, in Umbria, è ormai limitata al mulo per il lavoro di trasporto della legna dal bosco alla strada più vicina.

Lo sviluppo dei bovini è legato all'ampliarsi dell'attività agricola con l'estendersi dei seminativi e quindi alla sempre più elevata necessità di bestiame da lavoro; cui si aggiungeva anche l'estendersi del consumo della carne e, quindi, l'aumento di richiesta anche del mercato di consumo.

Ciò — in concomitanza con l'accentuarsi della meccanizzazione, che ha ormai ridotto a limiti modesti l'uso dei buoi per il lavoro nei campi — ha anche portato ad una modificazione della composizione del patrimonio bovino nel quale prevalgono

Tav. 18 - CONSISTENZA DEL BESTIAME SECONDO LA SPECIE. PESO MEDIO PER SPECIE E CARICO PER HA.

Anni	BOVINI			OVINI e CAPRINI		SUINI		EQUINI		Peso complessivo quintali	Kg per ha di sup. ag. e for.	Kg per ha di semi-nativo
	totale	di cui vacche	peso medio kg	n.	peso medio kg	n.	peso medio kg	n.	peso medio kg			
1842	70.927	—	506,9	445.142	22,0	125.329	82,5	24.441	243,0	620.248,2	77,6	207,6
1881	87.297	32.280	506,9	556.825	22,0	114.513	82,5	32.847	243,0	739.301,4	92,3	222,6
1908	114.763	45.798	534,0	559.698	23,7	139.074	86,3	41.965	246,6	968.989,4	122,1	262,5
1930	163.618	61.704	622,0	427.346	24,8	200.700	97,5	38.670	250,5	1.416.236,6	179,0	343,6
1950	182.368	62.638	613,6	398.985	25,9	310.215	95,4	29.136	257,3	1.593.259,2	197,0	368,4
1960	254.300	122.900	581,7	205.500	27,0	377.100	86,9	14.600	259,1	1.900.276,6	235,8	435,2
1964	217.000	111.000	581,7	172.000	27,0	500.000	86,9	10.000	259,1	1.769.139,0	221,8	445,7

NOTA - I dati per il 1842 sono tratti dal Francesconi, op. cit., secondo la valutazione fatta dalla Giunta di revisione del censo. Poiché i comuni di Costacciaro, Gubbio, Scheggia e Pascelupo erano allora aggregati alla provincia di Pesaro, i dati relativi non risultavano conteggiati fra quelli forniti dal Francesconi. Disponendo dei dati comunali per il 1881 si è provveduto a stimare quelli del 1842 secondo l'ipotesi che l'incremento del bestiame si fosse verificato in essi nella stessa proporzione che nel resto della regione. Analogamente si è proceduto per il comune di Monte S. M. Tiberina, allora in provincia di Arezzo e per quello di Visso, in detrazione, trasferito a Macerata. I dati del 1881, 1908, 1930 sono quelli censuali (ma per il primo cavalli e muli erano stati censiti nel 1876); quelli del 1950 e del 1960 sono tratti dagli *Annuari dell'agricoltura italiana* dell'INEA; quelli del 1964 dall'*Annuario statistico italiano* dell'ISTAT, 1965. I valori del peso medio per ogni singola specie sono stati ricavati con medie del peso dei singoli tipi — secondo le classificazioni disponibili — ponderato con il numero di capi per ciascun tipo. Per le epoche più antiche indicazioni sul peso per tipo sono state ricavate da pubblicazioni varie; ma fondamentale ci è stato l'aiuto del prof. Ugo Nicoletti Fulgenzi, studioso di problemi zootecnici e profondo conoscitore della realtà e delle vicende della zootecnica umbra, che qui desideriamo sentitamente ringraziare.

oggi gli animali da riproduzione (vacche) e da allevamento (vitelli).

Alle stesse spinte del mercato di consumo risponde anche l'ampliarsi del patrimonio suinicolo che oggi costituisce una delle più cospicue ricchezze dell'agricoltura regionale (l'Umbria, da sola, raccoglie oltre 1/10 dei suini allevati in Italia).

Fra il '60 ed il '64 i dati denunciano una cospicua flessione. Da tempo, in verità, era diffusa la convinzione che i dati sul bestiame non corrispondessero alla realtà della situazione. L'abbandono di tanti poderi, di cui si è detto, aveva significato anche la chiusura di altrettante stalle, cioè di quelle piccole basi di allevamento che costituiscono la caratteristica della struttura mezzadrile.

La mancanza di un rapido processo di trasformazione dell'allevamento (28), e, per altro verso, le crescenti richieste del mercato al consumo si aveva motivo di credere avessero operato serie falcidie nel patrimonio bovino. Come infatti mostrò una indagine diretta e completa effettuata nel '62 a cura della Unione allevatori di Perugia, dell'Ispettorato compartimentale dell'agricoltura e dell'Istituto di Economia e politica agraria dell'Università.

I dati del '63 si confermano appunto nei risultati di quella indagine. La quale ha, tra l'altro, avuto il pregio di mostrare una strada, per la conoscenza della situazione, che, ci sembra, vada considerata con attenzione in carenza, come oggi si è, di una qualsiasi rilevazione di base qual'era, pur con tutti i suoi limiti, la denuncia per l'imposta bestiame.

L'origine delle più errate valutazioni va ricercata nel fatto che, venuti a mancare i dati ricavabili dalle denunce per l'imposta bestiame, per l'avvenuta soppressione della stessa, la consistenza del bestiame veniva ricavata, indirettamente, partendo dai dati sulle macellazioni. Ma l'incremento verificatosi in quest'ultime negli anni più recenti non era tanto dovuto all'aumento della consistenza, quanto al fatto che le macellazioni, sotto la spinta della richiesta del mercato, avevano anche interessato il bestiame riproduttore. Con quali conseguenze lo si va sempre più constatando ora.

20. — Diverso il discorso sulla dinamica del patrimonio ovino e caprino così fiorente fino agli inizi del secolo ed oggi

così gravemente immiserito. La montagna appenninica, da Bocca Trabaria a Forche Canapine, era il regno della pecora già in epoca pontificia e Norcia ne era la capitale. Qui si sviluppò tutta una serie di attività collaterali — dalla prima lavorazione della lana alla preparazione del celebre formaggio — che ne fecero un centro fiorente di produzione e di commercio. L'annessione al Regno d'Italia ebbe riflessi negativi su questa struttura produttiva, prima garantita dalla protezione doganale pontificia e si iniziò così il processo di decadimento di tutta l'economia montana — anche per le conseguenze degli irrazionali disboscamenti — che in questo dopoguerra ha raggiunto le sue punte massime con l'esodo di massa (29).

Conseguenza di tutto ciò è che, per la prima volta dal 1842, il carico complessivo del bestiame in Umbria — calcolato secondo quanto illustrato nella nota alla tav. n. 18 — risulta, nel 1964, in diminuzione; l'aumento che si ha del carico per ettaro di seminativo è soltanto dovuto alla cospicua riduzione verificatasi nei seminativi stessi.

L'andamento della produzione lorda vendibile

21. — Nelle tavole n. 19 a 22 sono riportati i risultati di un tentativo che abbiamo voluto fare di affrontare un argomento che, soprattutto per i periodi meno recenti, presenta pericoli e difficoltà invero notevolissimi, non appena ci si ponga in posizione critica rispetto alle valutazioni di cui si dispone alle varie epoche. Ci si vorranno perdonare, perciò, lacune ed errori eventuali, lieti se potranno servire a riaprire un discorso su un argomento che non ci pare proprio secondario. Ed è con questo spirito che diamo conto del nostro lavoro.

S'è detto della esistenza di valutazioni alle varie epoche; valutazioni che, in generale, riguardano la produzione lorda e non la lorda vendibile.

La prima in ordine di tempo è quella riportata nel volume dell'Inchiesta Jacini per il 1880. Nello stesso volume è anche riportata la valutazione per il 1835, ma l'abbiamo trascurata sia perché ci è sembrato che i dati sulla produzione fossero ricavati per pura diminuzione percentuale da quelli del 1880, sia perché più complesso e fuori dai compiti limitati che ci eravamo proposti, si presentava il problema di una revisione

critica. D'altra parte ci è sembrato che, nell'economia del nostro lavoro, essa poteva essere trascurata, anche se per altri aspetti

Tav. 19 - SUPERFICIE, PRODUZIONE LORDA E LORDA VENDIBILE AL 1880
(Valori assoluti e percentuali)

Colture	Sup.	Prod. q.li	Prezzi	Valore	%
Frumento	161.678	1.047.145	23,53	24.639.354	23,0
Granoturco	102.629	664.939	16,29	10.835.113	10,1
Cereali minori	10.630	87.534	22,38	1.959.002	1,8
Leguminose	25.726	136.836	18,75	2.565.690	2,4
Patate	1.082	50.972	15,00	764.603	0,7
Canapa e lino	2.420	791.858	0,90	716.202	0,7
Tabacco	73	Kg 87.287	0,80	69.829	0,1
Orti	403	—	—	153.290	0,1
Prati e pascoli	275.260	—	—	26.730.973	25,0
Boschi	218.393	—	—	4.131.754	3,9
Vite prom. (uva)	142.706	hl 2.059.123	10,47	22.489.680	21,0
Vite spec. (vino)	1.241	43.666	41,73	1.822.283	1,7
Olio (olio)	42.830	hl 60.966	100,00	—	5,7
Mandorli	94	—	—	2.258	—
Bozzoli	—	Kg 283.692	3,91	1.109.236	1,0
Diversi (frutta ecc.)	—	—	—	3.000.000	2,8
				107.085.818	100,0
Reimpieghi	—	—	—	6.114.564	—
Produzione lorda vendibile	—	—	—	100.971.254	—

NOTA - Le produzioni di frumento, granturco e leguminose espresse, nella Jacini, in ettolitri, sono state riportate, per comodità di confronto, in quintali secondo moduli di conversione, che abbiamo ricavato dal NICCOLI: *Prontuario dell'agricoltura e dell'ingegneria rurale*. Milano, Hoepli, 1907, pag. 39. Il Niccoli propone: 75-78 Kg per 1 hl di frumento; 74-77 Kg per 1 hl di granturco; 78-82 Kg per 1 hl di legumi. Noi abbiamo utilizzato la media aritmetica degli estremi e cioè: 76,5; 75,5; 80,0, rispettivamente.

I dati sulla produzione sono suscettibili di varie osservazioni critiche, confrontati coi dati che, per la stessa epoca, fornisce l'Annuario Statistico Italiano del 1886. (I dati dell'Annuario si riferiscono alla regione secondo i confini di allora, cioè anche con il circondario di Rieti. Li abbiamo perciò rettificati considerando la situazione di Rieti nelle proporzioni in cui è nella Jacini). Per il frumento la produzione (media 1876-81) risulta di q.li 1.302.125; per il granturco (media 1876-81) q.li 1.064.327; per la vite (media 1879-83) q.li 932.079, per l'olivo (media 1879-83) hl 117.647. Si hanno qui, dunque, valori nettamente superiore per frumento, granturco e olio d'oliva; nettamente inferiore per la vite. Va però osservato che, mentre per l'olivo la produzione indicata è sicuramente quella dell'olio (lo dimostrano l'entità della produzione e il prezzo) per la vite, invece, per la quale pure sono date indicazioni in tutto simili a quelle per l'olivo, sembra che, in verità, si debba trattarsi di uva. Lo dimostrano e la dimensione, invero enorme, della produzione e, soprattutto, il prezzo (10,83 per hl, ma se si fa il rapporto fra valore e produzione si ottiene 10,97) che è di un terzo circa rispetto a quello corrente in quegli anni. Del volume: ISTAT, *Sommario di statistiche storiche italiane* 1861-1955, si ha che il prezzo più basso per il vino comune negli anni intorno all'80, si ebbe nel 1879 e fu di L. 31,81 per hl. Sembra, invece, potersi dire che è espressa in vino la produzione indicata per le vigne, sia per l'entità che per il prezzo indicato: L. 41,73 per hl. Se si provvede, allora, a ridurre l'uva in vino mediante i coefficienti di trasformazione indicati dal Niccoli, op. cit. (50-60 Kg di uva per 1 hl d'uva; 65-70 litri di vino per 1 q.le d'uva utilizzando sempre la media degli estremi si ottengono hl 764.449 di vino, che, conservando l'indicazione di valore complessivo riportata nella Jacini, risulta prezzato a L. 29,42 all'ettolitro. Ne risulta, allora, che, anche per il vino, la valutazione della Jacini è inferiore a quella dell'Annuario. Si che deve dedursi che il 1880 è da considerarsi annata magra. Fra le produzioni di un certo rilievo mancano: i cereali minori: q.li 87.354 (media 1879-83) ed i bozzoli Kg 283.692 (media 1880-85). Per entrambi le produzioni sono ricavate dall'Annuario, i prezzi, invece, dal volume ISTAT, *Sommario...*, come media aritmetica semplice dei prezzi per gli anni cui la produzione si riferisce. Nella voce diversi, stimata nel 3% circa della produzione totale, sono compresi frutta, pollame, ecc. La produzione di prati e pascoli tiene luogo di quella del bestiame in cui essa è considerata reimpiegata. Per quanto riguarda i reimpieghi si è rinunciato ad una valutazione per singole colture, per la mancanza di notizie precise sui rendimenti unitari. Si che il calcolo, ancorché complesso, non avrebbe certo avuto particolare grado di attendibilità. Si è preferita, allora, la valutazione d'insieme, fissando la percentuale tenendo conto delle informazioni generali raccolte nella pubblicistica del tempo (il 15% della produzione per le colture interessate). Eventuali imprecisioni riteniamo non potrebbero che in piccola misura modificare l'ammontare della produzione lorda vendibile.

dati di quel periodo sono stati presi in considerazione.

Per lo stesso periodo della Jacini (esattamente per il 1887) esiste una valutazione del Mazzini (30), che era stato uno dei collaboratori, nonché il segretario dell'Inchiesta stessa. Fra le due indagini esistono alcune differenze sia nelle produzioni (l'anno di riferimento era diverso) sia perché il Mazzini ne

Tav. 20 - SUPERFICIE, PRODUZIONE LORDA E LORDA VENDIBILE AL 1910
(Valori assoluti e percentuali)

Culture	Prod. q.li	Sup.	%	Prezzo	Valore
Frumento	1.296.795	165.977	30,19	39.150.241	17,6
Granoturco	392.605	34.998	20,18	7.922.769	3,6
Altri cereali	67.502	7.656	20,38	1.375.691	0,6
Leguminose	188.278	24.123	20,17	3.797.567	1,7
Patate	659.930	10.032	13,10	8.645.083	3,9
Bietola	240.505	936	2,72	654.174	0,3
Canapa e lino	4.054	531	88,75	359.792	0,2
Tabacco	5.277	316	50,00	263.850	0,1
Vino (vigneto)	1.610.207	3.045	30,48	49.079.109	22,1
Olio (oliveto)	83.907	8.456	178,41	14.969.848	6,8
Foraggi	7.674.200	—	—	73.442.094	33,1
Bosco					
legna da ardere	1.943.294	—	3,98	—	—
legname da lavoro	468.174	—	5,70	—	—
castagno	48.303	—	26,03	—	—
carbone vegetale	168.341	—	9,81	—	—
ghiaie	715.415	—	3,19	15.593.828	7,0
Diversi (frutta, bozzoli, pollame)				7.000.000	3,2
Totale	—	—	—	222.254.046	100,0
Reimpieghi	—	—	—	7.306.962	—
TOTALE	—	—	—	214.947.084	—

NOTA - Le produzioni sono ricavate dal catasto Valenti.

Per il frumento, granturco, vino ed olio i prezzi sono tratti da: MANCINI FERDINANDO, *L'Umbria agricola, industriale, commerciale. Studio economico statistico*, Foligno, 1914. Il Mancini dà, per i 4 prodotti, e per gli anni 1909-1910-1911, i prezzi registrati nelle più importanti piazze della regione. Il prezzo da noi ricavato è la media aritmetica semplice della intera serie triennale, nell'ipotesi, cioè, che ciascun prezzo corrisponda a un identico volume di contrattazioni. Il che è molto difficile sia verificato. D'altra parte, nessuna altra ipotesi era ragionevolmente possibile e, inoltre, ci è sembrato giusto tener conto dei prezzi registrati in varie parti della regione. Per tutti gli altri prodotti i prezzi sono presi da: ISTAT, *Sommario di statistiche storiche italiane 1861-1955*, Roma, 1958. In tutti i casi si tratta di medie triennali: 1909-1911, tranne che per il legname da lavoro in cui la media è del biennio 1910-1911 (per il 1909 e precedenti mancano i dati). In questo caso, infatti, abbiamo utilizzato la voce: traverse da ferrovie, disponibile nel citato volume ISTAT, nella considerazione che la gran parte del legname da lavoro prodotto in Umbria aveva, appunto, quella destinazione. (Nel lavoro di ERNESTO CIANCHI: *Dinamica dei prezzi delle merci in Italia dal 1870 al 1929*, Annali di Statistica, Serie VI, vol. XX, 1933 sono riportati i prezzi del legname da lavoro, ma si tratta di legname speciale di provenienza straniera). Per le ghiaie, mancando qualsiasi informazione di prezzo, si è attribuito un valore al quintale pari a 1/3 quello del foraggio. Per le voci in cui sono compresi più prodotti (altri cereali, leguminose) il prezzo indicato o risulta da una media, ponderata con le produzioni, dei prezzi dei singoli prodotti (altri cereali) oppure, (leguminose) mancando spesso di una precisa individuazione delle singole produzioni, si è preso il prezzo del prodotto più largamente presente (fave).

L'ammontare della produzione del vino e dell'olio, poiché il catasto Valenti dà l'uva e l'oliva, è stato ottenuto convertendo la prima al 65% (vedi Niccoli, cit.) la seconda al 18% (vedi Mancini, cit.). La produzione di foraggio tiene luogo di quella zootecnica. Per i reimpieghi valgono le considerazioni svolte per il 1880; la percentuale è stata ridotta al 12% in conseguenza del miglioramento delle rese unitarie.

considera alcune trascurate dalla Jacini (e che noi abbiamo reintegrato). Le due valutazioni complessive, però, praticamente si equivalgono. Abbiamo preferito la Jacini sia perché dà le superfici delle singole colture, sia perché dà la divisione per circondari che, dovendo riportare i dati alle attuali dimensioni parziali dell'Umbria, evita lo scorporo del circondario di Rieti, possibile soltanto sulla base di ipotesi di incidenza percentuale.

Le osservazioni critiche dai dati, le correzioni ed integrazioni apportate sono illustrate nella nota annessa alla tavola n. 19 cui, perciò, rimandiamo.

22. — Per il 1910 abbiamo preso come base di valutazione i dati forniti dal catasto Valenti. Anche in questo caso esistono altre valutazioni, all'incirca per lo stesso anno: quella dello Zattini (31) e quella del Lanino (32). Ma l'indagine dello Zattini, che pur dà la valutazione in valore della produzione per singole zone agrarie (le attuali regioni agrarie), non dà alcuna suddivisione per colture; mentre quella del Lanino, limitata a prodotti che, a detta dell'autore stesso, coprono l'86% circa della produzione totale, riguarda l'intera provincia; compreso, quindi, anche il circondario di Rieti.

Il procedimento da noi utilizzato, i criteri per la fissazione dei prezzi ed ogni altro chiarimento sono posti nella nota alla tavola n. 20. La valutazione complessiva che si ricava è superiore del 20% circa a quella dello Zattini, ma non è possibile dire, per la mancanza dei dati analitici, a che cosa essa debba attribuirsi.

23. — Per le epoche più recenti il problema è molto semplificato disponendosi delle valutazioni INEA o ISTAT, che abbiamo riportato nella tavola n. 21. Va, però, ricordata, per la situazione pre-bellica, l'esistenza di un importante e approfondito studio di Giovanni Ferrari (33); la valutazione che egli fa della produzione lorda dell'agricoltura umbra si conferma, pressoché esattamente, in quella INEA da noi riportata.

In complesso si può notare, a conferma di quanto già osservato, come fra il 1880 ed il 1910 l'agricoltura umbra faccia il suo salto qualitativo, con la riduzione della superficie a cereali, soprattutto per la forte caduta della superficie a grano-turco e lo sviluppo delle colture foraggere.

Tav. 21 - PRODUZIONE LORDA VENDIBILE PER GRUPPI CULTURALI
(Valori e percentuali - Milioni di lire)

Colture	1936-39 (*)		1949-52 (*)		1960-63 (**)	
	Valore	%	Valore	%	Valore	%
Cereali	255,3	28,7	14.958	28,1	18.831	24,5
Leguminose	5,4	0,6	3.883	7,3	559	0,7
Patate e ortaggi	30,1	3,4	1.023	1,9	5.590	7,3
Culture industriali	18,5	2,1	2.743	5,2	3.139	4,1
Culture foraggere	26,0	2,9	276	0,5	509	0,7
Culture floreali	0,3	—	5	—	—	—
Culture legnose a frutto annuo	226,1	25,4	7.092	14,9	10.062	13,1
Altre colture legnose	15,2	1,7	853	1,6		
Prodotti zootecnici	312,5	35,1	21.518	40,5	38.114	49,6
Totale	889,3	100,0	53.161	100,0	76.804	100,0

* Dall'Annuario dell'agricoltura italiana, vol. VI, 1952. INEA, Roma, 1953.

** Medie calcolate sui dati riportati negli Annuari di statistica agraria 1962, 1963, 1964, 1965. ISTAT, Roma, anni detti.

Per quel che riguarda i dati vogliamo fare soltanto due piccole osservazioni. La produzione di leguminose nel '49-52 appare enorme; d'altra parte non si tratta di errore di stampa, l'indicazione data riconfermandosi nel totale; non si riconferma,

Tav. 22 - PRODUZIONE LORDA VENDIBILE

Anno	Lire del tempo	Lire 1961-62	Lire per ha di sup. ag. e for.	Lire pro-cap. popolazione presente	Lire pro-cap. attivi in agricoltura
1880	100.971.524 (273,765)	27.642.395.351	34.528	56.989	143.118
1910	214.947.084 (281,846)	60.581.975.837	76.348	102.711	320.062
1936-39	889.300.000 (56,401)	50.156.520.000	62.098	70.012	240.279
1949-52	53.161.000.000 (1,0125)	53.825.512.500	66.510	66.954	279.234
1960-63	76.804.000.000	76.804.000.000	96.232	96.640	604.927

NOTA - I valori posti fra parentesi rappresentano i moduli di conversione delle lire del tempo in lire 1961-62, calcolati sulla base dei numeri indici dei prezzi all'ingrosso. La scelta della base biennale anziché quadriennale è dovuta al fatto che non sono stati ancora resi noti i valori del potere di acquisto della lira per il 1963. Nel calcolo si è così proceduto. Per il 1880 media aritmetica semplice dei valori del modulo di conversione dei due anni base. Per il 1910 media aritmetica semplice dei valori per il 1909-1910-1911, in considerazione del fatto che le produzioni indicate dal Valenti come produzioni normali rappresentano, in un certo senso, una media e perché in modo analogo si era proceduto per la determinazione dei prezzi di alcuni prodotti. Per il 1936-39 media aritmetica semplice per i quattro anni del quadriennio; analogamente per il 1949-52. I denominatori per il calcolo dei valori riportati nelle ultime tre colonne sono stati presi dalle tavole n. 2 e 11; per la superficie agraria e forestale del 1949-52 dall'Annuario statistico italiano dell'ISTAT.

invece, la produzione nei dati produttivi per singole colture degli stessi anni. Che nel calcolo ci sia scappata una cifra in più? Può darsi, piccole cose che capitano!

Più rilevante, ci pare, la questione della produzione zootecnica che negli ultimi anni continua a crescere in misura veramente cospicua sino a coprire più del 50% del valore della produzione lorda vendibile. Come si concilia con la tendenza inversa della consistenza degli allevamenti e con la diminuzione del carico complessivo? E' solo un dubbio.

24. — Nella tavola n. 22 sono riepilogati i dati della produzione lorda vendibile alle varie epoche in lire dell'epoca ed in lire 1961-62, secondo quanto illustrato nella nota in calce alla tavola, nella quale sono anche dati i valori per ettaro di superficie, agraria e forestale, pro-capite di popolazione presente e di attivi in agricoltura. Ciò che balza immediatamente evidente è come il punto più alto dell'attività agricola in Umbria sia costituito dal periodo pre-prima guerra mondiale che, a quarant'anni di distanza, non risultava ancora mai più raggiunto. La punta del 60-63, particolarmente elevata per la produzione per attivo, è legata alla forte riduzione del carico di mano d'opera ed allo sviluppo particolarmente elevato della produzione zootecnica cui si è già accennato.

Conclusioni

Ci si permetta, in primo luogo, di ricordare il carattere diremmo « occasionale » del lavoro ed i limiti e le carenze che ne derivano. Non abbiamo, quindi, vere conclusioni da trarre, se non per risottolineare le questioni di impostazione delle rilevazioni statistiche in agricoltura sulle quali ci siamo soffermati. Ci pare che, indipendentemente dai modi come da parte nostra si sono affrontate e dalle soluzioni prospettate, il problema merita tutta l'attenzione possibile: ma nei fatti, se si vuol avere un materiale di informazione e di studio veramente attendibile.

Luigi Bellini

Università di Perugia

NOTE

(*) La prima parte del presente articolo è stata pubblicata nel n. 1, marzo 1967.

(25) Sotto questo riguardo, semmai, gli attivi potrebbero risultare — contrariamente al solito — in numero inferiore agli addetti, ove si tenga conto del lavoro spesso prestato dai ragazzi sotto i 10 anni, esclusi, perciò, dalla popolazione attiva.

(26) Si dà anche il caso che siano due o più a dedicarsi, a turno, alla casa. Ed allora è evidente che va scelta quella che, di fatto, vi dedica il maggior tempo.

(27) Un piccolo, ma indicativo saggio, di tali conseguenze è offerto dalla situazione di alcuni comuni della prov. di Perugia al 1951 ed al 1961, cui si è accennato nel citato volume FEDERICI N. - BELLINI L., *L'evoluzione demografica, ecc.*

Ebbene, nel comune di Lisciano Niccone, con popolazione quasi totalmente agricola, nel 1951 in 167 famiglie di coltivatori diretti o mezzadri, 6 soltanto erano le donne attive. Nel vicino comune di Montone, di caratteristiche simili, in 260 famiglie le donne attive erano 499.

Se prendiamo poi il comune di Spoleto, uno dei maggiori della regione, in 1643 famiglie le donne attive erano 181; mentre a Foligno, comune pure dei maggiori, in 1442 famiglie le donne attive erano 1306.

Al '61 le situazioni si capovolgono. A Lisciano Niccone le famiglie scendono a 135 e le donne attive aumentano a 129; a Montone le famiglie diminuiscono a 256 e le donne attive a 269; a Spoleto le famiglie scendono a 1356 e le donne attive aumentano a 1582, (quasi dieci volte!); a Foligno le famiglie scendono a 1442 e le donne attive a 501. E potremmo esemplificare con decine di altri casi. Dipende da situazioni locali? Indubbiamente, soprattutto in periodi di forte mobilità sociale qual'è stato il decennio trascorso, non v'è dubbio che possono avere un certo peso; ma non sembra ragionevole — e contravviene a tutte le conoscenze generalmente acquisite ed in Umbria in particolare con tutti i risultati delle ricerche di cui è dato conto nel volume di FEDERICI N. e BELLINI L. più sopra ricordato — che ciò determini un comportamento così irregolare e contrastante. Non v'è alcun dubbio che tutto dipende dai criteri con cui i dati sono stati raccolti e dalla mancanza di norme indicative precise che guidassero l'opera dei revisori comunali.

(28) Iniziative piccole e grandi di riconversione produttiva con l'approntamento di allevamenti da carne si sono certamente avute, ma — a parte le oggettive difficoltà, le carenze governative e le incertezze del mercato, problemi ai quali non possiamo qui dare spazio alcuno — resta il fatto che esse sono state numericamente assai scarse.

(29) Va osservato che una delle circostanze determinanti del crollo del patrimonio ovinicolo in questo dopoguerra è stata la riconversione produttiva delle vaste pianure maremmane ove le pecore dell'appennino umbro-marchigiano erano solite svernare. Ciò ha determinato difficoltà tali di approvvigionamento che, in carenza di altre soluzioni, ha determinato la rapida diminuzione dei greggi.

(30) MAZZINI C., *L'imposta fondiaria ed il reddito netto dell'agricoltura in Italia. (Note sulla proposta di Studi Statistici presentata all'Accademia dal prof. A. I. Johannis)*. Atti della Reale Accademia economico-agraria dei Georgofili di Firenze. Quarta serie, vol. XIII, dispensa 2ª - vol. LXVIII della serie generale. Firenze, 1890, pag. 125.

(31) ZATTINI G., *Valutazione della produzione lorda dell'agricoltura italiana*, Ministero dell'Economia Nazionale, Direzione Generale dell'Agricoltura, Ufficio di Statistica Agraria. Notizie periodiche di statistica agraria, a. XV, 1924-25. Roma, 1926, pag. 47.

(32) Di questa indagine abbiamo trovato notizie e dati nell'importante saggio

di MAROI L., *Valore e reddito della terra. Annali della Università di Macerata*, vol. IV, 1929. Nel lungo scritto del Maroi è svolto anche un ampio e approfondito esame critico di tutte le rilevazioni precedenti in materia e ad esso, perciò, rimandiamo chi volesse un'analisi più approfondita di quanto a noi è stato possibile. In particolare il Maroi ha parole di lode per le indagini del Mazzini e dello Zattini. Non cita, invece, l'Inchiesta Jacini, probabilmente perché l'interesse del Maroi era portato a valutazioni nazionali, mentre quelle della Jacini furono limitate ad alcune provincie.

(33) FERRARI G., *Il valore della produzione lorda dell'agricoltura italiana e la sua ripartizione regionale. Annali dell'Università di Ferrara*, n. IV. Ferrara, 1943. Anche il Ferrari svolge un'ampia analisi delle valutazioni effettuate in precedenza e non cita la Jacini.

Note sui disboscamenti nella Pianura Padana in epoca carolingia

*« et per lungo in silva quanto runcare potueritis de
terra bona »*

Il paesaggio della pianura padana, attualmente una delle migliori zone agrarie d'Italia, ha subito numerose e spesso radicali trasformazioni nel corso del tempo (1). Territorio fiorente, ora, dalle campagne ricche, che strapparono ad uno storico recentemente scomparso parole d'attaccamento profondo quando alcuni decenni or sono commemorava un amico e compagno di lavoro: « E' il fascino che lega potentemente chi è nato qui a questa terra opulenta e serena, e che aumenta col passar degli anni... quando... si usa piegarsi indietro verso la nostalgia dei ricordi. Lasciatelo dire a uno che lo sta provando... » (2). Diceva questo Pietro Silva, ricordando Umberto Benassi, di lui e di sé, nella tornata della Deputazione Parmense del 2 ottobre 1925.

Ma nell'Alto Medio Evo la palude, interrotta qua e là da fitte foreste, si stendeva uniforme su gran parte della frangia inferiore adiacente al Po della bassa pianura, conferendole un aspetto selvaggio ben diverso da quello attuale (3). Le acque che confluivano al Po sembra che non sfociassero direttamente nel corso principale, ma nei suoi rami e nelle grandi paludi laterali, estese soprattutto alla sua destra (4). Le iniziative per immettere direttamente nel Po i corsi d'acqua suoi affluenti forse non sono anteriori al secolo XII; per cui prima di quel tempo la zona che correva a poca distanza dal grande fiume andava spesso soggetta ai rigurgiti delle sue piene (5). Soprattutto la mancanza di uno sbocco diretto nel Po dei suoi naturali affluenti doveva contribuire a mantenere estesa la fascia palustre della bassa pianura, per certi luoghi forse anche a notevole distanza dal grande collettore padano.

Il Salvioli ha esagerato, certamente, quando affermava che « ovunque le acque occupavano il piano quasi abbandonato » (6),

in linea, del resto, con la visione assai cupa che egli aveva circa le condizioni dell'Italia nell'Alto Medio Evo.

Secondo questo autore, gli effetti delle invasioni, soprattutto di quella longobarda, disastrosissimi, avrebbero portato all'estremo una situazione già maturata negativamente al tempo del Basso Impero (7). Ma l'alta pianura e la parte superiore della bassa, divise dalla linea dei fontanili, erano, nelle aree non coltivate, coperte rispettivamente da brughiere e da boschi, come per alcune zone testimoniano anche i rinvenimenti di pollini fossilizzati (8). Nella frangia inferiore della bassa, poi, le acque si trionfavano, ma nei luoghi dove esse non erano arrivate sorgevano le foreste, che formavano spesso vere e proprie isole (9).

Non è qui il caso di aggiungere ulteriori elenchi di selve e di paludi, più o meno estese, a quelli già forniti, per citare gli esempi migliori, dal Gloria per il Padovano (10), dal Mor per il Veronese (11), dal Torelli per Mantova (12), dal Gabotto e dal Gribaudo per la regione piemontese (13) e dal Salvioli per l'Italia in generale (14); diremo soltanto che, fin'ora, non se n'è in genere precisata l'estensione. Il Mor ha segnalato l'esistenza nell'Alto Medio Evo di un bosco enorme che abbracciava gran parte della bassa pianura veronese, occupando lo spazio situato fra i fiumi Tartaro e Menago, dall'altezza della linea Salizzole-Erbé sino a pochi chilometri dal Po, alla zona paludosa di Ostiglia e Sustinente (15). Era un grande quadrilatero, i cui lati dovevano aggirarsi sulla decina di chilometri all'incirca. Di questa foresta nella seconda metà del secolo XII restavano solo poche migliaia di campi veronesi (16), a testimoniare l'avvenuto disboscamento. Gli statuti del 1304 del Comune di Cerea, che vi aveva dei diritti, ci informano su alcuni tipi di piante che la componevano: si trattava di querce, cerri, frassini, olmi e tigli (17).

Ultimamente si è ammesso che nel secolo X il paesaggio della pianura padana si andò sensibilmente trasformando in seguito alle opere di colonizzazione (18). Il Luzzatto vide questo processo in atto dopo la metà del secolo, mentre lo considerò quasi irrilevante nell'epoca precedente (19). In questa sede intendo occuparmi solo di alcune zone della pianura padana; ma, limitatamente ad esse, mi sembra che ben prima di tale periodo si andassero « moltiplicando le distruzioni dei boschi di pianura » (20).

Nella prima metà del secolo IX il monastero di San Silvestro di Nonantola iniziò il disboscamento della frangia costeggiante il Po della selva di Ostiglia. Lungo la riva sinistra del fiume, dove sorgeva una foresta di sponda si allinearono i nuovi poderi dei massari e dei livellari, i cui contratti d'affitto contengono norme per il dissodamento e la coltivazione (21). In uno di questi leggiamo che sarebbe stato affidato al colono, un livellario, « quanto runcare potueritis de terra bona » a partire dalla riva del Po (22): era un incoraggiamento all'opera di messa a coltura che, se condotta con tutte le forze, avrebbe creato un grande podere. Probabilmente appunto per invogliare i coloni al dissodamento le prestazioni di opere sul terreno padronale furono fissate al minimo: 6 o addirittura 4 giorni l'anno (23).

Lungo il Po sembra in atto in quel periodo una certa attività disboscatrice, dal Veronese al Reggiano. In un falso diploma di Carlo Magno, datato 781, la cui stesura è comunque anteriore all'882, che concede vari beni alla Chiesa di Reggio nell'Emilia, vien nominato un bosco regio, che si trovava nell'isola di Luzzara, « quod nunc noviter excolitur » (24). Non è questo l'unico caso di isole formate dal Po e dai suoi impaludamenti laterali sfruttate allora con coltivazioni. Isola coltivata era Suzzara (25); e, sul finire del secolo IX, figurano tra i possessori del vescovo di Parma Guidobo due isole, situate nella bassa, delle quali, una, lavorata da tre livellari, risulta circondata per tre lati dal Po e per il quarto dalla palude (26).

Nelle vicinanze di Brescello, tutta una zona era detta « Roncores Brexellanos », come leggiamo in un contratto di livello dell'885 (27). Non lontano, nel territorio di Guastalla, alcuni poderi di livellari si affacciavano sul Po e sfidavano i pericoli delle piene, tanto che nei loro contratti, dell'877 e dell'885, essi si facevano mettere per scritto che avrebbero potuto abbandonare quelle terre prima del termine previsto se il Po le avesse allagate, senza pagare la multa consueta (28).

Ma la fascia di pianura costeggiante il Po è larga, dove più, dove meno, alcuni chilometri a partire dalle rive del fiume non doveva permettere, appunto per la sua natura paludosa e per il pericolo di ricorrenti piene, una facile e ampia colonizzazione, se non in alcune zone fortunate. I boschi, le paludi e i corsi d'acqua verisimilmente continuarono ad essere soprattutto un

territorio di caccia e di pesca, come lo era, in effetti — ad esempio — il tratto incolto stendentesi da Sermide, nell'Oltrepò mantovano, sino a Bondeno, nel Ferrarese, lungo forse circa una dozzina di chilometri, dove l'abate di Nonantola aveva il diritto sulla metà della preda fattavi dagli uomini « piscantes et aucupantes » (29).

I monasteri miravano a farsi concedere grandi estensioni di terre selvagge non solo per i profitti della caccia e della pesca, ma bensì anche per potervi pascolare le proprie mandrie di animali. Tale intenzione appare da un privilegio che il monastero di San Zeno di Verona ottenne nell'853 da Ludovico II, a conferma di una concessione di Pipino di pascolare « in regalibus tam silvis quam et in ceteris pascuis... greges ovium... nec non et pecorum iumentorumque vel ceterorum animalium ad ipsum monasterium pertinentia » (30).

Questo non toglie, però, che le foreste divenissero anche teatro di disboscamenti, come nel caso della selva di Ostiglia, forse soprattutto dove particolari condizioni permettevano uno stabile insediamento o dove la vicinanza di vie di comunicazione fluviali o terrestri lo consigliavano per la possibilità di scambio dei prodotti. E forse a questo fine, oltre che per pascolarvi i propri animali e per sfruttare le risorse della selvaggina, il monastero di San Zeno si fece concedere nella prima metà del secolo IX il rimanente della foresta ostigliese che non era toccata a Nonantola (31). Mentre la frangia inferiore della bassa pianura, in tanta parte invasa dalle acque, conservò generalmente intatte le linee del suo paesaggio naturale fino ad epoche ben posteriori — ancora nel 1865 in Emilia c'erano più di 250.000 ettari bisognosi di bonifica; nel 1950 ne restavano poco meno di 60.000 (32) — il restante piano doveva in genere presentare condizioni favorevoli allo sfruttamento agrario. Il disboscamento vi fu probabilmente consentito dalla relativa assenza delle acque, in una zona dove gli unici ostacoli, in fondo, erano la foresta di querce, che doveva allignare soprattutto nel diluviale medio (33), e, nell'alta pianura, la brughiera. E forse quest'ultima zona, in tanti casi arida, non attirò, per questo motivo, particolarmente i coloni.

Tornerò in altra sede sulla diffusione degli insediamenti agricoli nella pianura padana. Ora basti fornire altri esempi di

disboscamenti, a provare che prima del secolo X non erano ir-rilevanti.

Disboscamenti ci sono testimoniati per varie località della piana modenese, esclusa la parte prospiciente il Po, nei pressi di Collegara, Formigine, a Fredo San Salvatore e nelle sue vicinanze, fino alla zona di Savignano sul Panaro, da diversi contratti di livello stipulati tra il vescovo di Modena e alcuni liberi coltivatori (34). In essi si pattuisce col colono che questi deve scavare i fossati di scolo delle acque, costruire l'abitazione e gli altri edifici agricoli, scassare il terreno per la vigna e piantarvi i maglioli. In un caso solo si ordina di procedere al disboscamento: « runcare » (35). Parlandosi di disboscamento solo in questa occasione, possiamo sospettare che il vescovo avesse già provveduto a questo, prima, concentrando a tale scopo le prestazioni dei coloni o servendosi dei servi prebendari, oppure usufruendo di ambedue queste possibilità. Le opere dei livellari sul terreno padronale imposte in questi contratti non sono tante: 24, 20, 8, 6 giorni all'anno o addirittura non compaiono. In un caso il colono le ha riscattate dietro il pagamento annuo di 8 denari (36), che superavano di non molto il valore di un agnello (6 denari), come vediamo da un contratto quasi coevo (37). Questo può forse indicare la tendenza del signore a lasciar cadere le prestazioni, essendo egli preoccupato soprattutto di concentrare ogni energia dei coloni nella messa a coltura di terre nuove. Analogo è il tenore dei contratti di livello stipulati nello stesso periodo a Ostiglia, per il dissodamento di quella foresta, fra l'abate di Nonantola e i liberi livellari (38).

Infine, va sottolineato il ruolo importante che ebbero i monasteri, soprattutto, e le chiese nella trasformazione impressa a vaste aree del paesaggio dell'Italia Settentrionale durante il secolo IX. Ma con ogni probabilità il periodo più sconosciuto, i secoli VII e VIII, di cui non ci restano, certo, per la stessa regione, i preziosi documenti del secolo IX, data l'estensione delle aziende ecclesiastiche in questo periodo, non dovette passare senza conquiste (39).

In altri tipi di testimonianze coeve bisognerà cercare gli indizi della storia agraria di quel periodo. Nella prima metà del secolo VII a Bobbio ferveva un'intensa operosità agricola, in un clima, direi, di pionierismo: i miracoli che ci racconta Giona

di Susa fioriscono in gran parte su questo sfondo di aspre fatiche nelle foreste e nei campi. I monaci costruiscono mulini sui fiumi, tagliano grossi tronchi d'alberi per recintare le vigne, le custodiscono contro gli animali selvatici, coltivano con alacrità la terra (40). Forse appunto a questo spirito di operosità e di amore per il lavoro silenzioso nei campi e nei boschi vanno ricondotte tutte le iniziative agrarie dei monaci, anche i grandiosi dissodamenti, che saranno cominciati allora, continuando sino ad epoche per le quali abbiamo sicure testimonianze, nel IX, nel X e nei seguenti secoli. Con il trascorrere del tempo, sui possedimenti, ormai cresciuti fuori delle iniziali prospettive, non furono poi più i monaci con le loro mani ad abbattere le selve per sostituirvi campi coltivati, ma centinaia e centinaia di servi e di coloni.

Vito Fumagalli

Istituto Storico Germanico
Roma

NOTE

(1) SERENI E., *Per una storia del paesaggio agrario emiliano*, in *Le campagne emiliane nell'epoca moderna*, Milano, 1957, pp. 27-53.

(2) Archivio Storico per le Province Parmensi, N. S., V, XXV (1925), p. XXXIV.

(3) Si veda le pp. 3 e 4 del presente articolo.

(4) DRAGHETTI A., *L'ambiente fisico della bassa pianura padana*, in *Agricoltura e disoccupazione*, Bologna, 1952, pp. 191-215, a p. 199.

(5) *Ibid.*, pp. 199-200.

(6) SALVIOLI G., *Sullo stato e la popolazione d'Italia prima e dopo le invasioni barbariche*, Palermo, 1900, p. 43.

(7) *Ibid.*, pp. 32-segg. L'autore ha ripreso e ampliato la tesi di ROSA G., *Storia dell'agricoltura nella civiltà*, Milano, 1883, pp. 154-segg. Una visione di uniforme abbandono del paesaggio di pianura ebbe anche SEREGNI G., *La popolazione agricola della Lombardia nell'età barbarica*, in *Arch. St. Lombardo*, s. III, v. III (1895), pp. 5-77, a pp. 67-68.

(8) Così nel Veronese. Cfr. PASA A., *Posizione e confini, storia geologica e aspetto fisico del territorio veronese*, in *Verona e il suo territorio*, I, Verona, MCMLX, pp. 5-36, a pp. 25-26. Per la pianura piemontese, si veda GRIBAUDI D., *Il Piemontese nell'antichità classica*, Torino, 1928, pp. 270-segg. e GABOTTO F., *L'agricoltura nella regione saluzzese dal secolo XI al XV*, in *Miscellanea saluzzese*, Pinerolo, 1902, pp. V-CLIV, a pp. XI-segg.

(9) Vedi il presente articolo a p. 3.

(10) GLORIA A., *Codice Diplomatico Padovano dal secolo VI a tutto l'XI*, Venezia, 1877, pp. LXII-LXIII.

(11) MOR C. G., *Dalla caduta dell'Impero al Comune*, in *Verona e il suo territorio*, II, Verona, MCMLXIV, pp. 5-242, a p. 61.

(12) TORELLI P., *Un comune cittadino in territorio ad economia agricola*, I, Mantova, 1933, pp. 116-118.

(13) GABOTTO F., *op. cit.*, pp. XII-ssg. GRIBAUDI D., *op. cit.*, pp. 270-ssg.

(14) SALVIOLI G., *Storia economica d'Italia nell'Alto Medio Evo*, Napoli, 1913, pp. 100-102.

(15) MOR C. G., *op. cit.*, p. 61.

(16) CIPOLLA C., *Statuti rurali veronesi*, I, Venezia, 1890, pp. 118-120.

(17) *Ibid.*, p. 156.

(18) A questa conclusione, si è giunti, soprattutto, in seguito alla ricerca in area lombarda di VIOLANTE C., *La società milanese nell'età precomunale*, Bari, 1953, a pp. 71-ssg, che ha chiarito come una grande trasformazione investisse in quel periodo la proprietà fondiaria. Coi risultati acquisiti dal Violante concordò presto LUZZATTO G., *Mutamenti nell'economia agraria italiana dalla caduta dei Carolingi al principio del secolo XI*, in *I problemi comuni dell'Europa post carolingia*, Spoleto, 1955, pp. 601-622, a pp. 618-619. Si veda ora la conferenza pubblicata in *Dai servi della gleba agli albori del capitalismo*, Bari, 1966, pp. 181-203, a p. 199.

(19) LUZZATTO G., *Città e campagna in Italia nell'età dei comuni*, *ibid.*, pp. 207-228, a p. 209. Ma cfr. HIGOUNET CH., *Les forêts de l'Europe Occidentale du Ve au XI^e siècle*, in *Agricoltura e mondo rurale in Occidente nell'Alto Medioevo*, Spoleto, 1966, pp. 343-398, a p. 385, dove l'autore sostiene che, dopo un arresto dei dissodamenti alla fine dell'VIII secolo, l'attività colonizzatrice riprende verso la metà del IX, per poi cessare di nuovo a causa delle invasioni e anche perché compromessa da una serie di critici decenni meteorologici. Al secolo X invece, come termine d'inizio dell'attività colonizzatrice, si rifà JONES P. J., *Per la storia agraria italiana nel Medio Evo: lineamenti e problemi in Rivista Storica Italiana*, LXXVI, f. II (1964), pp. 287-348, a p. 302.

(20) LUZZATTO G., *Città e campagna cit.*, p. 209.

(21) Accennano al disboscamento di parte della foresta ostigliese FASOLI G., *Le abazie di Nonantola e di Pomposa*, in *La bonifica benedettina*, Roma, s. d., pp. 97-105, a p. 102 e TORELLI, *op. cit.*, pp. 119-120. Per una trattazione più particolareggiata della questione, vedi FUMAGALLI V., *In margine alla storia delle prestazioni di opere sul dominico in territorio veronese durante il secolo IX*, in *Rivista di Storia dell'Agricoltura*, giugno 1966, pp. 115-127, a pp. 115-117.

(22) *Archivio Abazia di Nonantola*, Busta sec. IX, contratto di livello databile tra l'841 e l'843.

(23) FUMAGALLI V., *op. cit.*, p. 116.

(24) TORELLI P., *Le carte degli archivi reggiani fino al 1050*, Reggio-Emilia, 1921, n. VII. Per l'epoca della stesura cfr. dello stesso, *Un comune cittadino cit.*, I, p. 116, n. 5.

(25) *Id.*, *Le carte degli archivi reggiani cit.*, n. XIV (a. 870): «quamdā in-sulam... que nominatur Suggeriam in cominatu Brixien-si». Per le condizioni idrografiche di queste zone, a quel tempo, cfr. COLONI V., *Il territorio mantovano nel Sacro Romano Impero*, Milano, 1959, cartina in fondo al volume.

(26) BENASSI U., *Codice Diplomatico Parmense*, I, sec. IX, Parma, 1910, n. XXVII (a. 894). Il re Arnolfo conferma a Guidobò vescovo di Parma i suoi possedimenti.

(27) *Codex Diplomaticus Langobardiae*, I, Augustae Taurinorum, MDCCCLXXIII, n. CCCXXXIV.

(28) *Ibid.*, nn. COLXXIII, CCCXXXIV.

(29) MANARESI C., *I placiti del «Regnum Italiae»*, I, Roma, 1955, n. 30 (a. 818). Per i confini del comitato mantovano a quell'epoca, cfr. COLONI V., *op. cit.*, la cartina in fondo al testo.

(32) Sulla bonifica, attuata nella seconda metà del secolo XIX, delle Valli Grandi Veronesi facienti parte dei comuni di Castagnaro, Cerea, Legnago, Villa

Bartolomea nella parte inferiore della bassa pianura, estese per 16679 ettari, dei quali 12000 restavano sott'acqua dai 120 ai 150 giorni l'anno, si veda NICOLIS E., *Geologia applicata agli estimi del nuovo catasto*, in *Atti dell'Acc. di Agric. Scienze e Lett. di Verona*, S. IV, VI (1905-6), pp. 123-213, a pp. 199-202. Per l'Emilia, cfr. PUPPINI G., *Vicende della bonifica nella bassa pianura emiliana*, in *Agricoltura e disoccupazione cit.*, pp. 249-72, a pp. 250 e 270.

(33) GRIBAUDI D., *op. cit.*, p. 279.

(34) VICINI E. P., *Regesto della chiesa cattedrale di Modena*, I, Roma, 1931, nn. 5 (a. 813), 17 (a. 855), 20 (a. 861), 22 (a. 869), 23 (a. 871), 24 (a. 876), 25 (a. 879), 27 (a. 886).

(35) *Ibid.*, n. 24 (a. 876).

(36) *Ibid.*, n. 17 (a. 855).

(37) *Ibid.*, n. 20 (a. 861). Vi si dice: « dare debeatis... in Pasca Domini berbice uno valiente denarios sex, aut in argento denarios sex ».

(38) FUMAGALLI V., *op. cit.*, pp. 115-116.

(39) PENCO G., *Estensione e diffusione della bonifica benedettina*, in *La bonifica benedettina cit.*, pp. 51-84, a pp. 59-60.

(40) *Jonae Vita Columbani*, ed. B. Krusch, ex SS. RR. Ger. in us. schol., ex M. G. H. separatim editi, 1905, pp. 232-35, 292-94.

FONTI E MEMORIE

Due antichi trattati d'agricoltura siciliani

Per una storia dell'agricoltura sono convinto che nulla possa sostituire la documentazione e che la bibliografia debba essere usata con critica sempre vigile.

Ne ho fatto esperienza io stesso quando ho scoperto che in quel di Catania il ficodindia era già coltivato a metà del sec. XVIII, mentre dalla bibliografia mi risultava (ed ho ripetuto) che esso fu diffuso in Sicilia tra la fine del XVIII e l'inizio del XIX secolo. Tale errore può sembrare una quisquilia a chi non rammenti quale importanza abbiano assunto il frutto nell'alimentazione umana ed il cladodo nell'alimentazione degli animali, trasformando una pianta, introdotta dapprima forse come pianta da siepe, in cultura di un certo rilievo economico.

La ricerca documentaria è tanto più necessaria per la storia della agricoltura in una regione, come la Sicilia, dove la coesistenza di tante microeconomie ha realizzato altrettanti panorami agricoli che si sono evoluti in modo diverso, e dove la tendenza degli agricoltori alla monocultura induce mutamenti radicali da una generazione all'altra.

Tuttavia, tenendo presenti tali cautele, la ricerca sulla letteratura agricola può dare utili risultati e segnalo qui due trattati di agricoltura siciliani che si distanziano di due secoli, e che ci interessano anche perché il clima spirituale nel quale sono nati è profondamente diverso.

Il primo è appena un opuscolo di 77 pagine di formato 32°, del quale la Bibliografia siciliana del Mira cita come rarissima un'edizione napoletana del 1516. Io ne conosco una ristampa non meno rara della fine del secolo (1).

Chi fosse Antonino Venuto non sappiamo; egli stesso si dice di Noto, cioè di quella città in cui fiorirono nel XV secolo gli studi umanistici ed in cui pertanto una diffusa conoscenza degli scrittori d'agricoltura latini non deve stupire. L'operetta è dedicata a Federico Abatelli, Maestro Portulano del Regno di Sicilia, che dimorava a Palermo; ecco il secondo dato biografico sul Venuto che era in qualche relazione con un altissimo funzionario.

Il trattato mantiene assai meno di quanto il titolo prometta, almeno nella ristampa; esso è suddiviso in 26 brevi capitoletti (uno è di due sole righe): arancio, azalora, barcoco, celso, cerasa, cotogno, castagna, caruba, fico, granato, isbergio, imbroicola, mandola, nocepersico, noce, nocella, nespola, olivo, persico, pomo, pero, pruno, palma, pigno, sorbo, zinzola. Il XXVI capitolo è dedicato al « remondare » (potare) gli alberi. Segue in forma di appendice un Trattato delle viti in 8 capitoletti; il

tutto è piccola cosa poiché le prime 6 pagine sono di introduzione e dedica, la 78 e la 79 contengono la tavola e l'explicit e l'ultima è bianca.

In 70 paginette non si poteva compendiare tutta l'agricoltura siciliana ed infatti il trattatello si limita ai soli alberi; insieme con l'arancio parla di agrumi in genere; della palma rileva che non porta a maturazione il frutto. Mancano tutte le culture erbacee, anche quelle a carattere industriale, come la canna da zucchero; manca il sommacco che forse ancora era poco utilizzato per la concia; mancano il lino, il cotone...

Sicché l'operetta del Venuto è valida per sapere quali alberi venissero coltivati più comunemente; ma la mancanza in essa di una pianta non significa che tale pianta non venisse coltivata.

Ho lasciato a bella posta i nomi degli alberi nella forma dialettale, per mostrare che il nostro Venuto non era un uomo di alta cultura; anche l'ordine pressoché alfabetico dei capitoli dimostra che egli non ha avuto alcuna pretesa sistematica; il suo è un lavoruccio pratico, in cui insegna ad innestare, a piantare e così via, non senza qualche riferimento un po' arcaico ai metalli ed agli umori.

L'arancio è per lui il re degli alberi.

Il trattato delle viti presenta un interesse particolare perché proprio quando il Venuto scriveva — supponiamo tra la fine del XV e l'inizio del XVI secolo — stava accadendo in Sicilia un fenomeno ancora non chiarito nelle cause e nella portata economica, per il quale terreni coltivati da quasi un secolo a canna da zucchero venivano trasformati a vigneto, iniziando la marcia del vigneto, prima lenta e poi travolgente, che caratterizza quattro secoli della nostra storia agricola sino alla coltivazione delle lave dell'Etna, delle Eolie, di Pantelleria.

Il Venuto, a parte il vigneto, ci dà l'elenco degli alberi coltivati nei giardini siciliani dei terreni irrigabili, quali rimasero tradizionalmente fino allo scorso secolo e fino ai primordi del nostro e quali vengono confermati dalla documentazione; il suo trattato, se i tecnici non vi troveranno qualche nozione nuova o interessante, può restare nel novero delle notizie di pura erudizione.

Ma intanto ci dimostra due cose: prima, che già all'inizio del '500 era diffuso il bisogno di elevare l'agricoltura dal rango di « praticaccia » tradizionale dei contadini al livello di una trattazione — non importa se appoggiata a scrittori classici — almeno prescientifica. Seconda, che i proprietari cominciavano a desiderare nozioni tecniche che consentissero loro di controllare l'opera dei fittavoli, dei contadini, dei mezzadri e di indirizzarla per un maggiore rendimento.

Sotto questo aspetto dunque il trattatello del Venuto assume il valore di documento, diventa l'indizio di un atteggiamento psicologico.

Ma esso è anche il primo rappresentante della letteratura scientifica in Sicilia e, precedendola di quarant'anni, prelude già all'Economica di Paolo Caggio (2) che porrà l'agricoltura come principalissima ed ottima tra tutte le possibili occupazioni umane. « A me pare che il più lodevole esercizio, la più degna fatica, e più onesto travaglio, che si possa ritraere fra tutti i negotii del mondo, sia l'essercitio, la fatica e 'l travaglio, che

ci essercita, ci affatica e ci travaglia nella industria dell'agricoltura... Tutti li altri essercitii che si fanno da questi artigiani nelle città, demmo essere posposti all'agricoltura».

E' da rilevare ancora che l'operetta del Venuto, per quanto a noi sembri modesta, venne ristampata in Sicilia nel 1589, il che vuol dire che tra il 1516 e il 1589 nessun'altra opera simile era stata scritta e che alla fine del secolo l'interessamento del pubblico, specialmente a Palermo, intorno ai problemi agricoli, si era intensificato (3).

Dunque i tempi erano maturi per quel « cittadino in villa » di cui parla il Caggio e che era stato in qualche modo preconizzato dal Venuto. L'anno della ristampa la pone alla vigilia del '600 con le sue epidemie, con le sue carestie, con le sue sommosse e, perché no? con il suo sottoproletariato urbano e con la bancarotta del governo spagnolo. Il volume del Venuto è senza dubbio appena un sassolino, ma, ristampato nel 1589, è un sassolino gettato per tentar di smuovere le acque di una economia che forse sembrava stagnante ma che certamente era in crisi.

Tre edizioni per un piccolo trattato siciliano, che sarà ricordato ancora dopo due secoli, sono molte; fatte le dovute proporzioni, il successo è paragonabile a quello dell'opera celeberrima del Tanara, che è su un piano ben diverso dal modesto Venuto. La prima edizione del Tanara avvenne a Bologna nel 1644, la quattordicesima ristampa fu fatta a Venezia nel 1761. Il titolo, *L'economia del Cittadino in villa*, non era del tutto veritiero, perché poi il Tanara dava ricette di cucina e liste di pranzi pantagruelici di fronte ai quali Trimalcione doveva impallidire; ma rispondeva molto bene a quel desiderio di sfuggire la città, che ispirò non soltanto le pastorellerie del '600 e del '700; specialmente l'edizione del 1687 (la decima) che recava l'aggiunta delle qualità del cacciatore, sembrava fatta apposta per i gentiluomini siciliani, inurbati ma sempre legati alla campagna. Ed infatti l'edizione del 1687 esisteva nella libreria della famiglia feudale dei Fatta del Bosco dalla quale proviene l'esemplare che possiedo.

Ma il Tanara, per quanto noto in Sicilia, non poteva rispondere a tutte le domande degli agricoltori siciliani e comprendeva capitoli per loro del tutto superflui. Onde nel 1735 un signore autentico, Filippo Nicosia, pubblicò un proprio trattato, di ben 583 pagine in 8°, cui mancano soltanto le figure per essere un capolavoro tipografico ed un modello di trattazione tecnica (4). Si sente che sono già passati Silvio Boccone e il Cupani.

Il Nicosia conosce il Venuto e ne cita il Trattato sulle viti; ed inoltre il Tanara, che cita sovente. In più conosce Varrone, Catone, Columella, Palladio; cita Crescenzo, i Piaceri della Villa di Agostino Gallo e la Flora del Padre Ferrari e il Mattioli; cita « Carlo Stefano » francese, lo spagnolo Herrera, l'Orto Germanico del Gesner; conosce a fondo la Flora del Cupani e nota le varietà non descritte da quest'ultimo autore. Egli possiede dunque una solida preparazione scientifica, la migliore e la più profonda per quei tempi.

Io non posso valutare il Nicosia scienziato perché me ne manca la competenza, seppure egli fu scienziato; ma devo interpretare il suo motivo ispiratore e districare dalla sua vasta opera le nozioni interessanti la storia dell'economia.

Già la domanda, presa dalle Verrine ciceroniane, «*Quid est Sicilia si ei agri cultionem sustuleris?*» è un programma e quasi una professione di fede.

Il Nicosia scrive per i grandi proprietari, immaginando un'azienda non a monocultura di parecchi ettari. Egli prevede la casa d'abitazione in mezzo ad una flora con pergolati, con viali, con oleandri dai fiori bianchi e rossi, rose, viali coperti di gelsomini, con un quadrato di cipressi su due file. Se non erro, egli ha in mente una villa dei colli fiorentini.

Anch'egli scrive per fornire nozioni tecniche ai signori inurbati e la sua opera risponde, in altro campo, al medesimo bisogno cui rispondevano i manuali di computisteria che si occupavano largamente delle amministrazioni signorili. Vi è, dietro il libro del barone Nicosia, tutto un movimento tecnico-culturale che varrebbe la pena di conoscere meglio (5). Egli compie un viaggio attraverso l'agricoltura siciliana così come trent'anni dopo lo compirà l'Arnolfini attraverso le risorse economiche della Sicilia e come lo compiranno di lì a non molto altri viaggiatori attraverso le nostre antichità. Una curiosità nuova e tipicamente settecentesca da una parte; ma dall'altra anche una sana reazione al troppo che si era fatto altrove e al molto che si pretendeva velleitariamente di fare in Sicilia a favore dell'industria e a tutto danno dell'agricoltura. Sotto tale punto di vista il Nicosia si inquadra molto bene nel pensiero economico italiano.

Il primo argomento trattato è il vigneto cui dedica tutti i capitoli della prima parte, dal IV al XXVI, cominciando dalla ricerca dei terreni più adatti. E' un segno dei tempi. Il Nicosia istituisce un calcolo per dimostrare che l'orto sembra più redditizio del vigneto, ma esige il rinnovo annuale e la vendita giornaliera dei prodotti (dunque non è conveniente se lontano da una grande città).

Il vigneto invece rende in base al calcolo seguente (6). Un vigneto misto di viti buone, mediocri e cattive produce 5 salme di mosto ogni tumolo, mosto che prima si vendeva a 6 tarì per salma e ora non arriva nemmeno a 5 tarì; la spesa di cultura è un'onza per tumolo, con perdita evidente di 5 tarì ogni tumolo. Ma vi sono molte vigne in terre secche; rare vigne in terre mediocri, che producono 10 salme di mosto a tumolo; e rarissime in terreni buoni che danno 20 salme di mosto e cioè onze 3.10; tolta onza 1.10 per spese di cultura, restano di netto onze 2 che per un vigneto di 30 tumoli (poco meno di due salme, dunque un vigneto non grandissimo), danno di netto onze 60.

Rifacendo il calcolo in vino e supponendo vino buono che si mantenga tutto l'inverno e tutta l'estate, che negli ultimi 30 anni è stato venduto in media a 12 tarì la salma, avremmo: 600 salme di

mosto da un vigneto di 30 tumoli, togliendo un decimo di feccia, danno 540 salme di vino che a 12 tarì sono 216 onze. Da queste togliendo onze 40 di spese di cultura e onze 16 per i trasporti, restano di netto onze 160. Ma le 16 onze dovrebbero risparmiarsi perché ogni grande azienda deve avere muli propri.

In sostanza, il calcolo del Nicosia ci dice che da 30 tumoli, ossia circa 4 ettari di buon vigneto, si ricavano un 113-114 botti di vino (essendo la botte siciliana di circa 412 litri).

Ma dalla doppia impostazione del calcolo sul mosto e sul vino, deriva una considerazione abbastanza ovvia. Il grande proprietario che aveva palmento, tini, botti, magazzino trovava convenienza a vinificare. Il piccolo proprietario di qualche tumolo, supponiamo sempre di vigneto buono, ne ricavava di che vivere?

Un contadino ha, per ipotesi, tre tumoli di vigneto mediocre, che dà 10 salme di mosto per tumolo; non affronta spese di cultura perché lavora personalmente aiutato dalla famiglia. Produce tanta uva da poterla vendere a persona che produrrà 30 salme di mosto del prezzo di 5 tarì a salma ed evidentemente il compratore calcolerà il prezzo in modo da ottenere l'uva al prezzo di 4 tarì per una salma di mosto: il vignaiuolo ricaverà dai suoi tre tumoli appena 4 onze, somma in via assoluta insufficiente per far vivere una famiglia, anche in campagna. Per raggiungere un minimo vitale bisogna che il vignaiuolo sia anche proprietario di grano, oppure che abbia almeno mezza salma di vigneto mediocre o 4-5 tumoli di vigneto ottimo.

Di qui nasce il fenomeno, abbastanza noto, del piccolo proprietario o del piccolo mezzadro che è anche bracciante in terreni altrui, facendo parte di due diverse categorie sociali e partecipando degli interessi di entrambe, talvolta contrastanti. Di qui anche le diverse forme di « società » registrate dai notai, di qui l'importanza del lavoro dei fanciulli, dei vecchi e delle donne i quali contribuivano all'economia familiare con lavori, se così vogliamo chiamarli, non qualificati ma redditizi: come la raccolta di cantaridi, di foglie per la concia, con la tessitura domestica, con l'allevamento dei bachi dove questo era possibile, con mille piccole attività, oggi cessate, le quali aggiungevano un cespite notevole a quello relativamente modesto in cui si concretava il lavoro del capo di famiglia.

Tocchiamo così uno dei punti dolenti dell'agricoltura siciliana, vale a dire la polverizzazione della proprietà (o delle affittanze e partecipazioni, che è lo stesso) poiché resta dimostrato che un vigneto piccolissimo non consentiva la vita di una famiglia. Ma la polverizzazione della proprietà era eccezionale o normale? era diffusa o localizzata? e, prima di tutto, esisteva o è soltanto la proiezione nel passato di una situazione recente? Sono tutte domande alle quali per ora non vi è risposta. Del settecento siciliano conosciamo soltanto il vagabondaggio, l'inurbamento di contadini miserabili, le carestie ed il famigerato assenteismo dei proprietari nobili; sappiamo che il vigneto

fu piantato anche sulla roccia, ma non conosciamo l'estensione media dei vigneti.

Vi è poi da tener presente la variabilità del raccolto di anno in anno. Abbiamo la possibilità di conoscere la produzione di uva e di vino nel territorio di Partinico e nella pianura di Palermo (7).

Anno	Carrozze d'uva	Botti di vino	Botti di vino per 100 carroz.
1762	53.647	47.820	89
1763	28.738	22.996	80
1764	36.716	30.168	82
1773	—	48.245	—
1774	55.103	42.245	76
1775	49.789	40.313	80
1776	55.946	41.120	73
1777	58.111	46.246	77
1778	64.616	55.499	85
1779	69.393	62.981	90

Erano fiumi di vino (40.000 botti sono più di 160.000 ettolitri) ma ciò non abolisce le forti oscillazioni del prodotto in uva e della resa in vino. Si comprende che il piccolo produttore di uva, con margini di guadagno già esigui in partenza, non fosse in grado di resistere. E la bassa produzione del 1763 spiega perché i poveri e i «vagabondi» si precipitarono a Palermo proprio in inverno di quell'anno rimasto memorabile per la carestia europea e perché anche nel 1764, di fronte ad un raccolto frumentario eccezionalmente ferace, esitarono a lasciare la città: 1763 e 1764 sono due annate di bassissima produzione vinicola; e quindi in campagna mancarono i cento «mestieri» secondari connessi con il commercio e trasporto delle uve, dei mosti, dei vini, dal lavoro del sensale, a quello del mulattiere, a quello del bottaio. La carestia siciliana non era soltanto frumentaria ma rappresentava la sommatoria di due scarsi raccolti.

Tornando al Nicosia, dopo aver descritto i terreni migliori per il vigneto, egli passa ad elencare le varietà di vitigni che descrive una per una descrivendone il frutto. Il Cupani ne aveva descritto per la Sicilia 49 «specie»; il Nicosia preferisce distinguerle da un altro punto di vista in uve da vino ed uve da tavola e poi in uve da vigneto e uve da pergola.

Delle varietà descritte molte sono state dimenticate col tempo, di altre persiste il nome, anche se non sappiamo fino a qual punto corrisponda alla vigna antica. Ma si dice che nell'isola di Ustica sopravvivano una pergola ed alcuni ceppi introdotti all'epoca della prima colonizzazione, cioè nel sec. XVIII e che anche alle falde dell'Etna siano riconoscibili ceppi antichissimi.

Il Nicosia aggiunge qualche varietà a quelle descritte dal Cupani.

Tra le viti da pergola egli ricorda lo zibibbo ed afferma che a Caltanissetta esisteva uno zibibbo senza vinaccioli, da lui non veduto. Nel 1690 fu introdotta in Sicilia la Malvasia di Spagna da coltivare in vaso, e nel 1724, a Palermo, la Lagrima della Madonna.

In tutto descrive 44 uve da vigneto e 29 da pergola, con molte varietà locali che potranno interessare gli specialisti. Sono ricordate anche uve speciali, come quelle di Misilmeri, producenti chicchi del peso di parecchie diecine di grammi ciascuno.

Diciannove capitoli sono dedicati alle pratiche culturali, dalla preparazione del terreno fino alla preparazione del canneto e del salceto: modo di piantare, disposizione delle viti sul terreno, lavori vari. Non lo riassumo perché il riassunto è inutile al tecnico che ha bisogno di leggere l'originale e dice poco per la storia economica alla quale interesserà soltanto una nozione: vale a dire che il vigneto esigeva lavoro più dei cereali.

Il cap. XXVI è dedicato alle avvertenze generali. Occorre un vignaiuolo fisso per due mesi, da quando l'uva comincia a maturare fino alla vendemmia. Il Nicosia non ha parlato del letame, perché in Sicilia non si usa concimare il vigneto. Bisogna vendere il vino in estate e cambiarlo con cereali.

L'ultimo consiglio, gettato lì, sembra quasi irragionevole, mentre ha un motivo profondo che mi è stato spiegato da persona molto pratica di agricoltura e studiosa di consuetudini antiche. All'estate, come del resto accenna anche il Nicosia, arrivavano soltanto i buoni vini e la trasformazione in aceto colpiva gran parte del prodotto; ciò viene confermato anche da uno studioso francese che sta occupandosi di tali questioni per il cinque-seicento. Ora, l'estate comporta il più estenuante tra tutti i lavori agricoli, la mietitura sotto il sole a picco, spesso in piena afa.

Se il Galiani poteva affermare che il popolino digeriva anche il ferro purché accompagnato col pane, noi possiamo affermare che il contadino siciliano non mieteva senza vino. Il vino faceva e fa parte della retribuzione del mietitore nonché del mulattiere addetto ai trasporti. Per il proprietario di terreni a grano il vino era dunque indispensabile non soltanto per somministrare al lavoratore un alimento energetico ma anche come bevanda in quelle zone, che sono la massima parte della Sicilia granicola, in cui l'aridità regna sovrana in giugno-luglio.

In poche parole, chi aveva vino da vendere in estate era certo di venderlo a prezzo ottimo.

Nella seconda parte dell'opera il Nicosia parla delle culture arboree e con viva sorpresa leggiamo nel III capitolo tutta una serie di esperimenti sugli innesti. A San Mauro, nel feudo Buttinari di Pietro Agnello, era stato innestato il fico sull'olivo ottenendo frutti normalissimi. Tale Giuseppe Furitano lo aveva innestato sul mandorlo persico sperando di ottenere un'epoca di maturazione diversa, ma senza risultato in tal senso. Il Nicosia stesso aveva tentato innesti vari sugli aranci, seguendo

il *Clarice* che parlava di arancio bizzarria e di altri ibridi di arancio, cedro, limetta.

La conclusione sperimentale cui giunge il *Nicosia* è che con l'innesto non si possono creare nuove specie di frutti. Tale conclusione è abbastanza significativa; essa ci dice in breve che con l'innesto ancora non si ricercava una varietà più resistente a un dato clima, una varietà più resistente ad una malattia, una varietà più produttiva ma una cosa nuova, non una correzione miglioratrice della natura, ma una trasformazione della natura. Il che è psicologicamente consona allo spirito del settecento.

Il *Nicosia* sapeva però che gli innesti, entro certi limiti, erano indispensabili, anche se non tutti attecchivano.

Gli agrumi sono suddivisi in cedri, limoni, aranci. Il cedro è noto in Italia dal 130 d.C.; in Sicilia ve ne sono 5 specie, compreso il cedro di Firenze. Il limone è noto in Europa dal sec. XIII, in Italia dal 1270, in Sicilia dopo il 1510 giacché non ne parla il *Venuto* che scriveva in quell'anno. In Sicilia 20 specie. L'arancio è noto dal 1200, in Sicilia con 21 specie.

Ecco gli alberi di cui parla il *Nicosia*, con il numero di specie note in Sicilia: albicocco, 13 specie; azzarolo; carrubo, 4; castagno; ciliegio, 16; cotogno, selvatico spontaneo e 4 specie domestiche; fico, 46 specie e forse più, di cui 5 palermitane; ficodindia, in Italia dal 1550, in Sicilia 2 specie; giuggiolo; mandorlo, 27 dolci e 9 amare; melograno, selvatico e 10 specie domestiche; moro-gelso bianco e nero; musa (banano) proveniente da Cipro o dall'Egitto, ignoto al *Venuto*; nespolo, spontaneo nei boschi e 4 specie domestiche; a *Nicosia* vengono innestati nespoli su peri selvatici che danno alberi grandissimi; si possono innestare su melo, cotogno, biancospino, ma gli alberi restano piccoli.

Seguono il nocciolo, il noce con 3 specie, la palma (che ha bisogno del maschio ma non porta a maturazione i frutti); la palma unile o ciafaglione (giummara) (8); il pero con più di 77 specie; il pesco con 15 specie più varie specie di noci-pesche di cui una chiamata sbergia; il pino.

Il pistacchio non era noto al *Venuto* e per ciò il *Nicosia* lo ritiene entrato in Sicilia dopo il 1510; il meglio è piantare il terebinto o cercare il terebinto spontaneo detto scornabeccu ed innestarvi il pistacchio.

Il pomo conta in Sicilia 26 specie, il prugno 24 e forse più; il sorbo una e l'ulivo almeno 12, ma interi boschi sono di oleastri (9).

Tra le piante ornamentali il *Nicosia* elenca il corbezzolo, spontaneo nei boschi (detto imbriacula); il melograno selvatico; il bosso (2 specie); il cipresso, 2; il gelsomino, 4; il lauro, 4; il mirto, 5; la rosa, 15. Dell'oleandro ricorda 3 specie (continuo ad usare la parola specie, seguendo il *Nicosia*, senza preoccuparmi se si tratti di varietà) e cioè quella a fiori bianchi, quella a fiori rossi e quella a fiori doppi che dice introdotta da Vittorio Amedeo nel 1714 dalle Indie Orientali. La

rosa indiana o della China fu introdotta nel 1620 dall'America a Roma e poi in Sicilia.

La seconda parte del volume si chiude col rosmarino, la sabina e il sambuco roseo e finalmente con il bosco di quercia.

Questo lungo elenco di piante ha bisogno di qualche commento. Il Nicosia non ricorda un'usanza comunissima, di distillare in famiglia il profumo di rosa e di gelsomino; gli alambicchi, nominati in vario modo, sono comunissimi negli inventari domestici del settecento con le bottiglie di acqua rosa; e l'essenza di gelsomino, che a noi piace quanto piace agli abitanti dell'opposta sponda africana, veniva distillata fino a pochi anni fa dai dolcieri e dai gelatai, appunto per farne gelati, prima che il fisco, timoroso che l'alambicco potesse servire a distillare alcool, opponesse tali e tante difficoltà da scoraggiare anche questa attività a tutto beneficio degli industriali fabbricanti di porcherie per gelati e di altre ignobili cose che vengono vendute in luogo di gelati.

Il Nicosia non ricorda che il mirto, meglio la foglia di mirto, era stata materia prima per la concia di marocchini da pelle di capra, fino a tutto il quattrocento, e che la raccolta della foglia era stata appunto una di quelle attività sussidiarie della famiglia agricola cui accennavo prima, caduta nel nulla con la distruzione della macchia costiera. Nel settecento il mirto doveva coltiversi.

Infine il Nicosia quando parla di quercia, e quindi di bosco, dimentica totalmente l'esistenza di altri alberi: dall'abete dell'Etna e dei Peloritani, al frassino da manna, ancor oggi abbastanza diffuso (la produzione di manna, che ha perduto il mercato, è oggi un problema) ma che proprio nel settecento era largamente sfruttato per un'intensa esportazione dei « cannoli » di manna. Il Fazello, fin dal cinquecento, aveva riconosciuto le tre zone di vegetazione dell'Etna ed è veramente strano che il Nicosia lo ignori. Tuttavia, anche con questa lacuna, egli è il primo propugnatore del rimboschimento in Sicilia e dobbiamo riconoscergliene il merito anche se il suo consiglio trovava un ambiente favorevole: nel '700 infatti venne chiusa una riserva boschiva in quel di Castelvetro (poi distrutta), venne chiusa la riserva sotto la Busambra, che ha salvato il bosco della Ficuzza, venne creato il parco a leccio della Favorita.

La parte terza tratta dell'orto elencando in ordine alfabetico l'appio (prezzemolo), l'aglio, il carciofo (diverse specie), il cavolo, il cetriolo, le cipolle, il cocomero (angurie, melloni), l'endivia, il finocchio, le fragole, la lattuga (più specie), la melanzana, i melloni (molte specie), la menta, la pastinaca (carota), il pepe d'India (10), i pomi d'oro (11), il rafano, la rapa, lo zafferano, la zucca (molte specie). Seguono varie altre « erbe » come anice, asparagi, bieta (giri), borragine, capperi, cicoria, nasturzio, spinaci, ruta.

Il lettore moderno sarà sorpreso di vedere un capitolo, il XXIV, dedicato alla canna da zucchero compresa fra gli ortaggi; ma bisogna riflettere che sin dalla fine del '300 e ai primi del '400, cioè dalla

ripresa di questa cultura, era stata usata l'espressione «*ortalicia canna-mellarum*» in quanto le canne venivano coltivate in caselle frammiste a cavoli e cipolle, prima di diventare oggetto di una cultura specializzata.

Ciò che veramente è più strano è proprio il vederle menzionate dal Nicosia. Noi sappiamo da altre fonti che le grandi coltivazioni cessarono verso il 1680 e che soltanto intorno ad Avola si continuò a coltivarne per capriccio, non producendo più zucchero ma rum. Il fatto che il Nicosia ricordi la canna tra le culture utili, starebbe a dimostrare che ancora nel sec. XVIII essa perdurava e che ancora valeva la pena di coltivarla.

La notizia data dal Nicosia vale anche ad eliminare un'ipotesi che si poteva formulare, in base alla localizzazione del rum esclusivamente ad Avola, territorio appartenente ad una famiglia che aveva proprietà anche nell'America Meridionale, su una importazione di canne americane proprio in quel di Avola. Egli infatti parla di una specie unica, che «non s'alza più di quattro piedi in circa, della grossezza delle canne ordinarie, di color verde, simile alle stesse». E' dunque confermata l'altra notizia data da Filoteo degli Omodei nel '500, delle canne lunghe 5 o 6 palmi. Resta il solito dubbio: cioè se le canne, qualora fossero state lasciate sul terreno per due estati, sarebbero state capaci di crescere ancora e di maturare meglio, oggetto, quest'ultimo, degli esperimenti del Vaccaro all'inizio dello scorso secolo.

Sulla cultura il Nicosia in parte ripete cose già note e in parte fornisce nuovi dati. Il campo si preparava dopo le prime piogge autunnali con 6 o 7 arature ogni 14 giorni. Alla terza o quarta aratura si letamava con almeno 1600 carichi di concime per ogni salma di terreno (ogni carico di 40 o di 80 chili). A marzo si piantavano le canne, interrandone le cime, lunghe un piede e mezzo, a gruppi di tre. Si diserbava con la zappa ogni 8 giorni. Raccolto a dicembre o gennaio rompendo le canne senza tagliarle con ferro. Si lasciavano in terra i rizomi per il secondo anno, perché al terzo fruttavano poco.

Così per la prima volta abbiamo nozione della enorme quantità di letame che occorreva, in ragione di un carico ogni 14 metri quadrati. Se il carico è ciò che oggi chiamiamo cassa, cioè una cassa a fondo ribaltabile che contiene circa 40 chili di concime; e se la salma è, come ho supposto, la salma generale di ettari 2,23 circa, ci troviamo di fronte ad un tentativo di forzare il terreno, poiché in conti di culture piuttosto dettagliati del XV, del XVI, del XVII secolo mai si trovano elementi che facciano pensare ad una così abbondante concimazione. Quantità così ingenti di letame potevano trovarsi soltanto nei pressi delle grandi città; ed invece la cultura della canna si era progressivamente allontanata proprio dalla città di Palermo, da più secoli era scomparsa dai dintorni di Trapani, nei dintorni di Messina e Catania non era stata mai praticata. Avola, l'ultimissima roccaforte della canna da zucchero in Sicilia, era tutt'altro che una

grande città. Ecco dunque che nella pianura di Schisò sotto Taormina, si adotta il sovescio di lupini. Ma è l'unico caso.

Può esservi un nesso tra il letame, il costo del trasporto di esso e la scomparsa della canna da zucchero dalle zone di grande cultura specializzata.

Il raccolto a dicembre e gennaio, indicato dal Nicosia, è cosa nuova: per tutto il '400 e ancora all'inizio del '600 si soleva raccogliere subito dopo l'estate di San Martino, lasciando le canne in terra, praticamente, da marzo a metà novembre. Ora il Nicosia ne allunga la vita di uno o due mesi ma non dice in quali località e da quando si praticasse il raccolto tardivo e non spiega come ciò possa conciliarsi con la preparazione del terreni in autunno. E' vero che questa operazione può intendersi per la piantagione nuova, ma le sue parole implicherebbero anche un ciclo di riposo per una terza parte del terreno da coltivare, il che pure sarebbe nuovo.

Ho l'impressione che il Nicosia ci parli di pratiche culturali tentate per ovviare alla decadenza della canna ed alla scarsa produttività, tentate appunto in limine mortis. E' certo che di zucchero siciliano a metà del '700 non si parla più.

Dopo la canna da zucchero i capitoli da XXV a XXXII sono dedicati al frumento, dalla preparazione del terreno alla conservazione, trattando anche del fieno, dei buoi, del maggese. Il Nicosia avverte che per la semina occorre scegliere i semi in migliori condizioni e che dopo il terzo anno il grano degenera. Ne elenca varie specie, tra cui il Maiorca e il Germano (ancor oggi Irmanu nella Piana di Catania).

Dell'orzo sono descritte due specie, una delle quali, chiamata farro veniva mangiata in minestra. Deve ricordarsi però che a Malta si usava seminare insieme frumento ed orzo e che ancor oggi a Pantelleria si parla di pane di farina mista d'orzo e frumento.

Seguono i legumi: fave, lenti, lupini, varie specie di fagioli, ceci.

Il riso ha un capitolo a sé perché rendeva il 100 per uno e si vendeva bene. In realtà il riso veniva già diffusamente coltivato nel '400, veniva esportato a Napoli per re Alfonso, e nel '600 fu una pianta di ricambio poiché occupò il posto della canna da zucchero in molti luoghi divenuti inadatti a tale cultura; più tardi ancora al riso venne sostituito il cotone: la pianura oltre Termini Imerese, per esempio, ha subito tali tre fasi.

Di piante per fibre tessili il Nicosia annovera soltanto il lino e la canapa.

Nei tre ultimi capitoli si occupa delle vacche, delle pecore e delle capre segnalando che per cento anni il vaiuolo delle pecore era stato ignorato ma che gravi epizootie si manifestarono nel 1720, 1726 e 1733.

Il Nicosia, pur nominando spesso i muli, non ne tratta, come non tratta degli asini e dei cavalli.

Inoltre non tratta alcune piante: per esempio dimentica il cotone, forse ai suoi tempi ancora poco diffuso; dimentica il sommacco, forse

perché nasceva spontaneamente. Tra i fiori non menziona il crisantemo e la pomelia (forse perché non ancora introdotti: la pomelia proviene dalle Hawaii) né la violetta. Tra gli ortaggi non menziona la patata che realmente poteva essere ancora sconosciuta in Sicilia.

Quale valore ha il trattato del Nicosia?

Lungi dal presentare l'agricoltura siciliana di sempre, egli ce ne presenta un momento, una fase: ed è certo che questa stessa fase non è rappresentativa di tutta la Sicilia perché egli dimentica la spinella (salsola soda di Linneo) coltivata specialmente a Gela, a Scoglitti e altrove intensamente nella Sicilia orientale e meridionale, non ignota nell'occidentale, considerata pianta di rinnovo per il frumento, adattissima per l'aridocultura, e la cui cenere veniva esportata abbondantemente nel sec. XVII ed ancor più nel XVIII quando, secondo il Sestini, dava luogo ad un introito di 80 o 90.000 onze annue. Vetreria e saponificio nel Veneto, come in Francia ed in Inghilterra, dipendevano dalla soda siciliana oltre che da quella, più lontana, di Alessandria.

L'opera del Nicosia, senza dubbio, prelude alla moda della villeggiatura: egli scriveva, in fondo, per chi volesse godere della campagna e trarne un'utilità. Se dovessimo illustrare l'opera, non potremmo che riprodurre la pianta di una delle ville settecentesche dei dintorni di Palermo: grande costruzione signorile, flora, frutteto, terreni scoperti.

Considerata da un altro punto di vista, l'opera del Nicosia precede di qualche decennio appena il movimento, tra accademico e scientifico, che si manifesterà ben presto e che si concreterà con l'istituzione delle cattedre di economia e di agricoltura nelle Università di Catania e di Palermo: nel 1752 viene fondata dal Duca di Pratomeno l'Accademia delle Scienze e delle Arti di cui la V Sezione si occupa di storia naturale; nel 1753 il Duca di Cefalà fonda l'Accademia degli Agricoltori Oretei; nel 1776 il Duca della Ferla fonda nel piccolo centro di Partinico l'Accademia degli Scientifici Agricoltori (12). L'Accademia del Buon Gusto fondata nel 1719 dal Principe di Santa Flavia e quella dei Pastori Ereini fondata dal Principe di Resuttana, dal 1765 in poi ascoltano le dissertazioni di Vincenzo Emanuele Sergio il quale conosce, almeno per fama, il Rousseau, ma si considera discepolo del Genovesi e batte e ribatte sin oltre la sazietà su due argomenti: agricoltura e pastorizia, pastorizia e agricoltura.

Paolo Balsamo seguirà il Sergio sulla cattedra, ma intanto vengono distribuite le terre gesuitiche, le terre dell'Inquisizione, le terre dei Comuni; persino uno storico del diritto, Rosario Gregorio, si cimenta con l'agricoltura pianificata; e il governo stesso non esita ad intaccare i beni della Mensa Arcivescovile di Palermo ed a pianificare la colonizzazione dell'isola deserta di Ustica vietando la proprietà privata dei terreni. Nel 1820 abbiamo la prima delle molte edizioni del Catechismo del Palmeri; il Principe di Castelnuovo progetta l'importazione di una serie di strumenti agricoli stranieri...

Il Nicosia deve aver viaggiato od almeno deve aver conosciuto

molta letteratura italiana. «Podere» non è parola siciliana ma piuttosto toscana; almeno il titolo del libro sembra ispirato a poderi, appunto, che potevano trovarsi in quel di Firenze piuttosto che nei dintorni dell'arida e montuosa Nicosia.

Egli appartiene, mi guardo bene dall'esagerarne il valore sul piano scientifico, ad un filone di rinnovamento dell'agricoltura siciliana che (potrei citare il Lanza ed altri) conta un piccolo borghese, il Sergio; conta un abbate, il Balsamo; ma conta moltissimi aristocratici di antica famiglia. I quali del resto fecero e spesero del proprio: il Duca di Terranova creò la diga di Gela che esiste e funziona; iniziò quella di Castelvetro, travolta da una piena prima del completamento; il Principe Tomasi di Lampedusa sbarcò una valle con una diga e creò il Gorgo di Billiemi, che esiste e funziona...; il Duca di Salaparuta arginò corsi d'acqua e introdusse il credito artigianale nel suo stato.

Con tutti i limiti e le manchevolezze, il Nicosia, barone, va annoverato tra coloro che fecero e spesero per l'agricoltura siciliana nel '700.

Non pronunzio parole grosse come fisiocrazia, ma non posso fare a meno di ricordare che il Nicosia era coetaneo di Antonio Sallustio Bandini, essendo nato nel medesimo anno 1677, e pubblicò il *Podere fruttifero* due anni prima che il Bandini redigesse il *Discorso sulla Maremma Toscana*.

Carmelo Trasselli

Università di Palermo

NOTE

(1) Biblioteca Comunale di Palermo, segn. Esp. I. B. 10. VENUTO A., *D'Agricoltura, nel quale s'insegna il vero modo di coltivare i campi, i prati, gli orti, i giardini, le viti, gli arbori e tutte le cose utili, e necessarie che s'appartengono all'huomo in materia di Villa*, di nuovo ristampato e di moltissimi errori corretto, in Palermo appresso Gio. Francesco Carrara, MDLXXXIX. La Bibliografia del Narbone cita un'altra edizione di Venezia, 1536, in 12°, che non conosco.

(2) Riscoperto da BARBIERI G., *Ideali economici degli italiani all'inizio dell'età moderna*, in «Studi economico-giuridici pubbl. dalla Fac. di Giurispr. Università di Cagliari», 1940, vol. XXVIII, pagg. 344-350; cfr. FANFANI A., *Storia delle dottrine economiche*, IV ed., Milano 1955, pag. 167; TRASELLI C., *Paolo Caggio scrittore d'economia nel '500 siciliano*, ne «L'Osservatore», anno II, fasc. 1°, Palermo 1956, pagg. 42 e sgg.

(3) In Sicilia v'erano state nel sec. XV parecchie tipografie; la prima stampa del Venuto a Napoli fa pensare che in quel momento non vi fossero stampatori, tanto più che la dedica all'Abatelli assicurava il rientro della spesa. La ristampa del 1589 ad opera del Carrara ed a Palermo dimostra la richiesta del pubblico, da mettere forse in relazione con l'inurbamento dei proprietari.

(4) NICOSIA F., barone di S. Giaime e del Pozzo, della città di Nicosia, *Il Podere fruttifero e dilettevole, diviso in tre parti...* in Palermo MDCCXXXV, appresso Angelo Felicella.

Secondo SCINA D., *Prospetto della Storia letteraria di Sicilia nel secolo decimottavo*, ediz. di Palermo 1859, pag. 58, il Nicosia sarebbe nato nel 1677 e morto nel 1737.

(5) Oltre al Trattato del Pugliesi Sbernia con l'esempio di scrittura signorile, la cui VII ristampa fu eseguita a Palermo nel 1770, si noti la formazione di un corpo di ragionieri, meglio razionali o detentori di libri, di cui non credo che alcuno abbia mai parlato, e che rilasciava attestati di abilità professionale (ve n'è uno del 1760 per Antonio Leva, rilasciato da molti razionali di nobili case; Archivio di Stato di Palermo, notaio Lo Cicero, vol. 10975, f. 448).

(6) La moneta di cui si discorre è l'onza, pari a 30 tari, essendo ogni tari di 20 grani. Nel 1861 l'onza di Sicilia venne fatta pari a lire-oro 12,75; ma nel 1735 circolava effettivamente l'onza d'oro del peso di gr. 4,40 circa d'oro 22 car. La superficie del terreno veniva misurata in salme, ciascuna di 16 tumoli; la salma generale era pari ad ettari 2,23 ma vi erano molte differenze locali. Il vino si misurava a botti di 412 litri circa, con varietà locali; il mosto invece a salme; e la salma di Nicosia, come ci avverte l'autore stesso, era di cantaro uno e rotoli 8 (108 rotoli) pari a kg. 85,644, arrotondando 85-86 kg.

(7) Dai *Diari* del marchese di Villabianca, in «Bibliot. Stor. e Letter. di Sicilia», vol. XVIII, pagg. 103, 128, 200; vol. XXI, pagg. 254, 386; vol. XXVI, pagg. 43, 110, 244, 366. Non ho ricostituito la serie completa perché mi interessava soltanto mostrare la variabilità della vendemmia e della resa.

(8) La palma umile fornisce un esempio tipico di pianta spontanea che un tempo costituiva una risorsa economica dando lavoro a ragazzi e specialmente a vecchie donne; nel '700 pare che il germoglio venisse mangiato; ai tempi della mia infanzia con le foglie intere si facevano grandi ventagli; tagliate a strisce e seccate erano utilizzate per fare corde; con le foglie più rigide si facevano scope: intere borgate, come quella di Tommaso Natale nei pressi di Palermo, ne traevano lucro non indifferente perché in ogni casa le vecchie confezionavano corde e scope che poi i vecchi venivano a vendere a Palermo. Prima ancora se ne facevano stuoie, sporte, bisacce e simili.

(9) In realtà boscaglia rada; è noto che l'ulivo selvatico fa parte della macchia mediterranea; nel 1759 la vegetazione arborea dell'isola di Ustica, allora deserta consisteva in oleastri e lentischi.

(10) E' il «pipareddu russo», peperoncino rosso; mancano i peperoni.

(11) E' la più antica menzione certa in Sicilia di questo ortaggio più tardi così importante; il Nicosia ne dà due specie, dedicandogli in tutto 9 righe; non accenna a conserve né salse; pare quindi che lo consideri come ortaggio da insalata, senza alcun particolare rilievo.

(12) SCINÀ D., op. cit., pagg. 20-21.

Spiegazione di alcune parole maremmane

Il Volume 321, conservato nell'Archivio della reggenza Lorenese presso l'Archivio di Stato di Firenze, che è intitolato «Prospectus in tabulis distributioni Agri Maritimi Tyrren, p. III» è una raccolta di interessanti documenti statistico-economici relativi alla Maremma, che vanno dal 1742 al 1767. A c. 31 e seguenti è riportata una «spiegazione di alcune parole maremmane» che si riferiscono più o meno all'agricoltura della nostra regione. Ritengo utile far conoscere il testo integrale delle definizioni date duecento anni or sono, ed aggiungere, per alcune voci, informazioni sul graduale variare del significato attribuito ad ogni vocabolo, in stretta correlazione col variare della natura delle cose o dei rapporti economici e sociali.

Vergaro - Capo di pastori di branchi grossi.

Se la morfologia della parola è andata gradualmente modificandosi, tanto che dagli inizi di questo secolo questo prestatore d'opera viene preferibilmente designato come vergaio, il significato è rimasto quasi intatto. E mentre in certe zone delle Marche il vergaio era il capo della famiglia che conduceva, con contratto di colonia parziaria, un podere, nel Lazio, a Teramo e nella Maremma in genere, è l'addetto all'azienda zootecnica con allevamento di ovini, che dirige e sorveglia. Ha la piena responsabilità del gregge e del personale di custodia. Da lui provengono tutti gli ordini inerenti il buon andamento della vergheria, sia dal lato del personale, come da quello della tenuta degli ovini. Cura e sovrintende alla lavorazione dei prodotti e alla eventuale conservazione fino alla consegna ai magazzini aziendali o ad acquirenti. Assume e licenzia il personale, compila i fogli paga corrispondendo direttamente i salari ai dipendenti. A fine mese compila una situazione statistica del gregge. Si occupa della selezione degli ovini del suo gregge e della rimonta, nonché della scelta e utilizzazione dei pascoli.

Il rapido regresso delle attività imprenditoriali nell'allevamento ovino, registrato dopo il 1950, ha determinato la scomparsa del vergaio.

Negli allevamenti più importanti, il vergaio aveva come diretto collaboratore il vergaiolo che lo sostituiva in caso di assenza e, normalmente curava la esecuzione degli ordini.

Capo-Vergaro - Il Giudice del Magistrato de' «Paschi» o primo capo de' pastori.

Ovviamente il Capo-vergaro è scomparso in coincidenza con la caduta della Repubblica Senese e con lo smantellamento dell'ordinamento che questa aveva dato alla utilizzazione dei pascoli in Maremma.

Vergheria - Una masseria di bestie minute.

Il significato di questa parola è rimasto più o meno immutato. Dopo la 2ª guerra mondiale le vergherie sono scomparse, come sono scomparsi i vergai.

Guardiano - Che guarda li branchi.

Col passare dei secoli si assiste ad una graduale dissociazione dei compiti della guardia o guardiano al quale vengono attribuiti compiti particolarmente connessi alla strutturazione delle aziende in graduale trasformazione.

Nella prima metà del secolo XX la guardia è addetta alla sorveglianza di tutto quanto ha attinenza all'azienda (capitali e prodotti). Nelle aziende condotte a colonia, sorveglia la esecuzione dei lavori ordinati dai tecnici e spesso attende alla divisione dei prodotti coi contadini prendendone nota, se necessario. Nelle aziende condotte in economia è spesso adibito alla sorveglianza degli operai sia per quanto attiene la disciplina, sia per il rendimento del lavoro.

La guardia, se giurata, veste generalmente una divisa, che è diversa da quella usata nelle altre aziende. L'uso della divisa o, in mancanza, del distintivo, era autorizzato dal Prefetto su domanda del concessionario (Art. 270 del Regolamento di P.S.).

Le aziende davano, generalmente, una divisa all'anno gratuitamente, a ciascuna guardia.

La guardia prendeva anche il nome di guardia casale quando era addetta alla custodia, all'ordine ed alla pulizia del « casale » (fabbricato o gruppo di fabbricati che sorgeva nell'azienda ove risiedeva il personale direttivo, e dove trovavansi le stalle, i magazzini, la caciaia, le cantine, il frantoio delle olive, ecc.) o centro aziendale o fattoria.

Attendeva, se necessario, all'approvvigionamento dell'acqua potabile e della legna; eseguiva altri lavori occasionali. Prevalentemente si riscontrava nelle aziende della parte meridionale della provincia.

Sempre nella prima metà del XX secolo, la guardia prendeva il nome di guardiaboschi quando era addetto alla sorveglianza dei boschi ed alla loro difesa dal furto, dal pascolo abusivo, dagli incendi. In occasione del taglio dei boschi sorvegliava anche che tale operazione fosse eseguita a regola d'arte; la sorveglianza si estendeva alla misurazione, la carbonizzazione, lo smacchio.

Infine la guardia prendeva il nome di guardiacaccia quando era addetta alla sorveglianza delle bandite. In tal caso egli doveva pure attendere agli eventuali lavori connessi al ripopolamento.

La guardia o guardiano era anche addetto alla sorveglianza di branchi di bestie.

Con D.M. 11 gennaio 1931 (modificato dal D.M. 2 agosto 1937) fu vietato alle guardie particolari per la custodia della proprietà di far parte di sindacati di lavoratori.

La guardia è giurata quando il Prefetto, constatato il possesso dei requisiti previsti dall'art. 138 del Testo Unico delle Leggi di P.S., 18-6-1931

n. 773, rilascia il decreto di approvazione e quando ha prestato giuramento dinanzi al Pretore (art. 266 del Regolamento di P.S.).

Dopo il 1950 questo tipo di prestatore d'opera, la cui esistenza è legata ad un particolare profilo dell'agricoltura, si incontra più raramente, ed è normalmente, o il guardiacaccia o il guardiaboschi.

Diaccio - Il circuito dove stanno le pecore.

Il significato antico è identico a quello moderno.

Mandria - Circuito o serrata di bestie grosse.

Gradualmente si è manifestata la tendenza ad attribuire questo nome al branco di bestie grosse, mentre, collateralmente, sorgeva un nuovo vocabolo, il mandriano col quale si designava l'addetto alla custodia delle mandrie.

Cappata - Una separazione di vacche per mandarsi via.

Buttero - Guardiano delle capanne e robbe delle bestie minute.

Evidentemente, il significato di questa parola è mutato col tempo. Nell'ultimo mezzo secolo è stato designato con questo nome l'addetto alla custodia di un massimo di 200 capi (più relativi vitelli e puledri fino allo slattamento) di bestiame bovino ed equino allevato allo stato brado.

Cura il bestiame al pascolo e lo sorveglia nelle apposite « serrate ». Effettua la marcatura, la castratura e la capatura (scelta).

Cura il bestiame ammalato, doma i cavalli da servizio aziendale, cura e custodisce il cavallo a lui affidato, del quale ha in consegna i finimenti forniti dall'azienda.

Provvedere al governo dei vitelli e puledri nel periodo dello slattamento e nell'inverno alimenta il bestiame con foraggi che, se i pagliai o i silos non sono vicini, vengono portati da altri operai.

Occorrendo, accompagna il bestiame vaccino domo dalla serrata al luogo di lavoro.

Secondo l'art. I della Legge 22 febbraio 1934 n. 370, « il personale addetto alla pastorizia brada » era escluso dal beneficio del riposo domenicale e settimanale.

Guardiastanza - Detto guardiano per i bestiami grossi.

Moscetto - Pastore di piccolo branco.

Moscaiuolo - Lavoratore di piccolo terreno in semente.

Rapazzuole - Gusci d'albero o tavole con un sacco di paglia per dormirvi.

Le rapazzuole possono ancora vedersi nelle capanne ove, per alcuni mesi dell'anno, dimorano i tagliatori o i carbonai, nei boschi.

Callaro - Contatore di bestiame alle calle.

La periodicità della produzione foraggera, strettamente connessa agli eventi climatici capaci di regolarla (pioggia, aridità), condizionavano

la utilizzazione delle erbe per l'alimentazione del bestiame ad un annuale movimento pendolare tra montagna e piano. In autunno, inverno, primavera, la Maremma offriva larghe possibilità di utilizzazione dei foraggi, proprio in un periodo nel quale la montagna, coperta dalle nevi, era un ambiente poco ospitale per l'uomo e per gli animali. A primavera le posizioni si rovesciavano. Il sopraggiungere all'aridità estiva trasformava la Maremma in terra bruciata, mentre la malaria inesorabile mieteva vittime.

In un solo anno, in estate, sono morti anche più di 600 mietitori a causa di questa malattia. Nello stesso periodo, la montagna, fresca, ricca di acque e di erbe, era un luogo naturalmente favorevole per la vita degli uomini e degli animali.

Per questi motivi, chiaramente intravisti dalla saggezza degli allevatori di bestiame e dalla lungimiranza dei governanti, nacque la « transumanza ». E poiché le greggi venivano anche — o, forse, prevalentemente — dai territori che non facevano parte della Repubblica Senese (quali, ad esempio, la montagna Pistoiese, il Casentino, ecc.) era logico che questi pascoli fossero fatti pagare. Ne venne, come conseguenza, la costituzione di posti di obbligato passaggio per accedere a quella specie di terra di nessuno, come in quel momento si presentava su considerevole superficie la Maremma, ove i doganieri della Repubblica si dovevano preoccupare di regolare i rapporti economici con la clientela. Dovevano, cioè, contare il bestiame, per specie, e tener nota dell'entrata e dell'uscita.

Questi punti di obbligato passaggio si chiamavano « Le Calle ».

Il « callaro » fu, quindi, un prestatore d'opera che nacque con la istituzione delle Calle e morì con loro.

L'attività degli allevatori era disciplinata con notevole dettaglio.

In Appendice è riprodotto un contratto stipulato il 23 maggio 1721 tra i « Deputati sopra il governo delle dogane de' paschi del dominio e giurisdizione di Siena » e il Nobile Signore Cavalier Curtio Sergardi di Siena.

Dogana - Pascolo comune dell'Ufficio de' Paschi per tutti i fidati etc.

Successivamente, le vie di accesso alle dogane, furono denominate « vie doganali ». Quando poi le dogane scomparvero con l'affermarsi e l'ampliarsi della proprietà privata, rimase il nome alle strade.

Bandita - Pascolo riservato.

La costituzione e l'uso delle bandite, si profila già negli statuti comunali. In quello di Scansano, ad esempio, il cap. XI del libro IV stabiliva: « A ciascheduna persona sia lecito di mettere, o stare con bestie grosse e menute nella bandita a tempo di sospetto e de paura di guerra, senza pagare pena alcuna ».

Il capitolo LX del libro V aggiungeva: « Ordiniamo e statuimo che nissuna persona possa fare bandire prati di nuovo si prima, non l'haverà acconcio, sterpato, e netto, si che para prato, a giudizio di Viari, nella

bandita di buoi, e per il primo anno non si possa accusare in detto prato, ma dal primo anno in la si possa accusare. ma li prati fuora della bandita, si debino chiudere, o formare, in modo che se intenda chiuso a detto di Viari...».

Analogamente, il Libro degli statuti della Comunità, e uomini del Cotone (1571), nel capitolo XXVII della quarta distinzione, sotto il titolo «Prato nuovo si deva segnare» stabiliva «E' stato ancora per i Savi Statutarij predd. ordinato, e statuito, che qualunque persona vorrà fare, o farà prato di nuovo nella Corte, e distretto del Cotone in qualunque luogo avrà potestà, e arbitrio di poterlo fare, deva una volta farlo conciare, e sterpare, e segnare, e crociare, sì, et in tal modo, che per prato si riconosca; e chi non facesse le sopradde cose, non se ne deva, o possa pagare alcuna pena per prato; e questo vale non si abbia per alcun modo ad intendere per i prati usati, e come prato non fosse». Dalle provvisioni, et ordinazioni a beneficio de' Vergari, e faccendieri, e per l'augumento del bestiame d'ogni sorte, e per le semente della Maremma, e Stato di Siena fatte, e fermate sotto dì 21 di luglio 1574 ecc., si apprende che il Serenissimo D. Francesco de' Medici Gran Duca II di Toscana, e i Deputati in Firenze, avendo considerato «le cose attenenti alla Maremma, e Stato di Siena» stabilirono, fra l'altro, «che al tempo di entrare il bestiame solito entrare a rompere la Dogana alle Calle, sta il 1° giorno di novembre ciascun'anno, con facoltà, che quando a' deputati sopra ciò per gli accidenti di tempo paresse, che stesse bene l'anticipare detto tempo, lo possino fare anticipare tre, o quattro giorni al più, avanti detto giorno 1° di novembre».

Soggiungeva, più oltre, «che le semente di Maremma si devano fare più unitamente che sia possibile, e si avverta che non si guastino i diacciali di vergari, e loro bestiami». Stabiliva un premio di «scudi due a lire sette per scudo» a chi «ammazzerà lupi in quel di Siena» e che «quando si venderanno le bandite delle comunità della Maremma di Siena, si vendino con reservo, e facoltà, et obbligo, che le bestie dome di quegli, che fanno i lavori della terra, vi possino pasturare senza pregiudizio, o pagamento alcuno». Infine si chiariva che «non sia lecito ad alcuno abbruciare, o fare abbruciare secco, o erba nelle bandite di detta Maremma, se prima non ne avrà ottenuta licenza dal Commissario di Maremma, o da quel Rettore che sarà più vicino al luogo, dove vorrà abbruciare, col trasferirsi del Rettore sul luogo»... Il complesso di queste norme delinea la volontà dei legislatori nei vari tempi, di esercitare una protezione della produzione foraggera e boschiva per le finalità economiche che dalle bandite si intendeva perseguire.

Di qui sorse la opportunità di una disciplina della rottura delle bandite, realizzata con vari strumenti le cui norme convergevano sempre verso gli accennati fini.

Il capitolo LVII della V distinzione degli Statuti del Cotone, prevedeva addirittura una «pena a chi coglie jande nella "bandida"».

In questa comunità era convenzionalmente stabilito che 10 capi di bestiame grosso (bovini, bufalini, cavallini, muli, maiali) costituivano una fiocca. Lo stesso nome prendevano 20 capi minuti (capre, pecore,

porchetti, ecc.). Al disopra o al disotto di tali numeri, un gruppo di animali prendeva il nome di branco. Questa particolare classificazione trovava riscontro nel meccanismo delle pene previste per i danni alle bandite.

Le finalità, dunque, che disciplinavano la rottura delle bandite, erano eminentemente tecniche, dirette a favorire la utilizzazione della produzione foraggera quando questo poteva avvenire. Si deve aggiungere che, gradualmente, sorse un'autentica serie di osservazioni e di esperienze riguardanti la buona salute della terra in relazione alla utilizzazione dei pascoli.

Uso - Luogo dove possono battere le bestie paesane prima di arrompere le bandite.

La definizione limita il significato generale che, anche nel XVIII secolo, doveva avere. In realtà l'«uso» aveva, fin d'allora, una portata molto più ampia. In linea generale consisteva nel diritto diretto di seminare, pascolare, legnare e simili, che gli abitanti di un comune o di una frazione esercitavano uti singuli et uti cives, sulle terre appartenenti al Comune, alla frazione o ai privati.

Arrompere le bandite - Mandare i bestiami per la prima volta nella stagione in bandita.

Bestie brade - Bestie che non sono domate.

Bestie matricine - Bestie che hanno figliato: si chiamano anche figliate.

Sugoli lattonzoli - Bestie che prendono il latte nel primo anno.

Caroso - Sugolo cavallino sopra l'anno.

Biracchio - Sugolo vaccino sopra l'anno.

Polledro - Cavallo sopra a due anni.

Stacca - Cavalla che ha tre anni.

Manza - Vaccina che ha tre anni.

Serta di bovi - Un aratro che si lavora con quattro bovi.

Branco di pecore - Trecento pecore in circa.

Bestie di masseria - Branchi grossi di bestie.

Bestie a uso di tenda - Branchi di bestie minute.

Sortari - Pastori uniti per i loro bestiami sotto un sol vergaro.

Fanti - Garzoni.

Fantino - Legno ritto in mezzo alla mandria per legarvi le bestie.

Fidare a dogana - Denunziare i suoi bestiami per pascere nella dogana.

Fidare a stucco - Denunziare i bestiami senza indicare la quantità, lo che si fa qualche volta nelle bandite.

Toppar la bulletta - Fare istanza al capo vergaro di non accordare la bulletta della licenza per andar via ai vergari.

Chiuse o serrate - Luoghi circondati con siepi od altro.

Stabbiato - Concimato delle pecore nel diaccio.

Pelingo - Fune fatta da crini di cavallo.

Forteto - Macchia vernile, che non perde mai la foglia, v.g scopi, lecci, albatrì, sondrie, sugheri, mortella, ulivi salvatici.

Astogliare il bestiame - Nudrire il bestiame con foglie di rami tagliati.

Dicioccare - Doppo tagliata la macchia cavar le barbe sotto il terreno.

Cetinare - Tagliar la macchia sopra a terra e bruciarla.

Scavallinare - Arrompere un terreno sodo senza macchia ma insalvaticchito.

Far roggi - Tagliar alberi alla superficie del terreno, ed arromperlo.

Dissodare - Ridurre a sementa a forza di colti un terreno sodivo.

Scassare - Rompere e sciogliere tufo o creta per l'altezza di due o tre braccia.

Smacchiare - Levare la macchia

- Solchi della sementa del grano
- (**Far colti** - Preparare la terra per sementare.
 - (**Scolmare** - Arrompere la schiena fra i solchi.
 - (**Arrompere alla minuta** - Arrompere minutamente a traverso alle passate de' solchi.
 - (**Recidere** - Arrompere alla traversa lo scolmato.
 - (**Rinterzare** - Dare un solco in croce al solco di recisione.
 - (**Mettere a verso** - L'ultimo solco per dare il verso al campo.
 - (**Impresare** - Delineare coll'aratro il campo in parti eguali per regolare il butta seme.
 - (**Ercicare** - Passare in croce con un tavolone o rastrello per appianare i solchi.
 - (**Sementare** - Buttare il seme.
 - (**Ricoprire** - Attaccare le falchette al ceppo dell'aratro e dare l'ultimo solco per ricoprire.

Il complesso di questi lavori è stato conosciuto, per secoli, sotto il nome di maggese, che, nel suo profilo generale, è del tutto simile al novale dei romani ed al qalib degli arabi. E' anche simile ai precetti delle cinque arature compresa la semina, stabiliti dagli Statuti Ferraresi del 1476 e da quelli Ravennati del 1590, così come è tecnicamente prossimo alle puntualizzazioni lasciate da Marco Bussato nel Giardino di Agricoltura (1592) per le terre da marcioli e, soprattutto per le terre

mazadiche, quali si apprendono nella acuta illustrazione e nel relativo commento di A. Bignardi (Annali dell'Accademia Nazionale di Agricoltura Vol. LXXVII). Nelle definizioni maremmane, per quanto imprecise, è vagamente contenuta l'idea che si concretò, per il Ravennate, nella regola di arè ad imbrès ricordata dal Bignardi.

Far terra nera - Ricalzare il grano e pulirlo dall'erbe, ciò si fa dopo i ghiacciati.

Scerbare - Levare l'erbaccia quando il grano è lungo, ciò si fa in maggio.

Ristoppiare - Risementare nella stoppia senza farvi nuovo colto alla biada e dandoli un solco o due per il grano nell'anno susseguente alla raccolta.

Terratico - Fitto, che paga il faccendiere per seminare ne' terreni degli altri.

Macchiatico - Prodotto dal taglio degli'alberi, legne, stipe, ecc.

Erbatico - Pascolo - Se in ghiande si dice ghiandio.

Macchia cedua - Macchie da tagliar legnami da fuoco o carbone.

Macchia da garbo - Dove sono alberi da costruzione.

Macchia bassa - Macchia di stipa, marrucche, virgulti, roghi, etc.

Netta - Terreno selvatico senz'alberi, sciutto, buono per il pascolo.

Lasco - Luogo umido macchioso con acqua stagnante, che nell'inverno s'asciuga.

Chiari - Laschi dove cova l'acqua, come una specie di laghetto.

Allineato - Concesso a linea femminile, o mascolina d'una famiglia.

Forme - Fosse intorno al campo per cavare l'acqua dal grano.

Presa o presella - Solchi divisori del campo.

Annovero - Una tassa di fida sopra l'erbatico.

Accartonato - Appaltato.

Buro - Un pezzo di legno grosso al fuoco, che non fa fiamma.

Terreno pomato - Dove sono alberi fruttiferi, come olivi, mori, peri, meli, vigne, etc.

Sopra colli - Terreni ne' poggi.

Scarpatori - Ladri di frutti.

Imbasciata di bestie - Truppa di bestie da soma convogliate a portar carichi.

Treccia di cavali - n. 21 cavalle per battere la sterta a sette per volta.

Fare sterte - Tender le manne colla spica su in tondo, per farle tribbiare, la sterta ha 21 e lo stertone ha 28 braccia di diametro.

Calda fredda - Acqua o pioggia che viene nel tempo del sol leone, doppio la quale per tre giorni è proibito per legge che il bestiame non passi sopra a colti, perché nel terreno allora calpestato, se vi si semina il grano nasce bensì, ma si secca su la primavera. E se ne tre giorni suddetti della calda fredda si rivangasse, o si incovesse il terreno si renderebbe sterile per più anni ecc.

Domesticheto - I contorni de' luoghi abitati coltivati e siepati.

Proquoio - Un branco di bestiame brado vaccino o bufalino.

Acquatrini - Terreno lascoso.

Pascere per sconfino - Accordarsi di non molestarsi i bestiami l'uno e l'altro confinante.

Faccendiere - Che fa fare de' lavori di semente, vigne, olivete, etc.

Fattore - Chi presiede alla fattoria, conti, e va a vedere i campi, bestie ecc.

Granciere - Fattore dello Spedale.

Caporale - Che caparra gl'uomini per i lavori.

Mannelli - Truppa d'uomini, che vanno a scerbare e far terra nera.

Capoccia - Quello che presiede a un'imbasciata di bestie.

Capoccietta - Un vice capoccia.

Allevatore - Garzone che ha la cura degl'allievi de' maiali.

Bifolco - Quello che guida l'aratro a far colti.

Fattoretto - Sottofattore che invigila a ciò l'uomini lavorino.

Porta spese - Che porta i viveri alle capanne de' lavoratori.

Sterpatore - Che leva l'erbaccia e sterpi da colti della sementa.

Butta seme - Quello che semina.

Ribattitore - Che copre il grano seminato, sciogliendo i morzi.

Affollatore - Quello che pigia l'uva nei bigonzi in tempo di vendemmia.

Vetturale - Che va dietro alle bestie cariche.

Guarda robba - Custode della robba.

Acquaiolo - Quello che gira coll'acqua per dare da bere agl'uomini alla sega.

Caricarelli de' balzi - Le treggie colle quali si portano le manne all'aia.

Barcotiere - Quello che fa i balconi della paglia piena di grano.

Capo pagliaia - Quello che fa i pagliai della paglia scossa di grano

Pagliaio - Il monte della paglia collo stollo nel mezzo.

Accostator de' balzi - Che mette i balzi ne' montini per caricaarli su la treggia.

Accosta sterte - Che conduce le cavalle all'aia per trebbiare.

Treggiarolo - Conduttur della treggia.

Capo d'aia - Che presiede l'aia.

Metti sterte - Che presiede alla misura del diametro e tesa della sterta.

Toccatore - Che tiene la cavezza, e frusta le cavalle per tribbiare.

Manuali - Che colle pale e forche alzano la paglia e cavano il grano tribbiato.

Letidio Ciaravellini

*Ispettorato dell'Agricoltura
Grosseto*

APPENDICE

Al Nome di Dio A dì 23 Maggio 1721

IL SERENISSIMO COSIMO III GRAN DUCA di Toscana N.S. e per S.A. Reale. Noi Deputati sopra il governo della Dogana de' Paschi del Dominio, e Giurisdizione di Siena: Fidiamo per la presente Stagione di Verno a Pedagio.

Il Nobile Sig.re Cav.re Curtio Sergardi di Siena.

1 Qual nostro Fidato, durante detta stagione possa condurre nella Dogana suoi bestiami fidati, Vergari, Sortari, e Fanti, per servizio di essi liberi, e sicuri, non potendo per debiti, e cause civili, essere convenuto da qualsivoglia Maestrato, o Tribunale, ma d'avanti a detti Deputati.

2 E co' Bestiami, Pecorini, e Caprini, non possa, ne deva entrare sotto alcun quesito colore in detta Dogana, e Paschi, se non per le Calle, & alli tempi ordinati; Ma con gli altri Bestiami fidati possa entrare per dette Calle a sua beneplacito: E quelli che vorranno metter Bestiami nello Stato di Siena per la banda di Massa, debbano far contare alla Calla aperta ordinata in Pian di Mucini, di mano in mano che arriveranno, non sendo però lecito, sotto pena del frodo passar le rendite delle fosse di Monte Pescali, e dell'altre Calle, se non il giorno, che si romperanno per tutta la Vergaria, né possano usare altre strade, che conducano alla detta Calla, & in particolare la strada, che si domanda Balestro verso Perolla.

3 E ciascuno che vorrà mettere Bestiami nello Stato di Siena, deve avanti fedelmente fidarli, & haverne levata la Fida in Siena dal Maestrato, o alle Calle, sotto pena del frodo.

4 Potrà portar'Arme secondo la licenza, che gliene darà l'Illustriss. Sig. Governatore conforme all'ordine di S.A.R.

5 Possa ancora mettere, e cavare di dd. Terre del Contado, e giurisdizione di Siena, eccetto però di detta Città, Pane, Vino, Carne, Lana, Massaritie, & ogni altra cosa pertinente al vitto suo, e di sua Massaria, senza pagare alcuna gabella: Et anco possa di dette terre estrar Pane fuori di detto Stato per vitto suo de' Sortari, e Garzoni,

che terrà al servitio de' suoi Bestiami, ad arbitrio de' Rettori, & Officiali delle Terre onde l'estrarrà, a ciò deputati, non passando lib. 180 il Mese per ciascuna bocca, computati i Cani, dovendo far sempre notare nella presente (dichiarato però, e prima notato che farà in detta il Pane, che potrà estrarre, & il numero de' Garzoni, che terrà fuori) la somma, che giornalmente estrarrà dalli Rettori, & Officiali predetti, a' quali haverà prima fedelmente dato nota del numero delle bocche, che a servitio di sua Massaria si troverà fuori del Dominio, sotto pena del frodo, e Bando dell'Estrattione di tutti i capi predetti. E quelli, ch'haveranno le loro Massarie vicine a due miglia dentro al confine dello Stato debbano ogni volta farsi far politia della quantità de' viveri dalli Rettori, & officiali delle terre onde li trarranno, della quale siano tenuti pagare tutti li frutti delle massarie proprie, e non d'altri. Non comprendendo per forestieri li Fiorentini, o altri del dominio di Fiorenza. E tutti quelli, che faranno incette di Cacio, e Lane non possano trarre in alcun modo, senza licenza dell'Offitio, con pagarne le solite gabelle, sotto pena della perdita delle robbe.

6 Non possa tagliar da piedi, né alle vette, Querci, Sughere, Cerri, Lecci, Sarnie, né altri Alberi, che menino, Ghianda, o Castagne, alla pena di lire dieci per ciascun'Albero, e ciascuna volta, ma solo con discrezione diramare legna, per fuoco, per suo bisogno, e non per vendere, sotto pena di lire dieci di denari per soma, a che vendesse.

7 Se per caso avvenisse, che dd; Bestie fidate dessero danni in beni di Comunità, o di particolari, in Erbe o Ghianda, sia solo tenuto all'emenda del danno, da tassarsi, e liquidarsi, per li detti Deputati, o lor Ministri, quando però non fosse danno studioso, che in tal caso sia tenuto all'emenda del danno, & alla pena secondo li Statuti de' luoghi? E dando danno in Grano, o in altri Biadumi, in Vigne, o in Arbori domestici, sia tenuto all'emenda del danno da liquidarsi come sopra, e così alla pena, secondo li Statuti delle Terre e Luoghi, dove il danno si commettesse, da riconoscersi dall'Offitio de' Paschi, e non da altri Officiali, & essendo trovato nel danno, possa esser dal Padrone, o da qualsivoglia, astretto a dare il pegno, quale si devi presentare fra tre giorni appresso di d. Offitio, o ad alcun suo Ministro, o almeno notificarlo al Dannatore, e recusando di dare il pegno, caschi nella pena arbitraria di dd. Officiali de Paschi.

8 Sia tenuto pagare all'Officiali de' Paschi, o a chi da quelli sarà ordinato li dritti de' richiami, integine, e querele che haverà, come si costuma.

9 Sia tenuto ancora avanti cavi li suoi Bestiami di Dogana pagare la Fida, e tutto quello fusse debitore per Erbe di Bandite, a S.A.R. alli detti Officiali, e lor Depositario, & al debito tempo levare la Bolletta, o licenza, sotto pena del frodo, dovendo salvarla fino al confine del dominio di Siena; e pagato che haverà, e levata la Bolletta, possa tal Bestiame trarre, e passare senza alcuna pena.

10 E per tutto il dì 20 di Maggio debba averlo cavato di Dogana, & infra 15 giorni allora prossimi del Dominio di Siena, se già il tempo

non gli fusse allungato dall'Offitio, overo fidasse per la nuova Stagione, ò si risolvesse lasciarlo come Bestiame di quello Stato, con obbligo di ciò significare almeno per 10. giorni avanti alla fine di detta Stagione essendo egli forastiero.

11 Sia obbligato per uso proprio, e delle persone, & animali suoi fidati, comprare il Sale a Grosseto, o in ciscun altro luogo di quello Stato, dove si vende soldi tre la libbra, sotto le pene contenute nelli Statuti del Sale Et in oltre sia tenuto sotto pena dell'arbitrio del Maestrato de' Paschi far sempre notare in questa la somma che ne haverà, acciò che al tempo della sbullettatura si possa chiaramente riconoscere la somma, che ne haverà levata, e da chi, eccettuato li terrieri dello Stato di Siena, siccome vien provisto dalli nuovi Statuti.

12 Non possa far pane, se non per bisogno, & uso di sua Massaria, e d'altri fidati, sotto pena delli Statuti de Luoghi.

13 Ancor non possa in alcun modo, e sotto alcun quesito colore passar'oltre alle rendite, e Calle, né sotto di esse, né quelle romper con le bestie minute, come è detto; primache'l primo giorno di Novembre, sotto pena del frodo, se già alli Deputati sopra di ciò, per l'accidenti de' tempi, non paresse che stasse ben l'anticipare ò differire detto tempo: tre, o quattro giorni avanti, ò dopo detto giorno primo di Novembre. E così s'intenda per le bestie grosse de' fidati, del Patrimonio, i quali, fino tutto il mese d'Ottob. li debban tenere nella sola riserva che viene in Dogana in Corte di Manciano, sotto pena del frodo, potendo quelli cavar di riserva e mandarli per tutta la Dogana al principio di 9bre.

14 Però per tenor della presente commettiamo a tutti gli Officiali della Città, Contado, e Giurisdizione di Siena, che la presente Fida, osservino, & osservar facciano, sotto gravissima pena dell'indignatione di S.A. Reale Riportandosi nelle cose contenute, e descritte brevemente ne' capitoli soprascritti, & anco nelle altre non espresse, alli Statuti, e Provisioni alli quali, s'intenda sempre dover'haver relatione.

Carlo Petrucci

Pecore, e Capre	P.
Cavalle trentasei Sugoli quattro	C. 36 Su: 4
Vacche	V.

RASSEGNE

Ville rustiche romane

I

La villa romana, di cui gli scrittori rustici e lo stesso Vitruvio nel suo classico trattato d'architettura codificarono i canoni, costituisce un centro economico e sociale di grande importanza; e ad esso guardano, con crescente interesse gli archeologi come le molte pubblicazioni, frutto di lunghi, pazienti e dotti studi vanno dimostrando. Scriveva Columella (I, 4) che non basta conoscere i modi di coltivare i campi, ma si deve anche saper costruire e disporre la « villa » nel modo migliore e più utile: « *Sed cum refert qualis fundus et quo modo colatur, tum villa qualiter aedificetur et quam utiliter disponatur* ». Ed inizia con la prelettistica, che occupa anche il quinto ed il sesto libro, dettando norme osservate, anche quando la sua opera, tornata alla luce nel 1424, era conosciuta soltanto attraverso frammenti. Si rilegga, per tutti, il Crescenzi che in vari luoghi, come ad esempio nel mettere in guardia l'agricoltore dai pericoli che potrebbe incontrare, qualora fosse « costretto d'edificare presso a fiume », rigorosamente si attiene a Columella ed a Varrone. La bibliografia sulle « villae » è abbastanza ricca e se ne trova di fondamentale anche tra la non recentissima, come le opere del Pasqui, ad esempio (*La villa pompeiana della Pisanella presso Boscoreale*, « Monumenti Antichi pubblicati per cura della Accademia dei Lincei », VII, Milano 1897, coll. 397-554) o del Day (*Agriculture in the life of Pompei*, « Yale Classical Studies », III, 1932).

Una guida intelligente ed aggiornata è la monografia di G. A. Mansuelli, *Le ville del mondo romano* (Milano, 1958) con una nutrita bibliografia (*ibid.*, pp. 110-4) alla quale è bene fare riferimento rappresentando un punto fermo sulle mosse di ulteriori ricerche.

Senza avere la pretesa di considerare questa nota come una appendice di tale bibliografia, ma con il solo intento di segnalare alcuni nuovi studi sulle ville romane, presentiamo una rapida rassegna di recenti pubblicazioni.

E ancora: prima di addentrarsi nell'esame dei singoli testi, iniziando questa rassegna delle ville rustiche romane, vorremo fare nostra una precisazione che uno storico dell'arte ed archeologo di valore, Michelangelo Cagiano de Azevedo, ha dato nel suo recente studio su « *Ville rustiche tardoantiche e installazioni agricole altomedievali* » (Settimane di studio del Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo, XIII, *Agricoltura e mondo rurale in Occidente nell'Alto Medioevo*, 22-28 aprile 1965, Spoleto, 1966, pp. 663-694, tavv. XV). L'A., studiando le vicende delle

ville rustiche romane nei secoli altomedievali, così le ricorda, con Cassiodoro (*Variae*, XII, 22) « *praetoria longe lateque lucentia in margaritarum species (...) disposita, ut hinc appareat qualia fuerint illius provinciae* (Alto Adriatico, nell'arco che lo conduce dall'Istria alle foci del Po) *maiorum iudicia, quam tantis fabricis constat ornatam* ».

L'A., contrariamente a quanto sostiene J. Harmand (*Sur le valeur archéologique du mot « villa »*, « *Revue Archéologique* », 38, 1951, 2, p. 155 ss.), non accetta la proposta di eliminare quel termine dal vocabolario scientifico « perché copre una troppo vasta area semantica », e precisa che cosa si vuole indicare con la « villa ». In primo luogo, cioè, la dimora del proprietario terriero sita nello stesso latifondo, in secondo luogo gli impianti tecnico agricoli (p. 664). Avremo occasione di tornare su questo pregevole lavoro, più avanti.

* * *

Ovviando ad una lacuna del Rostowzew, che non segnalò alcuna villa in Calabria, A. Miglio ne aveva identificate già undici (*Le ville romane e il Castrum Villarum*, « *Sybaris* » I, 1954, n. 7) ed ora F. Tiné Bertocchi, riferendo sulla campagna di scavi della primavera 1963, illustra *La villa romana di Caramelle* (« *Klearchos*, Bollettino della Associazione Amici del Museo Nazionale di Reggio Calabria », 1963, 20, pp. 135-152).

La villa, sulle cui fondamenta è sorta una casa colonica, si trova al centro d'una campagna ricca di olivi e conferma tuttora il precetto degli antichi scrittori d'agricoltura circa lo stretto legame della fattoria con il « *jundus* ». Le origini della villa, come dimostra lo « *opus incertum* », risalgono alla età repubblicana e la A. le fa più precisamente risalire alla seconda metà del primo secolo avanti Cristo; la sua attività, quantunque trasformata, durò sino alla seconda metà del terzo secolo allorché, anch'essa venne travolta dalla crisi.

Anche questa ricerca archeologica conferma non soltanto le trasformazioni economiche operatesi nei secoli dell'Impero, quando l'avanzare del latifondo e la decadenza delle città portarono nelle ville la sede permanente dei proprietari, ma conferma anche il carattere della fattoria delineato dagli Autori, e cioè di un centro economico di sfruttamento delle terre, mediante il lavoro degli schiavi, ed insieme un piacevole soggiorno in località amena per i proprietari.

* * *

Oggetto di dotte e spesso convincenti argomentazioni è il problema della origine d'una delle più celebri ville romane, quella di Piazza Armerina che, a differenza di altre, ha qualche legame con la storia agraria. Scavi recenti infatti hanno fatto supporre un ampliamento della villa verso occidente, forse per scopo agricolo. Le altre ville cui abbiamo accennato od accenneremo in seguito, hanno un carattere tipicamente « rustico », mentre esso è del tutto secondario a Piazza Armerina dove ben altri interessi prevalgono.

Giuseppe Lugli (*Contributo alla storia edilizia della villa romana di Piazza Armerina*, « *Rivista dell'Istituto Nazionale d'Archeologia e Storia*

dell'Arte », N.S., anni XI-XII, 1963, p. 26 ss.) non concorda con il principale scavatore ed illustratore della famosa villa, nel considerarla come il ritiro di Massimiano Ercoleo (vissuto tra la fine del III ed il principio del IV secolo) dopo la abdicazione. Egli afferma che si tratta del risultato d'un lavoro compiuto da più generazioni di una ricca famiglia, e, riferendo l'opinione di B. Pace (*I mosaici di Piazza Armerina*, Roma 1955) ritiene che questo autore abbia colto nel segno ritenendo la villa, ubicata in Sicilia granaio dell'Impero e zona di latifondi, possesso di una famiglia saldamente legata all'isola al punto da costruire il sontuoso edificio in una zona tanto lontana dalle grandi vie di comunicazione, e dai porti. Nei latifondi, scrive il Pace, « abitavano gli amministratori del demanio imperiale od ecclesiastico, e trascorrevano parte del loro tempo i proprietari, per lo più grandi personaggi che avevano ricoperto cariche pubbliche distinte, dimorando in ville rustiche o sontuose » (*ibid.*, p. 42).

I Nicomachi-Flaviani, indicati dal Pace, legati a Simmaco, ebbero un esponente di rilievo in Virio che, nella seconda metà del IV secolo, ricoperse alte cariche, tra cui quella di « consularis Siciliae », e fu l'anima della riscossa pagana.

Di interesse agrario, tra gli altri mosaici, vi sono quelli della vendemmia; nota poi il Lugli (a pag. 78) che la villa venne costruita su una villa rustica più antica, del II o del III secolo dell'era cristiana.

A. Ragona, invece, affaccia una nuova ipotesi su quello che può essere stato il proprietario della villa, nel suo studio « *Il proprietario della villa romana di Piazza Armerina* », Caltagirone 1962.

L'A. conviene con gli archeologi che lo hanno preceduto nel datare la villa all'età imperiale e nello stabilire, soprattutto attraverso la scena della « grande caccia », che il proprietario sia stato un alto funzionario. Basandosi sulle fonti, il Ragona avanza la ipotesi che quel dignitario imperiale debba identificarsi con il rettore Claudio Mamertino, prefetto sotto Giuliano l'Apostata di varie regioni. Il Mamertino esercitò giurisdizione anche in Sicilia, e questo spiegherebbe la presenza dell'ambiente basilicale nella villa. Inoltre, ricordando il processo di peculato cui egli fu sottoposto, con la probabile confisca dei beni, l'A. dubita che egli avesse esercitato in proprio anche un traffico di belve, alle quali si sarebbe ispirato l'artista. La qualità di rétor potrebbe, a giudizio dell'A., spiegare il toponimo « Filosofianis », rammentandosi egli che nell'anno 362, Claudio Mamertino tenne un panegirico dinnanzi a Giuliano, in omaggio all'imperatore filosofo.

Il Cagiano de Azevedo (*I proprietari della villa di Piazza Armerina*, « Scritti in onore di Mario Salmi », Roma, 1961, p. 16 ss.) ha studiato acutamente una delle attività più redditizie dei proprietari di ville, quale il rifornimento di animali per le *venationes* e i *ludi circenses*, come è documentato appunto dal mosaico della grande caccia di quella villa.

Su questa, e su altre ville romane, si veda anche la recente opera di G. Hanfmann, *Arte romana* (Milano, Silvana Editoriale d'Arte, 1965, passim).

Nella rivista *Ogam* di questi ultimi due anni sono apparsi alcuni interessanti articoli relativi a « villae » gallo-romane, dando agli Autori argomento recenti campagne di scavi.

Così R. Majurel (*Manches historiés en bronze de la villa rustica des Orbies-Mirvaux...*, XVI, 1964. 1, pp. 90-4) riferendo sui suoi sondaggi in una zona del dipartimento Seine et Oise dove in precedenza non erano mai stati fatti degli scavi sistematici, identifica una « villa rustica » sulla quale ferma il suo interesse per quanto riguarda le suppellettili di bronzo, decorazioni di vesti (fibule, spille, anelli, ornamenti di cinture etc.) e di mobili. La villa risale al secondo o terzo secolo dell'era Cristiana.

Lo stesso A., in collaborazione con H. Prades affronta l'esame d'un altro tema, con un interesse più specifico per la storia agraria (*Le domaine de Sarnelly, Commune de Montpellier, Hérault, au premier et deuxième siècle de l'Ere chrétienne*, *ibid.*, pp. 329-346).

In Linguadoca, nel solo periodo gallo-romano, si ritrovano tanto ricche ville di piacere e di riposo, quanto ville rustiche, centro di possedimenti terrieri. Gli scavi del 1960-1, hanno fornito nuovi elementi per lo studio di questa zona, anche dal punto di vista della storia agraria. La villa di Sarnelly, si elevava su un suolo di argilla bianca, e nella sua area sono stati trovati anfore e vasellame, elementi sufficienti per consentire la datazione dell'edificio nonché alcune considerazioni sulla economia di quel tempo in quel luogo.

Numerose sono le anfore olearie di tipo iberico riconducibili alla età dei Flavi; più scarse quelle vinarie. Gli Autori mettono in guardia da possibili erronee considerazioni che porterebbero un osservatore superficiale ad escludere, o quanto meno a minimizzare, la coltivazione della vite. Innanzitutto va notato che le anfore servivano per la importazione del vino, e che quello di produzione indigena era conservato in botti di cui logicamente si è persa la eventuale traccia. Si sa dalle fonti (Eusebio di Cesarea) che Domiziano aveva combattuto, a vantaggio della coltivazione del grano, quella della vite.

Infine, tra i reperti archeologici, si sono trovati vasellami del tipo comune, vasellami decorati, oggetti in bronzo, marche di fabbrica, da cui si può stabilire la datazione dell'edificio tra l'età dei Flavi e quella degli Antonini, ossia non oltre il secondo secolo. La economia della regione risulta di carattere agricolo e pastorizio.

* * *

Il R. P. A. Wankenne S. I., in un articolo su *Tongres à l'époque romaine* (« Les Etudes Classiques », XXXIII, 2, 1965, pp. 156-177) ritiene anch'egli la probabile corrispondenza tra questa città e l'Aduatica degli Eburoni, la fortezza di cui parla anche Cesare (*De bello gallico*, VI, 31, 1-4; 34, 1-2). Passando poi ad esaminare le attività cui si dedicavano quelle popolazioni, si sofferma (p. 162 ss.) sulla coltivazione della terra e ricorda la proprietà di Ambiorige nel fondo della foresta.

L'A. ricorda la funzione degli opulenti negozianti e dei proprietari terrieri e ne rileva l'importanza, soffermandosi sui loro monumenti funerari, ove ne erano segnati i nomi. L'aristocrazia terriera incrementava

l'arte, e la villa di Antea, a occidente di Dinat, comprendeva laboratori di oreficeria, ed è probabile che, da essi, fosse uscita quella famosa coppa del Museo di Namours, detta « le bol de la Plante ». Recenti lavori idraulici per canalizzazioni, hanno permesso di scoprire il tracciato delle vie romane. Con l'agricoltura e l'artigianato artistico, tra le foreste della regione aveva grande importanza la caccia, e se ne ha memoria anche a proposito del responso sibillino data da una druidessa a Diocleziano, che gli assicurava l'impero se avesse ucciso con le sue mani un « aper » (cinghiale). Diocleziano uccise sì un « aper », ma questi non era un cinghiale, bensì il prefetto del Pretorio, la cui morte gli spianò la via dell'Impero. E' interessante infine notare come ancor oggi esista una fonte denominata « Pliniana », fornita delle stesse proprietà terapeutiche indicate da Plinio (*Naturales Historiae*, XXXI, 8, 12) in una sorgente della zona. E' un'altra prova, nonché della attendibilità del filosofo e naturalista, della persistenza, tra quelle campagne, di antichissime tradizioni.

Una villa romana risalente, secondo la documentazione offerta dal tesoretto ivi rinvenuto, al periodo che corre tra l'anno 98 e l'anno 350 dopo Cristo, è stata scoperta ed illustrata in Svizzera. La villa, esplorata da H. Bögli ed E. Ettlinger (*Eine gallo-romische Villa Rustica bei Rheinfelden*, Aarau, 1963, pp. 78, 3 figure, 14 tavv.) cessò di essere abitata nella seconda metà del IV secolo. Con le monete, aiutano a stabilire la datazione, ceramiche, piatti, oggetti in bronzo e mattoni con le marche della XXI Legione.

* * *

Recenti studi sulle ville romane sono stati compiuti in Ungheria: Edit Thomas (« *Römische Villen in Pannonien, Beiträge zur pannonischen Siedlungsschichte* », Budapest, 1964, pp. 418, 177 figure, 234 tavv.f.t., 1 carta) ha condotto una vasta ricerca su di un argomento sino ad oggi assai poco noto. L'A. presenta numerosi piani di ville romane, ed illustra i materiali di scavo, riproducendo, anche a colori, pitture e mosaici, e, poi, sculture, elementi architettonici etc., di ben 175 ville, accuratamente descritte. In particolare se ne studia la tipologia, la tecnica usata per le costruzioni, le decorazioni, la funzione storica, la ripartizione territoriale e le sopravvivenze. Tra i piani presentati, forse, il più originale è quello che comporta un corridoio mediano perpendicolare alla facciata.

La nostra ignoranza della lingua ungherese, come di quella russa, non ci permette di più che la segnalazione di due studi che sembrano avere attinenza con questo tema: quello di G. Anföldi, *La propriété moyenne des fonctionnaires municipaux dans les environs d'Aquincum* (titolo e testo sono in lingua magiara e dà la traduzione del primo G. Reincke, *Archäologische Bibliografie*, 1963, Beilage zum Jahrbuch des Deutschen Archt Institut..., Berlin 1965) in « *Antick Tanulmányok* », 6, 1959, pp. 19-30; e quello di J. K. Kolossovskaja, *La propriété foncière des vétérans en Pannonie* (titolo e testo in lingua russa, cfr. Reincke, op. cit.) « *Vestnik Drevnej Istorii* », 86, 1963, pp. 96-115.

Abbiamo sin qui accenato alcuni studi relativi alle « villae » romane in Europa, ora ne troveremo altre di cui trattano studi sulla agricoltura nella provincia della Mauretania Tingitana che, costituita verso la metà del primo secolo dall'imperatore Claudio, passò, sul finire del III secolo alle dipendenze della Betica spagnola, per essere invasa, nel 429 da Genserico re dei Vandali.

Il quinto volume (1964) del Bulletin d'Archeologie Marocaine contiene alcuni importanti studi sulle ville della regione e sulla sua economia agraria prima e dopo l'occupazione romana.

M. Posinich (*Exploitations agricoles romaines de la région de Tanger*, ibid., pp. 235-252) ha rilevato, nel corso dei suoi studi archeologici-geografici la presenza di rovine di antiche fattorie sia sulla costa che nell'interno del paese. L'A. si è convinto — e ne adduce prove documentarie — della grande importanza degli oliveti in Mauritania. Ad esempio: l'attuale denominazione di una località « Douar Ziaten », significa « villaggio oliveti », quantunque la zona sia ricca soltanto di olivi selvatici (in arabo: « berri »). Ciò fa pensare che un tempo vi fossero olivi, data la persistenza della antichissima denominazione. Inoltre, in varie ville si sono trovati dei bacini senza il condotto di evacuazione, e ciò fa pensare al trattamento delle olive.

In particolare il Posinich si sofferma sul « Petit Bois », località lungo la via delle Grotte de' Ercole e sullo « Iorf el Hamra », nell'angolo formato da questa strada con la via dell'Aviazione. Quest'ultima è una fattoria alla quale gli scavatori clandestini hanno prodotto considerevoli danni, senza tuttavia togliere alle pietre rimaste l'idea d'una grande fattoria, con la corte, i magazzini, le celle olearie e le piccole terme.

L'origine di questo complesso, come dimostrano le successive stratificazioni risale tra il III ed il II secolo avanti Cristo. Disposta su di un'area di mille metri quadrati, la villa comprendeva le abitazioni, distribuite intorno alla corte centrale di metri 7,25 di lato, ove si raccoglievano le acque. La lavorazione dell'olive comportavano due bacini e sembra fosse organizzata su scala industriale.

Questo argomento è relativamente nuovo, giacché, di industrie alimentari dell'antica Mauritania, si conosceva soltanto quella della conserva del pesce; ora a Volubilis si sono trovate considerevoli tracce della lavorazione dell'olio, ed a Cotta due macine. Si capisce come il clima caldo ed umido e il paesaggio ondulato del Nord abbiano favorito la coltivazione dell'olivo.

Anche in Mauritania si fece sentire la crisi del III secolo (cfr. M. Tarradel, *La crisis del siglo III de J. C. en Marruecos*, « Talmuda », IV, Tetuan 1955, pp. 75-105) e se ne trova conferma anche nelle rovine di quella villa. Infatti, dopo le ultime tracce di incendi, si trovano costruzioni assai più modeste.

Nella stessa rivista, il Ponsich (« Contribution à l'Atlas archéologique du Maroc, Région de Tanger », pp. 253-290), dà ragguaglio di ben cento rilevazioni in varie zone del paese, attraverso le quali ha riconosciuto edifici e complessi agrari e manifatturieri. Analogamente A. Luquet

(ibidi., pp. 291-300) studiando la regione di Valubilis, con i rilievi di 64 zone e, tra l'altro con la pianta della villa romana di Bab Tisra completa di magazzini, molino e 2 presse scomparsa anch'essa prima del IV secolo, offre indicazioni di fattorie, oleifici etc.

* * *

Lo studio citato sulle ville rustiche del Cagiano de Azevedo (al quale si rimanda sia per il testo che per la ricca bibliografia) è centrato sull'Alto Medioevo, ma prende le mosse dalle condizioni sociali ed economiche negli anni della crisi dell'Impero, quando i proprietari tornarono a risiedere « in quelle ville già esistenti che una certa manutenzione e una frequentazione, anche se saltuaria, aveva conservato in buone condizioni, ovvero alle quali grandi lavori di ripristino avevano restituito una nuova giovinezza, sia in edifici sorti completamente *ex novo*, per ragioni e cause varie, non ultima quella dell'ampliarsi della classe dei proprietari terrieri per la presenza di nuovi ricchi che amavano investire in terre il loro denaro » (p. 667). Né diversamente accadrà nel secolo XVI, sebbene in mutate condizioni politiche e sociali, quando molti capitali passeranno dalla mercatura in crisi alla terra che, con evidente esagerazione nella cifra, Agostino Gallo assicurava che avrebbe reso il trecento per cento...

Accanto alle ville vecchie, si presentano quelle restaurate oppure nuove; in tutte, già nel secolo IV si nota una vita nuova. Alle invasioni dei barbari sopravvissero molte ville: quelle istriane cui si riferisce il brano citato di Cassiodoro mantengono intatta la loro efficienza sino al sec. VII (pp. 667-668).

Il Cagiano de Azevedo cataloga numerose ville rustiche e si spinge nell'Europa settentrionale ed in Inghilterra dove, nel IV secolo, i nuovi abitanti, cristiani fanno affrescare cappelle e sostituiscono la cultura dei cereali con l'allevamento del bestiame. Gli animali, presso i franchi e presso i sassoni, entrano nelle ville, od in quanto rimane di esse, mentre gli uomini abitano nella *hall* di pali e strame. Come confermano Blair, Rivet ed Hope Taylor (tra gli autori più recenti) non soltanto non si conoscono impianti agricoli sassoni, ma la *villa regalis* di Yeavinger, descritta da Beda, ha solo il nome di villa (pp. 677-8).

I barbari non si interessano più alle ville; non rinunziano al proprio tipo di *habitat*, « l'edificio non distrutto, continuato ad abitare, vive una sua vita in un certo senso imbalsamata o mummificata. Sopravvivenza valida e vitale si ha in altre due categorie di fatti storici; quando si costruiscono ville rustiche *ex novo*; quando l'edificio o il suo tipo edilizio viene adattato ad altri usi, proprio perché si tratta di quell'edificio o di quel tipo edilizio » (pp. 684-685).

Importanti sono pure i rapporti (pp. 681, 688) tra le ville e i monasteri: si esercita, come attività temporale, l'agricoltura prendendosi, con la funzione, il tipo iconografico della villa rustica. Si cita in proposito il monastero di Ain el-Jedide in Palestina costruito sopra una villa rustica, e comprendente, oltre alla chiesa, due grandi stanze e un pressolo intorno ad un cortile centrale trapezoidale. Due strutture distinte si presentano

nel monastero di Ain Tamda in Africa (casa a pianta quadrangolare tipica per le fattorie e una basilica riunite per semplice giustapposizione); nel monastero di San Giorgio a Sameh (Siria) essa è ancora più evidente, mentre il monastero di Id-Deir ha una distintiva compattezza organica (pp. 689-690).

L'importante studio del Cagiano de Azevedo conclude l'ampia panoramica con una serie di conclusioni che investono ad un tempo la storia e la archeologia. Solo in casi eccezionali gli antichi proprietari continuano ad abitare, dopo il V secolo, nelle loro ville ove i loro maggiori si erano rifugiati nel periodo della crisi e poi in quello delle invasioni barbariche. Scomparendo il ceto senatoriale succedono, in quei beni, la Chiesa, i re germanici e i nuovi proprietari; ma si ricordi che la Chiesa riceve anche spontaneamente da quanti prendono gli ordini sacri o fanno donazioni e testamenti per l'anima. Interessa ora il primo caso, e cioè la constatazione che, quando anche salgono in dignità, vi sono chierici antichi proprietari che seguitano a vivere nei loro fondi; da essi passeranno ai loro successori e certi vescovi perciò conservano e trasmettono vecchie ville, come nel caso di Leonzio XV vescovo burdigalense. Vi sono naturalmente delle modifiche, ma, osserva il Cagiano de Azevedo (p. 692) « i monaci che si costruiscono *ex novo* e che hanno sovente necessità di impegnare i monaci nell'agricoltura, ripetono nella loro struttura le icnografie delle fattorie, istallando i dormitori dei monaci in quelli dei servi, ponendo la stanza del superiore ove era quella del *villicus* sopra alla porta d'ingresso, trasformando in *cellarium* l'antica sala comune, addossando al tutto la chiesa ».

I nuovi popoli occupano le antiche ville o ne costruiscono di nuove con tecnica romana, pur innovando con ambienti consoni alle loro consuetudini, l'ambiente. Senatori, Vescovi che sembrano sostituirsi loro, in un fenomeno parallelo e simile a quello che si riscontra nelle città, si alternano nelle ville. Pur tenendo fermi questi fatti, l'A. ritiene che « non minore significato ha il dato archeologico specie in rapporto a certe teorie storico-artistiche che esaltano la funzione dei tipi o la trasmissione delle tipologie ». Contro la accettazione supina di trasmissioni tipologiche, il Cagiano de Azevedo prende a conforto l'insegnamento di Gian Piero Bognetti (*Problemi di metodo e oggetti di studio nella storia delle città italiane dell'Alto Medioevo*, « VI Settimana del Centro italiano di Studi sull'Alto Medioevo », Spoleto 1959, p. 59 s.) e ne riconosce la validità, oltre che in campo storico, in quello archeologico.

Gian Ludovico Masetti Zannini

Pontificio Ateneo Lateranense

LIBRI E RIVISTE

L. DAL PANE, *La cooperazione e la scienza economica italiana*, nel volume: *Nullo Baldini nella storia della cooperazione*, Milano, 1966.

Il Dal Pane non si è limitato a presentare i Saggi che nel volume citato hanno compilato parecchi studiosi, ma egli stesso ne ha aggiunto uno di particolare interesse per la storiografia della cooperazione in Italia, nel più vasto quadro della scienza economica italiana.

Difatti egli ha affermato che la cooperazione, specialmente quella di produzione e di lavoro, rappresenta una scuola di solidarietà e un mezzo di pedagogia sociale, nella quale molti hanno visto la preparazione ad un ordinamento in cui i proletari imparano, partendo dall'esperienza di tutti i giorni, a gestire direttamente la produzione, ed ha impostato la cooperazione nella teoria e nelle dottrine economiche. Ciò che è di grande interesse per conoscere appieno cosa ha rappresentato questo vasto movimento di pensiero e di azione nella vita economica italiana.

L'inserimento della cooperazione nella storiografia è stato fatto rian- dando agli atteggiamenti ed alle teorie degli economisti italiani, tenendo ben presente che la cooperazione si presentava come un fatto nuovo e quindi si inseriva in una più vasta polemica, che aveva, principalmente, per oggetto la questione dell'intervento dello Stato nell'economia.

Abbiamo riportato le stesse parole scritte dall'Autore perché servano a precisare, con la massima chiarezza, che cosa rappresentasse il movimento cooperativistico per il liberalismo intransigente e il socialismo marxista, fra cui si stava insinuando una scuola intermedia che tendeva a conciliare l'iniziativa privata dell'economia di mercato con l'intervento dello Stato. Il Dal Pane ha richiamato il pensiero dei più eminenti economisti, come Smith, Ferrara, Antonio Labriola, Cossa, i giudizi di Luigi Luzzatti e dell'Einaudi, citando anche quelli del De Laveleye sulla scienza economica italiana. Ha riportato, poi, gli studi del Nazzani sulle associazioni cooperative pubblicati nel 1865 ed in particolare sulle cooperative di produzione, di più schietta estrazione latina. Nel Nazzani si trova già tutto quello che si può pensare della funzione economica e sociale della cooperazione. Da Luigi Luzzatti successivamente viene riconosciuto il proposito dei fautori della libertà di prendere l'iniziativa affinché le associazioni operaie non cadessero nelle mani dei socialisti. Ma quest'ultimi avevano, almeno per quanto riguardava il gruppo riformista, già infilata la strada di un'azione rivolta alle masse lavoratrici, che si trova riassunta in un volumetto del dr. Romeo Romei della provincia di Mantova, in cui egli riassume il suo programma di predicazione socialista per l'organizzazione proletaria, intitolato: *Le case del popolo campagnuolo*, pubblicato a S. Benedetto Po, nel 1900. Rivolto, come si

può desumere dalla dedica epigrafica, ai compagni di Villa Saviola S. Prospero e paesi limitrofi ed a tutti gli oscuri collaboratori che erano sparsi nelle associazioni campagnuole mantovane. Forse non è stata data molta importanza all'azione di questi uomini che agivano fra le masse contadine e particolarmente del Romei, che, medico di condotta, era a contatto diretto con le masse agricole mantovane, coinvolte allora nelle più violente agitazioni contadine. Curiosa è poi quella denominazione di Case del popolo, che saranno soppiantate dalle Leghe e dalle Camere del lavoro e passeranno nella terminologia dei cattolici quando si muoveranno dopo il *non expedit*. Ci sia scusata la parentesi; il Romei non lo troviamo citato dal Dal Pane, però ci sembra di qualche interesse per la conoscenza appieno delle realizzazioni compiute fra le masse operaie, verso la fine del secolo XIX da questi professionisti borghesi, volti verso il socialismo.

Il Dal Pane ha continuato il suo attento esame sul Rabbeno, sui cattolici Carlo Maria Curci e Giuseppe Toniolo, sui socialisti Antonio Labriola e Meuccio Ruini, arrivando ai teorici Maffeo Pantaleoni e Vilfredo Pareto, a cui si rivolsero le critiche del Leone, Valenti, Della Volta, Loria ed Arturo Labriola. Naturalmente non ha dimenticati i contributi portati alla teoria della cooperazione dal Gobbi, Arias, Resta, Lorenzoni ed altri. Violente erano state le polemiche sugli interventi dello Stato nella concessione di lavori pubblici alle cooperative, di cui sono stati portavoce il Preziosi, il Ricci e numerosi altri le cui idee dovevano poi sfociare in quella teorizzazione corporativistica, in cui si trovò anche il Serpieri, dissertando nelle sue lezioni di Economia e Politica agraria nel 1938; ma nelle Istituzioni di Economia agraria del 1950, come osserva giustamente il Dal Pane «l'accento al corporativismo è naturalmente, per ragioni di fatto, e non di opportunità scomparso».

Coi contributi recenti alla dottrina e teoria della Cooperazione l'Autore chiude il suo Saggio che è veramente la più ampia e profonda disamina di un movimento di grande importanza per il nostro Paese, non solo per la sua impostazione teoretica, ma, soprattutto, per le sue realizzazioni in campo pratico, che, antesignano Nullo Baldini, lasciarono un segno inconfondibile nell'economia agraria del nostro Paese.

M. Z.

G. PORISINI, *Aspetti e problemi dell'agricoltura ravennate dal 1883 al 1922*, nel volume: *Nullo Bandini nella storia della cooperazione*, Milano, 1966.

Lo studio fa parte di un volume pubblicato su Nullo Bandini nella storia della Cooperazione, già recensito su questa Rivista. Riteniamo però opportuno di farne un riferimento particolare perché crediamo che sia di grande interesse per la conoscenza delle condizioni dell'agricoltura emiliana, che ha avuto un ruolo di primaria importanza col suo progresso durante i quarant'anni a cavallo fra la fine del secolo decimonono ed i primi decenni del ventesimo.

Tanto più che le ricerche fatte ed i dati raccolti costituiscono il completamento e la prosecuzione di notizie e di dati già resi noti dal Porisini per i secoli XVI, XVII, XVIII e XIX, per la provincia di Ravenna, di cui si è scritto precedentemente in questa Rivista.

Il quadro che ne ha fatto l'Autore è veramente completo nelle sue linee d'insieme, anche se qualche particolare merita di essere più profondamente indagato, poiché nella provincia di Ravenna si sono verificati fenomeni di grande rilievo, come la bonifica e la trasformazione fondiaria di vaste zone del suo territorio; il nascere della frutticoltura industriale in Italia; l'evoluzione ed il miglioramento della razza romagnola bovina, largamente diffusa anche nelle vicine zone delle Marche, dell'Emilia e del Veneto. Fenomeni questi che il Porisini mette molto bene in rilievo, ma riferendoli, più che ad altro, alle condizioni particolari in cui la provincia ravennate era venuta a trovarsi per la sua complessa questione sociale, che il Bellucci aveva già ben delineata nel suo studio *«Come si risolve la questione agraria in Romagna»* pubblicato nel 1920, quando egli era Direttore della Cattedra ambulante di Agricoltura di Ravenna.

Lo studio del Porisini farà certamente parte di quelle monografie che dovranno servire allo studioso che si accingerà a fare il quadro completo dell'agricoltura emiliana-romagnola per la storia dell'agricoltura italiana, che potrà così basarsi su ricerche veramente approfondite e sicure.

m. z.

A. BIGNARDI, *Un Agronomo viaggiatore: Arturo Young a Bologna, Bologna, 1966.*

L'Autore continua una serie di studi storici sull'agricoltura bolognese che, questa volta, si riferisce ad un illustre viaggiatore del secolo decimottavo: Arturo Young, che nei suoi giudizi, segnati nel suo diario, completa il quadro di quegli stranieri che hanno portato alla definizione dell'Italia terra dei morti.

Aveva, quindi, ben ragione il nostro Filippo Re a dire «che egli fidandosi delle sue vaste cognizioni, con pochissima stima degli italiani, ha deciso di molte cose senza prima bene esaminarle». Anche se il nostro, come osserva il Bignardi, non avesse potuto leggere le sue *«Note sull'agricoltura lombarda»*, tradotte soltanto nel 1860, in cui l'esame approfondito delle condizioni agricole dell'Italia lo redime dall'accusa di superficialità dei suoi giudizi.

Filippo Re aveva ben difeso i veri valori dell'agricoltura italiana che non erano pochi e che si trovavano ben diffusi, oltre che nella Lombardia, nell'Emilia, nella Toscana ed altrove.

Lo sguardo aneddotico del Bignardi ci fa sperare in uno studio più completo su questo celebre viaggiatore e trinciatore di giudizi ed è da augurarsi che si trovi nel nostro Paese un Editore che lo includa in una collana di studi storici sull'agricoltura, poiché lo Young può

ben considerarsi una fonte veramente preziosa, per renderci conto della nostra agricoltura negli anni di trapasso fra il secolo decimottavo ed il decimonono, che sono di estremo interesse per la sua completa conoscenza.

m. z.

E. SERENI, *Capitalismo e mercato nazionale in Italia*, Roma, 1966.

Nel volume che la Casa editrice « Editori Riuniti » ha pubblicato recentemente sono stati raccolti sette studi del Sereni, che abbracciano un periodo che va dall'ormai lontano 1930 al 1964, trentaquattro anni di ricerche laboriose, sistematicamente condotte secondo gli schemi del marxismo-leninismo, con impostazioni e formulazioni gramsciane.

Prescindendo dall'orientamento politico a cui lo svolgimento dei temi trattati ha, necessariamente, portato l'Autore, non si può non considerare l'acutezza con cui gli studi sono stati condotti e le originali conclusioni a cui egli è pervenuto.

Indubbiamente essi interessano un periodo non sufficientemente esplorato dalla critica storiografica e servono a colmare molte lacune che altri studi affrettati e superficiali avevano lasciato.

L'accumulazione capitalistica e la formazione del mercato nazionale in Italia meritavano, pertanto, una disamina acuta ed attenta, per renderci preciso conto delle strutture che nel periodo storico considerato si erano venute determinando.

E' una guida che, per la larghezza dei dati e per la profondità delle considerazioni, ci può condurre ad una completa comprensione del periodo storico che tanto ha interessato il nostro Paese.

Si possono anche non accettare molti dei giudizi a cui l'Autore è pervenuto, ma non si deve però rigettarli tutti inficiandoli di arbitrarietà per le scelte politiche, anche se queste non si possono condividere.

La lettura del volume resta, pertanto, di molto interesse per lo studioso che voglia rendersi conto degli sviluppi dell'accumulazione capitalistica in Italia e può sempre offrire lo spunto per interpretazioni originali dei processi che si sono determinati nel primo quarantennio della vita unitaria del nostro Paese.

m. z.

G. BIFFOLI e G. FERRARA, *La casa colonica in Toscana*, Vallecchi, Firenze, 1966.

Con una prefazione di Arrigo Benedetti, sulla società toscana, si apre il volume che la Casa editrice Vallecchi ha affidato alle cure di Guido Biffoli e di Guido Ferrara. I quali hanno saputo fare un'opera veramente nuova che non si rivolge soltanto agli studiosi di architettura e di urbanistica, ma che interessa anche quelli di sociologia e di storia dell'agricoltura, poiché i loro studi e le loro scelte fotografiche hanno

saputo cogliere anche i momenti più risolutivi della storia dell'agricoltura toscana.

Ne è derivata un'opera veramente originale, poiché fino ad oggi il paesaggio agrario era stato visto per lo più sotto l'aspetto iconografico, che non poteva coglierne i lineamenti reali, affidato com'è all'interpretazione fantastica dell'artista.

Si ha così la possibilità di vedere, nella sua realtà, la casa campagnuola come l'ha costruita l'uomo di campagna, nel quadro degli ordinamenti colturali e dei rapporti contrattuali della sua azienda, costituendo la migliore testimonianza anche per l'indagine storiografica. Ciò che non avevano fatto finora nei loro studi e nelle loro ricerche geografi e architetti, pure valentissimi.

Il lavoro è riuscito veramente completo ed efficace ed è da augurarsi che possa trovare degli imitatori per altre Regioni italiane, magari con altri aspetti architettonici ed urbanistici, per quanto quest'ultimo neologismo ci porti più alle città che alle campagne, da cui queste si discostano da tanti secoli. Ma è questo il movimento sociale che ci interessa perché vorremmo ora portare la città in campagna per le esigenze, sempre più sentite, di allontanarci dai complessi cittadini che un'urbanistica male intesa ha reso, oramai, insopportabili.

Il libro, di cui stiamo scrivendo, ci porta a quella campagna che ha conservato un equilibrio fra natura originaria e civiltà, che è, pertanto, natura piegata alle esigenze umane, di cui tutti sentiamo il richiamo ed il bisogno. Ed ecco che lo studio e l'immagine, colta nel suo verismo con la fotografia, ci danno la possibilità non solo di godere appieno le immagini di una campagna che ha conservato il senso della bellezza primigenia, com'è fortunatamente avvenuto in Toscana, ma che ci offrono pure l'ispirazione per un avvio alla natura, che è diventato indispensabile.

Ecco quindi come storia dell'ambiente e la sua rappresentazione, per la Toscana, siano state perfettamente fuse per il godimento del nostro spirito e per la nostra rigenerazione fisica.

Quanto di più era possibile chiedere ad un libro?

m. z.

G. DUBY, *L'Economia rurale nell'Europa medievale, Francia, Inghilterra, Impero (secoli IX-XV)*, Laterza, Bari, 1966.

Nella sua « *Collana storica* » l'Editore Laterza ha pubblicato lo studio del Duby, che, come afferma lo stesso Autore nella premessa, è stato scritto nel 1961 e vuole presentare, a quella data, lo stato delle ricerche di storia rurale nell'Europa occidentale, « considerando rapidamente l'esame delle campagne italiane per il fatto che l'intera penisola italiana e le isole appartengono ad un'area geografica e culturale particolare, il mondo Mediterraneo, in cui i problemi si pongono in una maniera

originale e poi per il fatto che la vita rurale ha costituito per lungo tempo, in Italia, un settore trascurato dalla ricerca storica ».

Purtroppo il rilievo è esatto ed è stato ribadito dal Romeo, recensendo il volume del Duby, ciò non pertanto l'opportunità della traduzione italiana rimane ben valida perché così sarà più facile avvicinarsi ad un'opera che è classica per la sua impostazione e per il rigore della ricerca storica, almeno per quanto riguarda la Francia, che il Duby ha profondamente studiato, con altre Nazioni dell'Europa occidentale.

Il lavoro è stato diviso in quattro parti, la prima dedicata all'epoca carolingia, la seconda e la terza ai secoli XI, XII e XIII, la quarta al secolo XIV; un ampio arco di tempo in cui l'espansione agricola e l'istituzione della Signoria ebbero la massima importanza.

Dall'XI al XIII secolo le campagne dell'Europa medioevale sono state caratterizzate da un progresso generale e continuo, che contrassegna l'espansione di tutta la civiltà occidentale. In questo periodo si è verificato l'arretramento delle terre incolte, lo sviluppo delle popolazioni agricole, il perfezionamento dei mezzi di lavoro, lo sviluppo delle correnti commerciali, tutte, in definitiva, profonde modificazioni della struttura sociale.

E' in questa trasformazione profonda che si inserisce la signoria feudale, che diventa la determinante più decisiva di tutta l'economia rurale. Questo istituto è stato profondamente studiato dal Duby, utilizzando un materiale enorme, però disperso e frammentario. Come è stato detto è, invece, per le fonti italiane, piuttosto modesto, limitato a pochi codici diplomatici: il Sant'Ambrosiano e quello del Monastero di S. Colombano di Bobbio; agli Statuti del comune di Montagutolo della Ardinghesca, di Montepescali e di Folgara; alle Carte del Monastero di S. Maria di Montepiano e della Canonica della Cattedrale di Firenze; ai contratti di mezzadria ed altri documenti pubblicati dall'Imberciadori per la Toscana; ai ricordi familiari di Meliadus Baldicione de' Casalbatì. Sono ben pochi documenti e nell'edizione italiana non sono stati nemmeno riportati, ciò che costituisce una lacuna per lo studioso che potrà essere colmata soltanto rifacendosi al testo originale.

Molto altro materiale documentario poteva essere studiato, come si può desumere dal Jones nel suo studio sull'economia agricola italiana nel medio evo apparso, nei suoi elementi essenziali, nella « Rivista storica italiana » nel 1964 e poco dopo, nel 1965, portato dallo stesso Autore al Convegno di studi nell'alto medioevo a Spoleto.

C'è da augurarsi che l'editore Laterza, già tanto benemerito per queste pubblicazioni di Autori di altri Paesi, ricordiamo « *L'Italia d'oggi* » del King e Okey del 1902, presentata da Benedetto Croce, voglia estendere il suo interessamento anche ad altre opere di grande importanza per la storiografia agricola e del mondo rurale italiano, come gli studi del Vöchting sull'Agro romano e sulla Romagna, che attendono da molti anni una traduzione che faciliti la conoscenza di importanti ambienti agricoli di grande interesse per la storia dell'agricoltura italiana.

F. MOLINARI (con la collaborazione di F. GUARNASCHELLI), *Vigolzone di Piacenza, storia di una parrocchia*, prefazione di Emilio Nasalli Rocca, Piacenza 1966, pp. 104, con ill. s.i.p.

La storia di questa caratteristica borgata rurale della Val di Nure, tracciata con larghezza di informazione e con rigoroso metodo da Don Franco Molinari, è centrata sulla parrocchia di antichissima origine ed ora dotata, per la munificenza di Mons. Mario Nasalli Rocca, di una nuova chiesa ornata dai mosaici del Consadori.

L'A. inserisce nella sua opera una pregevole nota bibliografico-metodologica « per la storia delle parrocchie rurali piacentine », che ha particolare riferimento alle fonti inedite e spiccato interesse per la nostra disciplina. Si avverte la presenza, nel perimetro rurale della diocesi piacentina, dei grandi monasteri di Bobbio, Nonantola, San Savino e San Sisto che, tra l'altro, sui loro possedimenti edificarono « chiese proprie » per il servizio religioso dei contadini. Acute annotazioni sono qui dedicate alle pievi ed ai fondi archivistici, alla toponomastica religiosa, alla agiografia, alle rilevazioni, anche di carattere sociologico delle visite pastorali.

Ma questo interesse più vasto, perché tocca un'ampia zona, non deve far dimenticare il pregio di una esemplare ricerca storico-religiosa, quale è appunto questa dedicata a Vigolzone, ai personaggi che vissero in quel luogo, alle famiglie legate al castello e ad altri edifici signorili e soprattutto alla chiesa antica ed a quella nuova, ed ai vari oratori che costellano il vicariato.

g. l. m. z.

L. MAZZOLDI, *L'estimo mercantile del Territorio 1750*, « Supplemento ai Commentari dell'Ateneo di Brescia », Brescia, 1966.

Leonardo Mazzoldi, direttore dell'Archivio di Stato di Brescia ed autore di pregevoli volumi di storia mantovana e bresciana nelle edizioni dell'Istituto Carlo d'Arco e della fondazione Treccani degli Alfieri, ha sempre considerato (e così pure in altri suoi studi) la documentazione di carattere storico-economico e quindi anche agrario. Con questo suo libro, al quale è stato conferito il « Premio Bonardi 1966 » (istituito dal Senatore Carlo Bonardi con munifica disposizione testamentaria per incrementare gli studi storici bresciani), il Mazzoldi rivela nuove intuizioni di studioso, soffermandosi, nella introduzione al documento veneto da lui pubblicato, sugli aspetti non soltanto economici e sociali, ma anche giuridici della dominazione veneta nella bresciana.

L'A. ha saputo offrirci un panorama di vita quotidiana nelle campagne lombarde, presentando, sul loro sfondo, una rassegna di professionisti, di artigiani, di attività pulsanti. I nomi indicati sono parecchie centinaia, e numerosi sono pure i luoghi in cui si è compiuta l'importante rilevazione, per ciascuno dei quali il documento indica le attività e le persone che le svolgevano.

Certamente l'economia restava essenzialmente agraria, ma intorno al

lavoro dei campi fiorivano svariate attività il cui interesse, non ultimo, è espresso dal glossario accuratamente premesso alla edizione del documento dal Mazzoldi. Troviamo l'indicazione del « *bastiere* », cioè del fabbricante di basti per bestie da soma, del « *crivellino* », cioè di chi faceva passare al crivello biade e grani, del « *fabbricante di cavessoli* » (spine di legno di vario tipo, usate per botti ecc.), del « *lizzaro* » (fabbricante di filo torto ad uso di spago, corda, cordone), del « *voltolino* », specializzato nella costruzione di volte per cantine, porticati, stalle, case di abitazione.

Tutto il territorio della provincia di Brescia è descritto in relazione alle attività che vi si svolgevano per la massima parte, come si è detto, in rapporto alla agricoltura, ovunque esercitata, anche nei luoghi di montagna ed in quelli, come la brughiera, ove non ancora si erano fatti sentire gli effetti della bonifica in seguito realizzata.

L'edizione di un testo è già in sé cosa ardua, ma il Mazzoldi ha accresciuto il pregio della sua fatica, presentando una serie di tavole relative alla popolazione, ed all'estimo (comuni, popolazione negli anni 1766-70, estimati, percentuale degli estimati, estimo in lire, artisti; ripartizione degli estimati di ciascun comune secondo il loro reddito, da lire 30 a oltre 5.000; secondo il reddito per ciascun mestiere). Inoltre è indicata la distribuzione degli artisti (notai, procuratori, medici, chirurghi, agrimensori, muratori, tessitori, sarti etc.) quella delle fabbriche (e tra esse dominano i molini fino a cinque ruote, ma anche i filatoi, le fucine, macine, segherie, fornaci e cartiere).

Un ricchissimo e completo indice onomastico tiene conto di tutti (e non soltanto dei principali) personaggi nominati. In un documento di storia economica e sociale, tutti infatti hanno un rilievo: i proprietari terrieri e di complessi immobiliari, gli esercenti, gli artisti, sono tutte persone che concorrono a formare la società, e questo documento può costituire un punto di partenza per nuovi studi.

Come rileva il Mazzoldi nella sua ampia introduzione il « *campatico generale* », ossia un'imposta sulle proprietà fondiarie della Terraferma (pubblicata a Brescia il 16 ottobre 1747, ma a Venezia già il giorno 10, ossia cinque giorni dopo la deliberazione del Consiglio dei Pregadi) era proporzionale alla superficie e qualità di ciascuna proprietà, distinguendo i terreni in arativi (prima classe) e prativi e boschivi (seconda classe). Inoltre, aveva giudicato il Consiglio, « perché la suddetta gravanza del campatico non abbraccia tutti generalmente, come ben si rende necessario, si conosce dovuto e proprio estender anco l'aggravio sopra quelli, che non avendo campi, o in poca quantità, godono però li comodi d'altre rendite, e sopra tutto quello che proviene dall'industria, professione o traffico ».

Il documento, d'origine quindi fiscale, in quanto riguarda la « *tansa* » ossia imposte sulle attività mercantili o professionali, viene oggi guardato dallo storico con ben altro occhio.

Il Mazzoldi, che ha analizzato questi dati, giunge a queste conclusioni: « La lettura del nostro estimo (...) non è così arida come questa sommaria esposizione di dati potrebbe far pensare: lo studioso vi troverà mille

notizie interessanti di un'epoca che, a ben considerare, non è poi, troppo o tanto lontana, mentre l'appassionato di storia locale potrà facilmente rintracciare nomi di famiglie che ancor oggi esercitano il mestiere tramandato dagli avi; e l'uno e l'altro sentiranno rivivere, attraverso lo scarno linguaggio del documento ufficiale, quei piccoli mondi antichi nei quali affondano ancora, e Dio voglia non vengano mai troncate, le nostre radici».

Quindi vi è un invito molto chiaro e suggestivo alla lettura, e non vorremmo che la nostra, affrettata e sommaria, sostituisse quella dell'appassionato di storia locale. Ci preme tuttavia far notare un indiscusso pregio della edizione che conferisce a tutti gli altri, interessante rilievo. Vogliamo accennare, in breve, ad una quanto mai opportuna precisazione del Mazzoldi, in merito ai « corpi » chiamati a contribuire.

L'Autore indica con molta precisione quali erano le terre alle quali Venezia, sempre pronta a riconoscere prove di fedeltà, aveva concesso dei privilegi e con essi una larga autonomia. I « luoghi separati » (Val Camonica, Asola, Lonato, Salò, Valli Trompia e Sabbia) insieme al « Territorio », cioè al restante della provincia retta da un competente ufficio, costituivano i « corpi » sui quali gravava la *tansa* da ripartirsi nel rispettivo ambito. Per Brescia città il compito spettava ovviamente ai *paratici*, cioè alle corporazioni, i cui capi dovevano ripartire il detto carico tributario.

g. l. m. z.

L. JANNUZZI, « *Il Crepuscolo* » e la cultura lombarda (1850-1859), Pisa, Nistri-Lischi, 1967, pp. 202, lire 1.600.

Gli otto capitoli di questo volumetto di saggi, organicamente presentati nella considerazione del movimento che faceva capo al giornale di Carlo Tenca e delle sue linee fondamentali, rappresenta un nuovo contributo non soltanto allo studio della personalità di Carlo Tenca (di cui sono identificati vari articoli apparsi anonimi), ma anche alla critica del Romanticismo.

Partendo alla considerazione della formazione critica del Tenca (e con ciò se ne spiegano atteggiamenti ed indirizzi), l'A. esamina vari scritti e ricostruisce, con specifici riferimenti ai collaboratori del periodico, il programma e le prospettive del « *Crepuscolo* ».

Il decennio di pensiero, di cultura, di preparazione politica economica e sociale della Lombardia è approfondito in vari punti dell'opera, spesso alla luce con una documentazione inedita o comunque sino ad ora sconosciuta. In particolare l'A. tratta della storiografia letteraria e del pensiero critico del periodo della maturità del Tenca, della polemica antiprattiana dal Tenca al Carducci, della esperienza lirica dello scrittore lombardo, dei suoi studi storici, della cronistoria della sua opera, dei rapporti tra il « *Crepuscolo* » e la cultura d'oltr'Alpe e della « narrativa cam-pagnola ».

Su vari punti dell'opera dovremmo ora fermare la nostra attenzione di studiosi di storia dell'agricoltura: i saggi del Tenca sulle tradizioni popolari (pp. 142-144) tendono, come afferma l'A., a « cercare gli elementi di sviluppo della cultura e dell'arte, e, attraverso l'evoluzione civile e domestica, le flessioni dell'animo popolare, le vere condizioni dell'esistenza delle classi più umili » aggiungendo infine — sono parole del Tenca stesso — prova agli indizi di remote comunioni di vita ».

Per quanto riguarda la narrativa « campagnola » (pp. 161-174), sono interessanti anche come indice di particolari interessi de « Il Crepuscolo », le recensioni a *Claudie* (dramma d'ispirazione campagnola di Giorgio Sand) ed a « *La storia di una povera famiglia* » (romanzo sociale di Giulio Carcano). Si nota che « storicamente parlando sia il Carcano che la Percoto e il Nievo del *Novelliere campagnolo* e del *Conte pecoraio* segneranno solo le fasi di transizione fra il Manzoni e il Verga e le loro opere saranno appena il sostrato, il tessuto connettivo di una nuova affermazione d'arte. Resta vero poi che soltanto il Nievo della giovanile raccolta saprà uscire dalla formula di maniera ».

L'A. analizza anche il « *Racconto campagnolo - Selmo e Fiorenza* » del Carcano pubblicato a puntate in nove numeri del periodico ed altre opere. Il saggio è di grande interesse e indica un settore di ricerche non soltanto letterarie, ma anche di storia e sociologia agrarie.

g. l. m. z.

Pubblicazioni dell'Università Cattolica del Sacro Cuore — Contributi — Serie terza, Pubblicazioni di « Aegyptus », 2, Papiri Milanesi (P. Med.) I, nn. 13-87 a cura di Sergio Daris, Milano, Soc. Editrice Vita e Pensiero, 1966, pp. 152, tavv. f. t. XXVII, lire 5.000.

Questa importante pubblicazione contiene preziose notizie sulla agricoltura e l'annona egiziane dal I al V secolo e merita perciò d'essere in questa sede, almeno segnalata. Due parole innanzitutto sulla collezione di papirologia della Università Cattolica, il cui nucleo fondamentale è rappresentato dal fondo Castelli, al quale si aggiunge quello Jacovelli-Vita illustrato da Aristide Calderini nel 1928, con la edizione dei testi. Da quasi quarant'anni, la rivista « *Aegyptus* » va pubblicando importanti testi inediti appartenenti alla collezione della Scuola di Papirologia della Università stessa.

Il volume curato da Sergio Daris contiene questi testi, raccolti ed organicamente disposti ed arricchiti con alcuni frammenti inediti attentamente rivisti sugli originali. Dopo una premessa sulla storia e sui criteri di edizione, il libro presenta gli indici dei papiri e delle tavole, quindi i testi letterari e i documenti tolemaici, bizantini e romani. Infine, con le tavole di conguaglio, gli indici che riguardano i vocaboli dei testi letterari nuovi, i nomi di re, imperatori e consoli; mesi e giorni; nomi geografici e topografici; religione; amministrazione civile e militare; pesi, misure, monete; tasse; nomi di persona; indice generale dei vocaboli.

I testi letterari sono rappresentati da frammenti dell'Ecclesiaste (VI,

3-5, 8-11), dell'Iliade, del Telefo di Euripide, di Demostene, Libanio etc. I documenti, tolemaici sempre in lingua greca, contengono lettere di interesse religioso diplomatico, militare, giuridico, amministrativo ed economico; quelli romani e bizantini si distinguono in documenti pubblici e dichiarazioni alle autorità (denunce di morte, di proprietà, sopralluoghi, censimenti, petizioni), contratti (di artisti, di servizio, di fornitura, di divisione di proprietà, di locazione, di mutuo), ricevute, conti, inventari (e, tra essi, la ricevuta per la consegna di sessanta artabe di grano rilasciata da Aurelios Posidonios magistrato di Alessandria, per mezzo del proprio agente ad alcuni contadini, quella rilasciata da Aurelios Paulos contadino dei fondi imperiali ad un *politeuomenos* di Ossirinco per un argano, con dichiarazione di essere pronto ad assolvere i propri obblighi relativi alla irrigazione, documenti contabili su rendite di terreni, conti dell'annona etc.) e infine alcune lettere.

Il rigore scientifico della pubblicazione è evidente. Per quanto riguarda la nostra disciplina ci ralleghiamo per i dati che la riguardano, solo rammaricandoci di non essere in grado di poterla illustrare con la dovuta competenza.

g. l. m. z.

« *Studi Albanesi* » pubblicati dall'Istituto di Studi Albanesi dell'Università di Roma sotto la direzione del prof. Ernesto Koliqi, *Tradizioni popolari degli Albanesi d'Italia*, vol. I, *Novellistica italo-albanese* testi orali raccolti dal prof. Luca Perrone, Firenze, Leo S. Olschki Editore MCMLXVII, pp. 602, s.i.p.

Quanti conoscono l'importanza, e direi anche la reciproca complementarietà degli studi etnografici e di quelli storico-agrari, comprenderanno l'interesse che abbiamo nel presentare il primo volume, cui altri seguiranno, degli « *Studi Albanesi* ». Questo libro nasce dalla feconda collaborazione tra la scienza e la viva tradizione popolare: i racconti riflettono lo spirito di uomini dediti in massima parte alla agricoltura ed alla pastorizia, e le loro osservazioni sono rivolte, non soltanto all'uomo, ma anche alla terra ed agli animali. Così il primo racconto parla dell'incontro tra la volpe e l'allodola « in un campo di stoppie », e tratta, nel discorso tra i due animali, della semina, della mietitura e della trebbiatura del grano. In un'altra novella si parla dell'uomo che rubava i cavoli nell'orto dell'orco, in un'altra ancora del mietitore italiano e del mietitore albanese (pp. 268-270). Il primo vantava la sua grande abilità, « dicendo che in quel paese non c'era nessuno che lo superasse nel mietere »; allora gli albanesi si misero d'accordo e trovarono in paese un giovane forte, capace di superare il mietitore italiano. Portatisi al campo, « la mattina, nella fila, mentre stavano indossando il grembiule e infilando i ditali, il giovane albanese indossò il grembiule con la testa all'in giù e mise i ditali alla rovescia »; poi prese la falce, non per il manico, ma per la punta, e così via, sempre rimbrottato dall'italiano. Al pranzo l'albanese superava tutti per voracità, e, ripreso il lavoro « con una sola

falciata faceva mezzo covone e lo buttava in faccia all'italiano» e così via. «Quando il mietitore italiano — conclude la novella — si accorse che l'albanese sapeva veramente mietere e che lo stava addirittura coprendo di mezzi covoni, prese la falce, se la mise sulla spalla e se ne andò. E a mietere in quel paese albanese non tornò mai più».

Numerose sono le novelle di ambiente rurale e le osservazioni tratte dal mondo dei campi abbondano. Per ora basta avervi accennato, per giustificare il nostro interesse per questa iniziativa che merita essa pure d'essere illustrata.

L'Istituto di Studi Albanesi della Università di Roma ha promosso una sistematica raccolta delle tradizioni popolari di quelle comunità trasferitesi da cinque secoli in Italia e che conservarono e conservano mirabilmente lingua e tradizioni. Analoghe ricerche erano state compiute da Ramon Menendez Pidal, uno dei maggiori filologi romanzi moderni, per lo studio dei «romances» conservati da gruppi etnici spagnoli emigrati in Africa di cui si è potuta riconoscere la forma arcaica.

Questo importante precedente viene sottolineato da Paolo Toschi, autorevole studioso di queste discipline, nella sua prefazione.

Per due ragioni, secondo il Toschi, questa pubblicazione «è destinata a raggiungere una delle più alte cime che siano toccate finora dagli studi demologici» in Italia. E cioè, innanzitutto per il duplice interesse glottologico ed etnografico di un'opera che analizza e documenta i complessi problemi presentati dal trasferimento e della relativa ambientazione di un importante gruppo etnico (albanese) in un area (italiana) tanto diversa. In secondo luogo si nota il valore della rigorosa ed aggiornata metodologia applicata dai ricercatori dell'Istituto, di cui è direttore Ernesto Koliqi.

I testi, raccolti da L. Perrone, sono stati classificati da Angelo Fabi, altro nome noto ai cultori della etnologia per studi e ricerche assai pregevoli soprattutto per le tradizioni popolari romagnole. L'area della presente ricerca è estesa ad una ottantina di centri che ospitano oltre duecentomila Albanesi e che sono dislocati dall'Abbruzzo lungo il Molise, la Puglia, la Basilicata, la Calabria, fino alla Sicilia. Oltre la metà di quelle comunità (una cinquantina) conservano da secoli con la lingua originaria usi e costumi tradizionali, mentre quelle ormai italianizzate non hanno perduto il ricordo della propria origine, ed anzi, nella pronuncia e nella fraseologia ne serbano chiarissime tracce.

Anche in passato si erano fatte delle raccolte di testi italo-albanesi, ma si ebbe maggior cura per la prosa e la poesia popolare che non per la lettura orale, che ormai va scomparendo, o, comunque, perdendo la fisionomia originaria. Non staremo a ripetere quanto il Koliqi ha scritto nella sua introduzione, nel suo genere, un saggio acuto ed esauriente, aggiornato e capace effettivamente di dare l'idea non soltanto della narrativa in oggetto, ma anche della storia di quelle comunità. Nota lo stesso autorevole studioso che «evidentemente un certo divario esiste fra il patrimonio novellistico degli Albanesi d'Italia e quello attuale della loro patria d'origine. Cinque secoli di distacco — egli prosegue —

sono molti ed è stata grande la diversità del destino storico». Gli Albanesi di Albania, entrati a far parte dell'Impero Ottomano, ne subirono gli influssi anche in questo senso: e così, mentre quelli d'Italia, assunsero nell'elemento fantastico dei loro racconti elementi tratti dalla religione cristiana e dalle tradizioni locali, gli altri arricchirono la propria narrativa con quelli islamici. Soltanto nelle montagne di Albania affiorano elementi mitologici di remota origine ario-europea.

In questo volume sono riprodotti col testo a fronte racconti di animali, fiabe propriamente dette, facezie, aneddoti e filastrocche dei diversi paesi in cui fu compiuta la rilevazione. Si tratta di un complesso di 179 documenti, per ciascuno dei quali sono indicati il nome del narratore e la data della narrazione; vi è poi l'elenco dei tipi narrativi secondo la classificazione di Aarne-Thompson compresi nei racconti.

Il volume apre degnamente una collana di « Studi Albanesi » che proseguirà con altre pubblicazioni di interesse linguistico, letterario, folkloristico ed etnologico. La prima sezione (Studi e Testi) raccoglierà opere inedite e rare, e si annuncia prossima la pubblicazione d'un volume del Prof. P. Giuseppe Valentini della Università di Palermo sulle tradizioni giuridiche delle montagne albanesi. La seconda sezione (« *Corpus* delle tradizioni popolari degli Albanesi d'Italia », cui appartiene il volume ora recensito) proseguirà questa importante raccolta. Essa è ormai chiaramente delineata per impegno scientifico e per validità letteraria e siamo certi che non mancherà di interessare, oltre agli specialisti di questi studi, quanti ricercano « schiette manifestazioni letterarie sgorgate da profondi strati di *humus* autoctono ». Anche ad essi, infatti, sono dedicate queste pubblicazioni.

g. l. m. z.

M. FANTI, *Ville, castelli e chiese bolognesi, da un libro di disegni del Cinquecento*, prefazione del prof. Stefano Bottari dell'Università di Bologna, Bologna, Aldo Forni editore, 1967, in folio, pp. 94, 292 ill.

Siamo di fronte, e lo diciamo subito, ad un'opera di estremo interesse non soltanto per noi bolognesi che rivediamo le case dei nostri maggiori e le loro terre, che ritroviamo lo spirito di una civiltà scomparsa e di memorie famigliari, ma per gli studiosi, nonché della nostra, di molte altre discipline. Il letterato troverà il castello degli Hercolani cantato dal Varchi o la scomparsa villa del conte Bartolomeo Zani a San Rufillo così descritta dal Doni: « lontana tre miglia dalla città sopra una bellissima collina dalla sua diligenza, industria e ingegno fatta miracolosa; perché per forza di picconi, di scarpelli et con grossi muri, spesse siepi, posticci monticelli, artificiate strade et fabbriche ben intense ha fatto un terrestre paradiso ». L'artista troverà una singolare pinacoteca di « paesaggi », ma anche lo storico della agricoltura potrà essere aiutato a ritrovare il paesaggio agrario bolognese sul finire del Cinquecento, grazie alla intelligenza dello sconosciuto pittore ed a certe note interessantissime dell'Editore che corredano questa pubblicazione, densa di edifici signorili, di cui principeschi

taluni, di edifici rurali, giardini e campagne, torri e colombaie, panorami e profili di montagne e di colline, di rapide didascalie e annotazioni geografiche, così nel testo del codice Gozzadini, come, con maggiore ampiezza, nell'apparato critico e nella illustrazione del Fanti. E va da sé che una simile pubblicazione sia stimolante per nuovi studi, per ricerche monografiche, alle quali, ogni schizzo, può dare spunto.

Un lungo discorso di carattere generale ci permetterà di fare un successivo ritorno, nel campo di questa recensione, su specifici interessi di carattere storico e sociologico-agrari. Abbia dunque il cortese lettore la pazienza di seguirci.

Anche di Bologna, del suo Appennino e della sua campagna che si estende nella sottostante pianura, « perì gran parte », non soltanto a causa di guerre (e l'ultima inferì crudamente sugli uomini e sulle cose), ma anche per l'incuria delle persone, per calamità naturali, come i terremoti, e per gli incendi. Ma qualcosa, anzi molto, rimane. Si tratta allora di conoscere quel che è rimasto, di valorizzarlo e di salvarlo. La sezione bolognese di « Italia Nostra » sta predisponendo un censimento delle ville bolognesi, non per sole ragioni di studio, ma secondo un piano di tutela e di valorizzazione di tali monumenti, e di sensibilizzazione, d'altro lato, della opinione pubblica.

« Italia Nostra », insieme agli Istituti di Storia dell'Arte e di Urbanistica della Università di Bologna, sta preparando un'ampia illustrazione delle ville e dei castelli della provincia, e ben presto, speriamo, sarà loro dedicata una Mostra. Intanto si compiono studi preparatori, o meglio si continuano quelle ricerche storico-documentarie che da oltre un secolo sono iniziate, ma che solo ora vengono comprese in una visione unitaria che abbraccia tutto il paese. Si ricordano gli scritti di Guido Zucchini, di Umberto Beseghi, di Luigi Fantini, per citare i più recenti; ed ora grazie al libro in esame, di Mario Fanti. Già le sole illustrazioni, integralmente riprodotte nella edizione fotostatica del Manoscritto Gozzadini 171 (Biblioteca dell'Archiginnasio) costituiscono un « monumento ». Sono quasi trecento (per la precisione 292), sono schizzi che rivelano una buona mano di artista che ha colto dal vero chiese, ville, castelli e borghi, con giardini e campagne, come apparivano nell'anno 1578.

Mario Fanti vi ha premesso una puntuale introduzione, descrivendo il codice, tracciandone la storia e, con essa, appronta i problemi dell'ambiente, attingendo a fonti, anche letterarie, non sempre editate e note. Su molte questioni, l'A. ha detto tutto quanto allo stato attuale degli studi poteva essere conosciuto, ma vi ha aggiunto un notevole contributo personale ampliando l'indagine e presentando un quadro storico e sociale della intera vicenda di quei complessi monumentali.

E' ben raro trovare associati un simile impegno di erudizione, nel senso più squisito del termine, con una vivace esposizione delle ricerche compiute e con una acuta penetrazione nei motivi di ieri e di oggi. Perciò dobbiamo lodare, con l'Autore, l'opera che egli ha pubblicato: « Studiare un castello o una villa, nella connessione con il sito in cui è sorto — scriveva nella sua forse ultima dotta fatica il prof. Stefano

Bottari nella presentazione del libro — con la sistemazione della campagna o del parco che li circonda, con gli edifici che li completano, studiarli nelle loro stesse intime strutture e con le opere d'arte o i mobili che ne formano l'arredo, è impresa quanto mai stimolante e istruttiva; e significa pure liberare tante opere d'arte dalla loro solitudine e ricreare per esse una pregnante condizione di vita ».

Inizia intanto, per il lettore di queste singolarissime pagine, un viaggio nel passato, o, per usare le più efficaci parole di Mario Fanti: « Il vedere così raffigurato l'aspetto antico di luoghi ed edifici, specie per chi ha familiarità con essi, rappresenta un'esperienza inconsueta, ricca di scoperte e di sorprese graditissime; quasi che, per un'impossibile cinematografia del passato, ci venisse proiettato dinanzi agli occhi un documentario girato quattro secoli addietro, con tutta la carica di suggestione e di poesia che le immagini di tempi lontani comportano ».

Sul finire del cinquecento molte cose erano scomparse. Il Comune guelfo di Bologna dall'undicesimo al decimoquarto secolo aveva condotto una lotta serrata contro i nobili ed i magnati ghibellini, feudatari della montagna, detti con linguaggio espressivo dagli Statuti, « *lupi rapaces* ». Di molti castelli, distrutti in quelle guerre, rimane soltanto il ricordo che il Palmieri nel suo classico volume sulla montagna bolognese, ha conservato ed illustrato.

Altri castelli, come Monteveglio, rimasero quali baluardi del sistema difensivo del Comune, altri (Bazzano, Seravalle) vennero ricostruiti dai Bolognesi, altri infine furono edificati dalle fondamenta, come è il caso di Castel San Pietro, di Cento, di Crevalcore, di Crespellano, che sono tra i principali castelli della pianura. Con la metà del Quattrocento, sorgono nuovi castelli: pacificate le terre, in clima rinascimentale, i castelli diventano luoghi di caccia e di svago, come il castello di Polesano, il Bentivoglio per antonomasia, o la bentivolesca « Giovannina » presso Cento, la Palata Pepoli, il castello dei Rossi a Pontecchio (quest'ultimo è il solo che non sorgesse in pianura). Accadde anche a Bologna il fenomeno del ritorno alla terra dei mercanti e banchieri, degli uomini d'arme e di studio, che acquistano grandi tenute investendovi cospicui capitali. Un sondaggio del Fanti nell'archivio Leoni (incorporato in quello dei Malvezzi Campeggi) ha portato ad interessanti rilievi. Dopo il 1570, le famiglie Leoni, Zambeccari, Pepoli e Garzoni costituiscono una società per lo sfruttamento trentennale di valli, prati e terreni della Comunità di San Giovanni in Persiceto; i pascoli vallivi della Marsilia (Villa Fontana, Ganzanico e Medicina) sono liberati dalle inondazioni e ridotti a miglior coltura per opera di una società che faceva capo a Pirro Malvezzi (combattente a Lepanto e governatore di Avignone), ai Dattari ed ai Leoni.

In un secolo il movimento si accentua; l'agricoltura, fortemente progredita, esige l'insediamento rurale e Leandro Alberti, nel 1541, affermava che nel territorio bolognese, « in ogni possessione e poderi de gentil'huomini si veggono habitationi sì per il commodo d'essi cittadini come de' contadini, cosa certamente in pochi luoghi usata ».

I nobili ed i ricchi, prosegue l'Alberti nella prima decade delle *Historie di Bologna*, « con la maggior parte delle entrate delle loro possessioni civilmente vivono e quelle liberamente ispendono così per loro vivere come de servitori. E tanto liberalmente e splendidamente le espendono, che paiono, non dico gentil'huomini privati, ma anzi signori de castelli et de città come solea dire Giovan Maria de Monte Arcivescovo di Siponte, hora Reverendissimo Cardinale della Chiesa Romana, huomo non manco prode che litttrato ».

Ci sembra particolarmente originale ed acuta l'osservazione del Fanti sulla influenza esercitata dal Crescenzo (« *Ruralium commodorum* ») sulla configurazione della villa bolognese (complesso della casa padronale e degli edifici rustici raccolti in un'ampia corte). Inoltre, prosegue il Fanti, « La corrispondenza degl'insegnamenti del nostro massimo georgico con la fisionomia tradizionale dell'antica villa bolognese non si riscontra soltanto per quel che riguarda le opere di difesa rese indispensabili da condizioni di insicurezza che si protrassero per secoli nelle nostre campagne: la disposizione interna della corte coi fabbricati rustici e padronali, i ricoveri per gli animali d'ogni specie, l'orto, il giardino, i granai e i magazzini molto spesso risentirono dei precetti crescenziani; persino il caratteristico ingresso del tipico podere bolognese, costituito da un tetto sostenuto da pilastri a protezione dei « rastelli » o « portoni », è descritto e raccomandato « da Pier de Crescenzi, non diversamente che la consuetudine, che ormai si va perdendo, di piantare ai lati di ogni ingresso secondario, sia della corte del podere, due alti pioppi (od altri alberi) ».

L'A. non trascura di esaminare le caratteristiche urbanistiche dei centri feudali, come Selva e Castel Guelfo dei Malvezzi e Minerbio degli Isolani (si ricordi la famosa colombaia del Vignola). Oltre al castello signorile, alla chiesa, all'ospedale, alle abitazioni, si trovano, sotto i portici, le botteghe degli artigiani, che guardano sulla piazza adatta a tenervi fiere e mercati. La illustrazione scientifica delle ville e dei castelli bolognesi raggiunge poi le dimore cinquecentesche sulle quali si è fermato il disegno dello sconosciuto artista per scopi non meno sconosciuti. A questo punto va detto che il Fanti ha notevolmente contribuito, sfatando supposizioni di vari autori circa l'origine e la destinazione del documento che ora pubblica, a tracciarne la storia e ci auguriamo che il benemerito studioso possa ben presto integrare la sua ricerca con fortunati rinvenimenti archivistici. Tutte le premesse, infatti, ci sono.

g. l. m. z.

F. RODOLICO, *Naturalisti esploratori dell'Ottocento italiano, antologia scientifica e letteraria*, Firenze, Felice Le Monnier, 1967, pp. 370, con 1 carta geografica e 16 tavv. f.t., lire 6.000.

Anche di agricoltura si interessarono i nostri esploratori. I loro testi, che senza averne pretesa, spesso raggiungono dignità letteraria,

anche se non sempre scientifica, hanno parecchie attinenze con la nostra disciplina. Fossero essi dei curiosi descrittori, avessero invece intenti scientifici, è un fatto che, quasi tutti, si indugiano a descrivere non soltanto i prodotti del suolo, ma anche la coltura di esso. Le belle pagine raccolte con sapienza da Francesco Rodolico possono indicare uno specifico settore di ricerca, e la ricca bibliografia del volume senza dubbio può facilitare la composizione di un'opera nella angolazione della nostra disciplina.

Certamente bisognerà fare i conti con altri testi, a cominciare dalla ricchissima letteratura missionaria che, sparsa in una miriade di pubblicazioni anche occasionali, ma soprattutto periodiche, meriterebbe d'essere tesaurizzata in un simile lavoro.

Di quest'opera del Rodolico, degnamente affiancata a « La Toscana descritta dai naturalisti del Settecento » (1945), Emilio Cecchi scriveva: « Questa antologia scientifica e letteraria ci riporta alla tanto vicina e tanto lontana età eroica dell'esplorazione naturalistica, della Terra, venendo incontro altresì al desiderio di riconquistare anche a frammenti, la nostra grande letteratura di verità e d'esperienza ».

E veniamo intanto ai testi che, preceduti da una opportuna introduzione bio-bibliografica, sono resi non soltanto intellegibili, ma proficui, dall'editore.

Tra Orazio Antinori (1811-1882) ed Elio Modigliani (1860-1932), il primo e l'ultimo, in ordine di età dei naturalisti esploratori dell'Ottocento italiano, ce ne sono almeno diciotto che scrissero intorno ai loro viaggi ed alle loro ricerche, gli uni, in funzione delle altre. Venti esploratori che mettevano innanzi a tutto interessi scientifici superando incredibili difficoltà, allineandosi ben presto, loro gli ultimi venuti, ai veterani di altre nazioni. Lo scrisse, reduce dalla spedizione Nordenskiöld nei mari boreali, Giacomo Bove, dopo aver visto esploratori di molti paesi al lavoro, nel 1883. A favore degli italiani egli notava due caratteristiche: « lo spirito d'osservazione e, lontani dal paese natio, un potente affetto per la patria ».

Le scienze naturali avevano già fatto muovere, attraverso l'Europa, gli studiosi del secolo XVIII, nel XIX gli orizzonti si allargano, zoologi, botanici, geologi, lasciano le cattedre universitarie e prendono la via del mare. Ritornano, diffondono la loro passione, divulgano i risultati delle loro scoperte. Molti scompaiono presto, l'ultimo a morire è Leopoldo Traversi, nel 1949.

Questi naturalisti-esploratori sono ben diversi l'uno dall'altro, ed ecco la efficace premessa dell'editore: « Se per naturalista s'intende l'appassionato cultore dei fenomeni naturali (biologi o geologici che siano), naturalisti furono tutti a pieno diritto. Converrà tuttavia distinguere due ali estreme: gli studiosi da un lato, i curiosi della natura dall'altro ». Soprattutto dei primi tratta questa antologia, ovviamente, dati gli intenti scientifici del Rodolico. Non è facile scegliere, per una rapida recensione, le pagine più significative tra quelle raccolte. Bisognerebbe leggerle tutte, che è quanto dire, leggere il libro appassionante che ora si segnala.

Ricorderemo, tra quelle dell'Antinori, alcune sue note sulla tribù dei Giur abitanti dell'alto bacino del Nilo: «La caccia e la pesca procura loro il cibo animale, mentre al vegetale sopperiscono coltivando il *durah* (*Holeus dura*), l'*Arachis hypogaea*, il *Pennisetum spicatum*, il *Pennisetum distichum*, e qualche leguminacea. La canna piena, specie di canna da zucchero, che spesso si vede biasciare dai ragazzi, vien procurata loro dai vicini Dor, dai quali ritraggono anche qualche frutto di *Borassus Aethiopum*. La coltivazione è ristretta molto, e si fa gettando il seme sopra grandi letti di cenere, formati dagli incendi dei fieni o degli sterpi, che ingombrano le foreste. Quest'arte è del tutto primitiva tra loro; si aspetta l'aprile, epoca delle prime piogge, per spargere il seme, il quale si copre o coi piedi o con un piccolo strumento che ha la forma di una paletta rotonda a corto manico, chiamata *maniot* ».

Il marchese Antinori, nella sua spedizione scientifica insieme al Beccari, si era innanzitutto proposto di visitare la colonia agricola fondata dal Padre Giovanni Stella nel 1866 nello Sciotel. Con accurate parole, nella relazione che ne fece sul « Bollettino della Società Geografica Italiana », XXI, 1887, p. 672, egli descrive il pieno disfacimento di quel nobile tentativo compiuto dal missionario per favorire il lavoro degli indigeni e dei suoi connazionali: «E' veramente da rimpiangere — si legge — che tante e tante promettitrici speranze, tanta pertinacia di propositi nello Stella, tanto amore dell'umanità, ed i vantaggi che poteva da quest'impresa ripromettersi l'Italia, ...sia andato miseramente perduto ». E se la prendeva con il governo che tuttavia non cessava di raccomandare ai viaggiatori la ricerca di possibili sbocchi alla emigrazione.

Di Filippo De Filippi, morto nel 1867 (un centenario, dunque, da ricordare) si riportano, tra gli altri testi, queste parole dirette a Michele Lessona: «Ho lasciato il Giappone a malincuore. Quello è il più bel paese della terra! Non si può vedere nulla di più ameno, di più capriccioso, di più pittoresco. E' un continuo giardino con una vegetazione splendida ed originale: e valli, e colline, e montagne, tutto è verde a macchie, a foreste di conifere, di camelie, di bambù ». Furono tra le sue ultime descrizioni.

Filippo Parlatore (botanico) descriveva montagne e ghiacciai; Pellegrino Strobel ha un prezioso diario sulle Ande; di Felice Giordano, ancora montagne; di Giovanni Capellini escursioni nell'America del Nord. E poi le pagine di Alessandro Herzen, alla ricerca della « *Alca impennis* », quelle di Luigi Maria D'Albertis sugli uccelli della Nuova Guinea, di Arturo Issel sulla fauna tropicale del Mar Rosso, sulle acque della Tunisia, sull'altipiano eritreo. L'arcipelago del Capo Verde, la Pampa argentina, la Sierra de Cordoba, la Terra del Fuoco appaiono nelle pagine di Domenico Lovisato; Odoardo Beccari parla del Borneo; Enrico Hillyer Giglioli della Malesia, del Giappone, dello Stretto di Magellano e della foresta australiana; Stefano Sommier della « tundra » siberiana, della steppa dei Kirghisi e del Capo Nord; Leonardo Fea del Capo Verde e della Birmania; Luigi Robecchi Bricchetti del deserto libico e di alcune oasi, tra cui quella di Siuwah, dove « l'acqua dolce sgorga in

molti luoghi vicino alla salmastra, e sembra che le due cose contribuiscano maggiormente alla vegetazione, poiché — egli prosegue — io non vidi in nessun'altra parte d'Egitto terra più fertile, dove le palme, gli olivi, i melograni siano così straordinariamente carichi de' più bei frutti (...) le terre danno perfino tre e quattro mesi all'anno».

Di Vincenzo Ragazzi un'escursione al vulcano Dofane (Etiopia), di Leopoldo Traversi descrizioni della Dancalia e del Gimma, di Emilio Cortese, figlio d'una emigrata veneta ricordata nel capitolo IX di «Piccolo mondo antico», la foresta malgascia ed i cocodrilli del Madagascar, di Giacomo Savorgnan di Brazza le pagine sul Congo, di Elio Modigliani quelle sulla Malesia.

g. l. m. z.

N. VIANELLO, *La Tipografia di Alvisopoli e gli annali delle sue pubblicazioni*, «Biblioteca di Bibliografia Italiana» (supplementi a «La Bibliofilia» diretta da Roberto Ridolfi) XLVIII, Firenze, Leo S. Olshki Editore MCMLXVII, pp. VIII-250, con 22 ill. f.t. in 18 tavv., lire 6.000.

Per due ragioni soprattutto (a prescindere dal valore intrinseco di questo accuratissimo saggio storico-bibliografico) vogliamo occuparci del volume: per l'ambiente agricolo e di bonifica in cui sorse, con Alvisopoli, la celebre tipografia friulana, e per l'interesse che essa ebbe sempre per l'agricoltura, come le sue edizioni dimostrano. Naturalmente non vogliamo restringere il valore della ricerca ai limiti di una disciplina, sia pure della nostra che tanta parte vi ha, ma è altrettanto naturale che in questa sede si sottolinei questo aspetto del libro e lo si consigli a quanti si occupano della storia agraria dell'Ottocento.

Due parole intanto sul Nobile Uomo Alvis Mocenigo proprietario di un vasto comprensorio di terre già in possesso della sua famiglia sin dal tempo della guerra di Candia. Il Vianello segnala la presenza di documenti, anche a ciò relativi, nell'archivio gentilizio, ora depositato in quello di Stato di Venezia ed in fase di riordinamento. Il patrimonio terriero e mobiliare dei Mocenigo, si avverte, era forse il maggiore per importanza, dopo quelli del Manin e dei Papadopoli negli ultimi tempi di Venezia.

Alvis Mocenigo, al quale risale l'origine di Alvisopoli, è una delle figure più interessanti e più attive degli ultimi anni della Serenissima e, poi, del Regno Italico. Nato il 10 aprile 1760 percorse rapidamente le tappe della carriera politica riservata ai patrizi; Savio alle Acque nel 1786, Savio di Terraferma nel 1793, Rettore di Verona e Luogotenente di Udine nei due anni successivi, ebbe parte nelle trattative con Napoleone a Gradisca, a Palmanova (1797) e a Milano (1798). Fu prefetto dell'Agogna (Novara) e Senatore dal 1811 alla morte (24 dicembre 1815).

Pur tra queste incombenze, il Mocenigo trovava tempo per coltivare amicizie nobilissime, come quella con Antonio Canova e per dedicarsi

al suo vasto patrimonio terriero intorno a Portogruaro, nella campagna poi cara al Nievo che vi ambientò le « Confessioni ». Vaste risaie, reti di canali, opere di bonifica, tradizionali anch'esse nella sua casa, caratterizzavano quella vasta proprietà riorganizzata modernamente dal Mocenigo e nella quale fiorivano gli studi agrari che, ripresi dal nipote Alvisè, ritroveremo all'origine della Associazione Agraria Friulana (1842).

« Nell'anno 1800 — scrive ancora il Vianello — al centro delle sue possessioni, egli fonda una nuova città che, secondo l'antico costume della Grecia e di Roma, assume dal suo il nome di Alvisopoli ». L'ideale, più da « principe » che da « cittadino », come opportunamente si osserva, si radica nella personalità del Mocenigo: « l'uomo che più forse d'ogni altro si sentiva partecipe dell'ultima eredità di Venezia, si sapeva dotato dalla fortuna di un ingentissimo patrimonio, e, seguendo una secolare tradizione della famiglia, si vedeva ed era attivamente inserito nella vita culturale italiana di questo periodo ».

La sua *polis*, al centro dei terreni bonificati dalla malaria, con grande soddisfazione del Buonaparte che meditava di conferire al Nobile Uomo il titolo di « Duca d'Alvisopoli », una volta abbandonato il primitivo dispendiosissimo progetto, divenne centro di attività agricole e, poi, industriali ed intellettuali. Per questo si chiama il Bettoni, già noto al Mocenigo, e gli si affida una languente stamperia locale.

Il primo lavoro della nuova gestione, è un « Inno alla pace », componimento encomiastico del conte Giovanni Paradisi che, insieme al « Vaticinio » di Cesare Arici ed alla « Jerogamia di Creta » di Vincenzo Monti, faceva parte di un trittico — « Omaggio delle tre tipografie di Nicolò Bettoni », Brescia 24 aprile 1810 — di carmi stampati, come avverte l'editore, nelle sue « tre tipografie del Tagliamento, del Brenta e del Mella... a formare di tre un solo lavoro con non usato tipografico ardimento ». Il tutto per le nozze di Napoleone con Maria Luigia. L'impresa della tipografia di Alvisopoli è un'ape, con doppia ala e corpo appuntito e stilizzato, dalla cui bocca esce un cartiglio con il motto « *utiles dulci* ». L'emblema non fu caratteristico soltanto dell'adulato imperatore, ma anche della ditta Bettoni. Nel 1819 Niccolò fonderà il giornale « L'ape italiana » (dal 1825 « Nuova ape italiana »), dal cui simbolo egli aveva sperato potenza e gloria.

Quando nel 1810, in seguito alla perdita delle Antille fecondissime di canna da zucchero, il governo spingeva i proprietari agricoli a ricerche e studi sulla estrazione dello zucchero dalle uve e da altri prodotti indigeni (da questo periodo si afferma l'estrazione dalla *barbabetola*) il Mocenigo non soltanto organizzò su scala industriale allevamenti di api in Alvisopoli, con trecento arnie, ma fece ripubblicare la « Coltivazione delle api » del P. Carlo Amoretti OESA, e l'anno successivo fece gemere i torchi per la rinnovata « Coltivazione delle api pel Regno d'Italia », e per « Le api panacridi in Alvisopoli » col sottotitolo « prosopea del cavaliere Vincenzo Monti ».

Quest'ultima opera fu stampata da Girolamo Zambaldi, succeduto a Niccolò e Giovanni Bettoni e, dopo alcune vicende, a Bartolomeo

Gamba, ben noto anche come riorganizzatore della grande industria bassanese dei Remondini ed animatore, sino alla sua morte che ne segnò il declino (3 maggio 1841), della stamperia di Alvisopoli. In essa, dopo la Restaurazione, come scrive il Vianello, «confluiva la lezione dei Remondini, ma c'era, in più, una consapevolezza culturale che i grandi tipografi bassanesi non avevano conosciuto mai: essa sarebbe stata la stamperia della Restaurazione, sgombra di ogni indulgenza per i nuovi fermenti di vita e di pensiero che anche nel Veneto cominciavano a farsi sentire con sempre maggiore insistenza».

Per quanto riguarda la storia dell'agricoltura, gli «Annali» della Tipografia di Alvisopoli presentano altre preziose edizioni, tra cui principalmente le opere di Don Lorenzo Crico, parroco di Fossalunga, come i tre volumi (1817, 1818) de «Il contadino istruito dal suo parroco - dialoghi», la «Istruzione di agricoltura per i contadini» (1820), i «Doveri del contadino, lettere di un possidente al suo colono» (1822), la «Agenzia di campagna, lettere di un possidente al suo fattore» (1825) a lui attribuita dal Vianello e vari «dialoghi rusticali».

La tipografia stampò, in 160 esemplari distribuiti gratis, la «esor-tazione» del dott. Filippo Salomoni, «Sulla necessità di promuovere nella provincia veronese l'ingrossamento degli animali bovini», letta nell'Accademia d'Agricoltura (27 marzo 1824) ed alcuni componimenti georgici tratti da codici antichi o da precedenti edizioni.

Dei 743 titoli raccolti negli «Annali», solo meno di una decina sono dei Bettoni e dello Zambaldi, il resto è tutto di casa Gamba, cui collaborarono l'abate Gianantonio Moschini, Leopoldo Cicognara e molti eruditi veneziani, soprattutto nelle edizioni di testi letterari inediti per nozze. Non si dimentichino però i classici latini ed italiani, opere di moderni, opere e studi canoviani, libri religiosi, opere erudite e di informazione, periodici... Il tutto è registrato con esattezza in questo libro che riteniamo indispensabile allo studioso della storia e della cultura della prima età dell'Ottocento italiano.

g. l. m. z.

M. LECLOTTE, *Primitivi francesi*, Milano, Silvana Editoriale d'Arte, 1966, pp. 52, 46 tavv. in nero, 40 tavv. a colori, s.i.p.

La scoperta — ché di ciò si tratta veramente — dei Primitivi francesi è, si può dire, di ieri. All'inizio del nostro secolo infatti, una grande esposizione parigina al Pavillon de Marsan rivelava, più che al pubblico, alla critica, tutto un mondo ancora sconosciuto. Ne vennero polemiche forse eccessive, ma da allora i pittori del sec. XIV furono acquisiti alla cultura, e si ritrovò, nella evoluzione della pittura francese, un elemento di rottura: l'apparizione della pittura da cavalletto durante il XIV secolo — nota il Leclotte — è caratterizzata dal fatto, «che i pittori smettono di considerare le loro composizioni esclusivamente in funzione di un muro o di una pagina di un libro, ma tentano anche di

ricreare, utilizzando dei pannelli indipendenti, un frammento della realtà e di fare un quadro o uno specchio della natura». Questa rivoluzione estetica si ripercuote non soltanto sulla pittura murale, ma anche sulla miniatura e sulle vetrate.

Le opere più significative dei Primitivi francesi, a partire dal ritratto di Jean Le Bon (circa 1355), sono analizzate nell'ampia introduzione e riprodotte in splendide tavole che accrescono il pregio di questa bella edizione.

Seguendo la linea che era stata tracciata da Pucelle, dai pittori di Avignone e dai grandi Lombardi dell'ultimo Trecento «interessati alla natura, essi descrivono nel famoso *Calendario*, ma anche in altre pagine delle loro opere, i campi e le foreste, gli animali e le piante, il lavoro e il piacere, sensibili allo spazio, alla luce, al tempo che passa, preoccupati di stilizzare il gesto esatto del lavoratore, di osservare quello che la natura ha di duraturo, ma anche quello che essa ha di accidentale» (p. 19). Si noti l'importanza che, anche per la nostra disciplina, hanno queste fonti artistiche, soprattutto per la storia del paesaggio e per quella della vita rurale in genere, a complemento di altre fonti.

g. l. m. z.

G. DI CAPORIACCO, 1866 - *La liberazione del Friuli*, Roma, Edizioni Mundus (via Salaria 72), 1966, pp. 296, lire 2.200.

Dai rilievi del Ciconi si desume il seguente panorama della industria agraria ostacolata dal rapporto tra la vastità della superficie e la scarsità della popolazione, dalla mancanza di strade e di grossi centri che agevolassero il trasporto e lo smercio dei prodotti. Si rilevano tuttavia i progressi compiuti nel sec. XIX (prati artificiali, gelsicoltura, educazione e progresso agricoli promossi dalla Associazione Agraria Friulana etc.). Nel 1862 si produssero (in ettolitri): frumento 213.052, granoturco 664.743; riso 9.016; vino 14.259 (p. 46). Nel 1857 si avevano i seguenti capi di bestiame: cavalli 8.172; muli e asini 8.404; bovini 149.913; pecore 74.604; capre 30.604; suini 51.786. Quanto ai cavalli di razza friulana, si nota «essi vanno rinomati per lunga lena; le loro forme quadrate e insieme snelle contribuiscono a renderli adatti al corso tirando sediuole e carrettelle. Infatti nei palj d'Udine, Padova ed altre città sovente primeggiano». (p. 47). La popolazione dell'intera provincia (31 ottobre 1862) era di abitanti 454.952 (p. 24). Nelle pp. 24-33 sono riportati per comune e per distretto i dati analitici, oltre che della popolazione, delle case, delle ditte censite, della superficie in pertiche e della rendita in lire austriache.

Il pregio di questo libro, che onestamente cerca di far luce su molteplici episodi e situazioni politiche militari e religiose della Udine di un secolo fa, sta nella diligente indagine, attraverso le fonti, della realtà storica e sociale del Friuli di un secolo fa. La ricca documentazione comprende statistiche sulla produzione agricola, sulla proprietà,

sulla popolazione, sugli ordinamenti, sulla cultura, e pone in luce molte interessanti iniziative in questi campi. Attraverso gli archivi e la stampa, l'A. ha ricostruito un clima ed ha reso un degno omaggio alla sua terra.

g. l. m. z.

Altamura - *Bollettino dell'Archivio Biblioteca Museo Civico*, n. 8, 1966, pp. 248, s.i.p.

Dopo sei anni dalla pubblicazione dell'ultimo numero, questo Bollettino si presenta nuovamente agli studiosi con una serie nutrita di contributi storici archeologici e bibliografici che, pur interessando una particolare zona delle Puglie, non tralasciano d'inserirsi in un quadro inter-regionale più vasto. Infatti, Celio Sabini presentando documenti altamurani del 1960 viene a trattare di uomini e di fatti rilevanti, se non altro, per l'antico Regno delle Due Sicilie. Da maestro, Niccolò Rodolico rivive momenti di vita culturale e civile della città nel tardo Settecento; il compianto Gennaro de Gemmis, nella rassegna bibliografica ricorda la collaborazione di scrittori pugliesi al « *Giornale Letterario di Napoli* »; Pasquale Di Bari pubblica gli elenchi degli affiliati alla « vendita » di Altamura, mentre Raffaele Di Fonzo ricorda il centenario delle scuole secondarie della città pugliese, già sede, tra il 1748 ed il 1811, di una Uniuersità degli Studi. Pregevoli gli studi archeologici di Franco Biancofiore (« *Struttura e materiali dei sepolcri a tumulo dell'Apulia pre-romana* ») e di Tommaso Berloco (« *Reperimenti e scavi archeologici nel territorio di Altamura* »).

In modo particolare, a p. 58, notiamo l'accenno a Giovan Battista Gagliardo fondatore del primo giornale agricolo del Mezzogiorno, « *Il catechismo agrario* », di cui il compianto barone de Gemmis riteneva ispiratore Gian Leonardo Marugi il traduttore del saggio lockiano « *de intellectu humano* », compagno di cella del Gagliardo. E' pure interessante, nell'elenco degli articoli, l'indicazione degli scritti di agricoltura di studiosi pugliesi comparsi nel *Giornale Letterario*, dal saggio « *della cultura degli ulivi* » (1795, di C. Moschettini), alla « *considerazione sul Tavoliere di Puglia* » (1796, Nicola Vivencio e 1797 recensione delle sue opere sull'argomento di Aletofilo), alla « *lettera sul frumento* » (1797 di G.B. Giaquinto), alla « *memoria agraria* » (1798, di Vitangelo Bisceglia diretta anche essa al Cagnazzi).

g. l. m. z.

NOTIZIARIO

Nel V fascicolo (anno LXXIV, settembre ottobre 1966) della « *Rivista Internazionale di Scienze Sociali* », pubblicata a cura della Università Cattolica del Sacro Cuore, sono elencati i titoli delle dissertazioni di laurea e di diploma nelle Facoltà di Economia e Commercio e Scienze Politiche e nella Scuola di Statistica della stessa Università. E' interessante constatare come le tesi vertano di preferenza su argomenti di particolare importanza nella vita economica, politica e sociale non soltanto dell'Italia, ma della Europa e talvolta anche di altri Continenti. Si tratta in genere di ricerche originali, molte delle quali riguardano argomenti inediti o poco studiati. La approvazione, in alcuni casi data con pieni voti, è una garanzia della serietà del lavoro compiuto. Pertanto, augurandoci di poter vedere pubblicate le migliori tra queste dissertazioni, indicheremo quelle di particolare interesse storico per la nostra disciplina.

Nella Facoltà di Scienze Economiche la dott. Amalia Almici di Milano ha discusso la tesi su « *L'organizzazione sindacale dei lavoratori nel pensiero sociale dei cattolici italiani, dagli ultimi decenni del XX secolo alla prima guerra mondiale* », riportando pieni voti legali. La dott. Rachele Pedruzzi è stata approvata nella tesi su « *Le vicende del patrimonio fondiario della provincia milanese dell'Ordine dei Barnabiti nella seconda metà del secolo XVIII* ».

Un gruppo di tesi riguarda Istituti bancari (dott. Alberto Macchi, di Galliate prov. di Novara: « *La Banca Popolare di Novara dalle origini al primo Novecento* », e dott. Laura Carla Maria Orlando: « *Le vicende dell'Istituto Bancario San Paolo di Torino dal 1866 al 1895* »).

In un grosso volume miscellaneo sono state raccolte le pubblicazioni della R. Scuola Superiore di Veterinaria di Svezia con sede a Stoccolma (« *Meddelanden fran Kungl. Veterinaerhoegskolan* », 39, 1964-5), per la maggior parte redatte in lingua inglese. Il rigore scientifico, la ricca tematica, le connessioni con altre discipline e, non ultimo, il valore degli Autori, rappresentano una conferma del livello raggiunto da quegli studi in Isvezia.

RIASSUNTI, RÉSUMÉS, SUMMARIES, ZUSAMMENFASSUNG

J. TOPOLSKI - LES TENDANCES DE L'ÉVOLUTION AGRAIRE DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE AUX XVI-XVIII^e SIÈCLES.

L'autore crede di poter spiegare come il ristagno o il regresso economico della Polonia nel '700 sia dovuto al ritardato sviluppo del capitalismo. La nobiltà, padrona di vastissime estensioni cerealicole e di coltivatori servi, mortificò l'iniziativa economica sia contadina che borghese.

L'A. estime que la stagnation, ou la régression, économique en Pologne au XVIII^e siècle peut être expliquée par le retard du développement du capitalisme. Les nobles, seigneurs d'exploitations céréalières très étendues et de paysans slaves, entravèrent l'initiative économiques de paysans et également des bourgeois.

The author considers that economic slackness or regression in Poland in the XVIII Century may be attributed to the slow development of the capitalism. The nobles, owners of broad lands under cultivation with cereals and of serfs, hampered economic initiative of both farmers and middle classes.

Der Verfasser meint, die wirtschaftliche Stagnation oder den wirtschaftlichen Rückschritt Polens im 18. Jahrhundert mit der verspäteten Ausbildung des Kapitalismus erklären zu können. Der Adel als Besitzer ausgedehnter, von Leibeigenen bewirtschafteten Ländereien mit Getreideanbau bildete ein starkes Hemmnis für den Unternehmungsgeist der Bauernklasse und des Bürgertums.

L. BELLINI - APPUNTI PER LA STORIA DELL'AGRICOLTURA UMBRA NEGLI ULTIMI CENTO ANNI.

L'autore, in uno studio analitico e documentato, offre un saggio del modo col quale dovrebbe trattarsi la storia dell'agricoltura umbra nell'ultimo secolo, ponendo in preminente risalto la necessità di una indagine copiosa e di esattezza statistica, come base di informazione e di interpretazione storica e come luce sulla problematica del tempo attuale.

L'A., dans une étude analytique et documentée, donne un exemple de la manière dans laquelle l'histoire de l'agriculture ombrienne dans le dernier siècle devrait être traitée. Il fait ressortir, en particulier, la nécessité de recherches étendues et d'exactitude statistique qui sont la base de l'information et de l'interprétation historique et éclairent les problèmes du temps actuel.

The author in a study, analytical and supported by documents, gives a good example of how history of Umbrian agriculture of the last Century should have to be treated. He particularly emphasizes need of deep researches and statistical exactness that are the basis for historical information and interpretation and clarify the present problems.

Auf Grund einer analytisch geführten und reichlich belegten Untersuchung kann der Verfasser ein Muster der Methodik vorlegen, nach der man das Studium der Landwirtschaft in Umbrien im letzten Jahrhundert unternehmen sollte, wobei er besonders die unersetzliche Rolle einer umfangreichen Forschungsarbeit und größter statistischer Genauigkeit als Grundlage für jedes Quellenstudium und geschichtliche Deutung sowie als Richtlinie für jede aktuelle Problemstellung auf diesem Gebiet betont.

V. FUMAGALLI - NOTE SUI DISBOSCAMENTI NELLA PIANURA PADANA IN EPOCA CAROLINGIA.

L'autore sostiene che non soltanto nel secolo X, ma anche nei secoli precedenti, a cominciare dal VI, vaste estensioni di terreno della Valle Padana furono disboscate e dissodate per semina o piantagioni.

L'A. soutient que pas seulement au siècle Xème, mais aussi bien dans les siècles précédents, à partir du VIème siècle, des terrains très étendus dans la Plaine du Pô furent déboisés et défrichés afin de les ensemençer ou d'y planter.

The author asserts that not only in the X Century, but also in the Centuries before it, from the VI Century, broad extents of lands were deforested and tilled for sowing or planting.

Der Verfasser vertritt die Ansicht, daß ausgedehnte Gebiete der Poebene nicht erst im 10. Jahrhundert, sondern bereits seit dem 6. Jahrhundert gerodet und für den landwirtschaftlichen Anbau urbar gemacht wurden.

C. TRASELLI - DUE ANTICHI TRATTATI D'AGRICOLTURA SICILIANI.

L'autore presenta due trattati d'agricoltura siciliani: l'uno, del secolo XVI, è testimonianza di aspirazione ad una coltivazione guidata

da un certo raziocinio pre-scientifico; l'altro, del secolo XVIII, ampia e organica trattazione, ritrae le condizioni dell'agricoltura siciliana, studiata con nuova mentalità economica ed agronomica, nel quadro di una vasta cultura riformatrice.

L'A. presente deux traités d'agriculture siciliens: l'un — du XVIème siècle — témoigne le désir d'une exploitation du sol guidée par un certain critère presque scientifique; l'autre traité — du XVIIIème siècle — détaillé et bien structuré, brosse un tableau de la situation de l'agriculture sicilienne, étudiée par une nouvelle mentalité économique et agronomique, dans le cadre d'une vaste culture réformatrice.

The author presents two Sicilian treatises on agriculture: one — of the XVI Century — witness aspiration to farming guided by nearly scientific criteria; the other treatise — of the XVIII Century — a detailed and organic one, gives a description of the state of Sicilian agriculture studied by a new economic and agronomical mentality, in the framework of a wide reformer culture.

Der Verfasser legt zwei sizilianische Schriften zur Landwirtschaft vor: die eine, aus dem 16. Jahrhundert stammend, zeigt gewisse Bestrebungen in Richtung auf eine mit wissenschaftlichen Methoden arbeitende Landwirtschaft, während die zweite, eine ausführliche und organische Abhandlung aus dem 18. Jahrhundert, die landwirtschaftlichen Verhältnisse Siziliens in einem neuen wirtschaftlichen, aus dem Reformgeist der Aufklärung erwachsenen Bewusstsein darstellt.

L. CIARAVELLINI - SPIEGAZIONE DI ALCUNE PAROLE MAREMMANE.

L'autore riporta, commentandole, le definizioni di parole e frasi di un « *vocabolario* » agricolo-pastorale tipico della Maremma toscana del '700 aggiungendo, per alcune voci, notizie sul graduale variare di significato sino al giorno di oggi.

L'A. porte, tout en les commentant, les définitions de mots et locutions d'un « *vocabulaire* » agricole-pastoral typique de la Maremma toscane au XVIIIème siècle. Pour quelques-uns des mots il ajoute des notices sur le changement graduel de la signification jusqu'à notre temps.

The author quotes, while commenting upon them, definitions of words and phrases of an agricultural « *vocabulary* » typical of the Tuscan Maremma in the XVIII Century; for some words he adds information on gradual changing of the meaning till now.

Der Verfasser kommentiert einige Wörter und Sätze aus dem Dialekt der Bauern und Schäfer der toskanischen Maremma des 18. Jahrhunderts und fügt in einzelnen Fällen auch Erklärungen zum sich allmählich bis heute vollzogenen Bedeutungswandel hinzu.

BANCO DI NAPOLI

ISTITUTO DI CREDITO DI DIRITTO PUBBLICO

Fondato nel 1539

Fondi patrimoniali e riserve: L. 30.960.304.338

Riserva Speciale Cred. Ind.: L. 7.745.754.018

DIREZIONE GENERALE — NAPOLI

LA SEZIONE DI CREDITO AGRARIO DEL BANCO DI NAPOLI presta agli agricoltori ed alle loro associazioni ogni forma di assistenza creditizia

- Prestiti di esercizio
- Prestiti e mutui per miglioramenti fondiari
- Mutui per la formazione e l'arrotondamento della proprietà coltivatrice
- Mutui a favore di Consorzi di Bonifica

con tutte le agevolazioni previste dalle leggi in vigore (Piano Verde, Fondi di rotazione, Territori Montani, Cassa per il Mezzogiorno, ecc.)

La Sezione effettua, altresì, prestiti e mutui pescherecci anche con i benefici accordati dalla legge 27 dicembre 1956, n. 1457.

22 UFFICI PROVINCIALI — 312 FILIALI ESERCENTI
IL CREDITO AGRARIO — 354 ENTI INTERMEDIARI